



Courrier international

N° 1635 du 3 au 9 mars 2022
courrierinternational.com
France : 4,50 €

**NUMÉRO
SPÉCIAL**

Algérie 530 DA, Allemagne 5,70 €,
Andorre 5,30 €, Canada 7,95 \$ CAN,
DNK 5,10 €, Espagne 5,40 €, Grande-
Bretagne 4,70 £, Grèce 5,40 €, Italie
5,40 €, Japon 630 ¥, Maroc 43 DH,
Pays Bas 5,40 €, Portugal cont. 5,40
€, Singapour 8,00 S\$, Suisse 6,30
CHF, TOM 630 XPF, Tunisie 7,70 DT,
Afrique CFA autres 3300 F CFA.

L'IMPENSABLE

*La guerre en Ukraine
vue par la presse
étrangère.*

M 03183 - 1635 - F: 4,50 €



SAMSUNG

Galaxy S22 Ultra



DAS tête : 1,05 W/kg
DAS tronc : 1,59 W/kg
DAS membres : 3,18 W/kg

5G : accessible en France métropolitaine avec offre et équipement compatibles, uniquement dans les zones déployées (1 121 communes couvertes au 26/01/2022). Débit maximum théorique de connexion en réception jusqu'à 2,1 Gbits/s dans les zones couvertes en 3,5 GHz avec agrégation des quatre bandes de fréquences 4G et jusqu'à 615Mbits/s pour les zones couvertes en 2,1 GHz utilisée pour la 4G. Couverture 5G détaillée et différenciée selon les fréquences utilisées sur reseaux.orange.fr



Des nuits lumineuses comme le jour



Samsung
Galaxy S22 Ultra

150€*
de bonus
reprise

avec un forfait 5G,
en revendant votre mobile



En boutique
et en Click & Collect

* Pour l'achat en boutique d'un Samsung S22 Ultra avec forfait 5G engagement 24 mois : 150€ de bonus reprise (rachat par Orange de votre téléphone 150 euros de plus que sa valeur estimée)⁽¹⁾.

📱 Kit mains-libres recommandé. Offre de reprise pour les clients d'un forfait 5G avec mobile. Offre soumise à conditions, valable en France métropolitaine sur réseaux et mobiles compatibles jusqu'au 06/04/2022.

⁽¹⁾ Rachat et conditions en boutique Orange. Détails et formulaire sur orange.fr. Google est une marque de Google LLC.



LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

Ukraine : l'impensable

p.6

Au moment où j'écris ces lignes, mardi 1^{er} mars, un convoi militaire russe long d'une soixantaine de kilomètres (repéré sur des images satellite) se dirige vers la capitale ukrainienne. Les prémices de la bataille de Kiev ? À Kharkiv, la deuxième ville du pays, les bombardements russes s'intensifient. Une escalade qui fait craindre le pire. Au point que le procureur de la Cour pénale internationale, Karim Khan, a annoncé l'ouverture prochaine d'une enquête, évoquant des "crimes de guerre" et des "crimes contre l'humanité". Pendant ce temps, des négociations ont commencé, mais on voit mal comment elles pourraient aboutir dans ces conditions.

S'il est une guerre que nous aurions dû voir venir, c'est bien celle-là, mais jusqu'au bout nous n'avons pas voulu y croire tout à fait, semble dire une bonne partie de la presse étrangère ces jours-ci - et nous avec. Et pourtant l'impensable s'est produit. C'est la formule que nous avons choisie pour le titre de une tant elle nous semble refléter l'état de choc dans lequel sont plongés les Européens et le reste du monde depuis le début de l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe, le 24 février. Face à la levée de boucliers des Occidentaux, le président russe n'a pas hésité à brandir la menace nucléaire. "Cela ne veut pas dire que Poutine prépare une frappe nucléaire", écrit **The Economist**. "C'est avant tout un message politique destiné à nous impressionner", estime un expert cité par l'hebdomadaire. Il n'empêche. Cela aussi était impensable jusqu'à récemment. Jamais l'Europe n'a connu un conflit d'une telle envergure et aux conséquences potentiellement si dévastatrices

pour le continent depuis la Seconde Guerre mondiale. "L'incursion militaire de la Russie au cœur de l'Ukraine est l'un de ces rares moments qui non seulement affectent le monde, mais le transforment à jamais", écrit le **Wall Street Journal**. Poutine a fait éclater l'ordre sécuritaire qui prévalait en Europe depuis la fin de la guerre froide. Personne ne sait ce qui le remplacera." Pour le journaliste russe Fiodor Loukianov, il s'agit de tout autre chose : "Une tentative de faire bouger un monopole au profit d'un modèle de gouvernance internationale beaucoup mieux réparti", explique-t-il. Au moment où nous terminons ce numéro, la Russie demande aux habitants de Kiev d'évacuer la ville. Jusque-là, l'Ukraine a résisté, notamment à travers son président, Volodymyr Zelensky, ancien acteur comique dont le costume de président semblait jusque-là bien trop grand. Depuis, Zelensky est devenu un héros pour le peuple ukrainien, celui qui incarne l'esprit de résistance, explique le quotidien

de Kiev **Oukraïnska Pravda**. À l'opposé, la "métamorphose" de Vladimir Poutine interroge. C'est autour de lui, de sa conception du pouvoir et de sa vision du monde, que nous avons initialement construit ce dossier à partir d'un article paru dans le quotidien tchèque **Denik N**. La journaliste Petra Prochazkova y décrit un homme à l'écart du monde, méfiant de tous. Ce formidable portrait, très documenté, permet de mieux comprendre ce qui a conduit à cet engrenage. Poutine "a l'habitude de surestimer ses capacités. Il aime laisser les événements aller à l'extrême pour ensuite prendre une décision qui peut inverser le processus et ainsi choquer son entourage, y compris les dirigeants mondiaux. C'est ce que beaucoup d'entre eux à l'Ouest espéraient dans le cas de l'Ukraine." Voilà pour l'effet de surprise. Mais le président russe lui aussi s'est trompé. Il misait sur une guerre éclair et se heurte à une résistance farouche des Ukrainiens. Il tablait sur les divisions des Occidentaux,

et il voit l'Union européenne se ressouder face à la Russie : l'UE, pour la première fois de son histoire, a décidé de financer la livraison d'armes létales à un pays en guerre. Fermeture des espaces aériens, sanctions contre le système financier russe, manifestations monstres dans le monde, boycott, mobilisation dans le sport, la culture... Pour Max Boot, chroniqueur du **Washington Post**, le président russe a perdu la bataille du récit : "L'attaque russe a suscité l'indignation mondiale comme peut-être aucun événement depuis le 11 septembre 2001. Poutine est en train de faire de la Russie un paria mondial." Vladimir Poutine est-il capable d'entendre les appels à la désescalade ? Le veut-il seulement ? Rien ne le dit pour le moment. Et c'est bien ça le plus inquiétant.

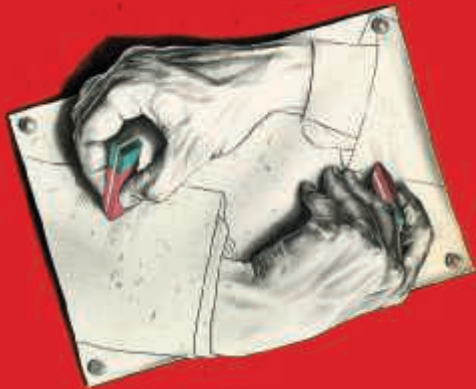
En couverture :
Dessin de **Carlos David Fuentes, Cuba**/
Cartoon Movement.



Sommaire

dossier

p.30 COMMENT LES NATIONALISTES RÉÉCRIVENT L'HISTOIRE



De Trump à Zemmour, en passant par Poutine, Xi et Erdogan, les forces nationalistes tordent sans vergogne la vérité historique, pour mener leurs combats au présent.

AFGHANISTAN p.20

C'est la faim qui règne ici

"Je n'ai jamais rien vu d'une telle ampleur" : près de sept mois après la chute de Kaboul et l'arrivée au pouvoir des talibans, une journaliste britannique du **Sunday Times** raconte le désastre humanitaire qui frappe le pays.

L'ENTRETIEN p.48

"Donnons aux femmes le pouvoir d'avorter par elles-mêmes"

La possibilité d'avorter en ingérant de simples comprimés est une révolution libératrice pour les femmes, affirme **Rebecca Gomperts**, militante pionnière et radicale.

PLEIN ÉCRAN p.44

Écrasons-nous dans les bois

Sombre et palpitante, la série américaine **Yellowjackets** suit un groupe de lycéennes rescapées du crash d'un avion. Un tableau très juste de la sauvagerie de l'adolescence, raconte **The New York Times**.

LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

- The Daily Telegraph** Londres, quotidien.
- Daraj** (daraj.com) Beyrouth, en ligne.
- Denik N** Prague, quotidien.
- Il Foglio** Milan, quotidien.
- The Guardian** Londres, quotidien.
- Hankyoreh** Séoul, quotidien.
- Kyunghyang Shinmun** Séoul, quotidien.
- The New York Review of Books** New York, bimensuel.
- The New York Times** New York, quotidien.
- Oukraïnska Pravda** (pravda.com.ua) Kiev, en ligne.
- Raseef22** (raseef22.net) Beyrouth, en ligne.
- Rossia v Globalnoï Politiké** Moscou, bimestriel.
- Süddeutsche Zeitung** Munich, quotidien.
- The Sunday Times** Londres, hebdomadaire.
- Le Temps** Genève, quotidien.
- The Wall Street Journal** New York, quotidien.
- The Washington Post** Washington, quotidien.
- Yazhou Zhoukan** Hong Kong, hebdomadaire.
- Die Zeit** Hambourg, hebdomadaire.



SOMMAIRE

À la une

6. Guerre en Ukraine : l'impensable

D'un continent à l'autre

20. Afghanistan : vivre sous les talibans (1/4). C'est la faim qui règne ici

22. Polémique sur le devenir des fonds afghans

24. Corée du Sud. La crispation antiféministe des jeunes

Coréens

26. Arabie Saoudite. Widad, la liberté par le taxi

27. Djibouti. Bienvenue dans un nid d'espions

28. France. L'ombre de Moscou

Dossier

30. Comment les nationalistes réécrivent l'histoire

Transversales

36. Économie. "Travailler moins pour vivre heureux"

37. Environnement. L'eau vive du Sahara

360°

40. Portfolio. Cousu de fil rouge

44. Plein écran. Écrasons-nous dans les bois

46. Culture. La "première dame" du graffiti sénégalais

48. Entretien. Rebecca Gomperts, militante pro-IVG



SUR NOTRE SITE

À suivre. La guerre en Ukraine

Offensives, résistance, pourparlers, menaces, sanctions... Suivez les derniers développements à travers le regard des presses ukrainienne, russe, britannique, américaine, tchèque, polonaise... À lire notamment, sur notre site, le portrait de Sergueï Choïgou, le tout-puissant ministre de la Défense de la Russie.

Vidéo. Comment ça va les Français ?

Chaque semaine jusqu'à l'élection présidentielle, *Courrier international* sonde l'état d'esprit des Françaises et des Français avec les journalistes de la presse étrangère. Ce vendredi, le regard d'Ana Navarro Pedro, correspondante à Paris pour la presse portugaise.

Musique. Eva B, la rappeuse qui secoue le Pakistan

Âgée de 22 ans et révélée sur YouTube, la rappeuse de Karachi dénonce dans ses chansons les inégalités sociales au Pakistan. "Le voile cache mon visage, mais pas mon talent", déclare-t-elle au *Guardian*.

L'horoscope de Rob Breznsny Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.

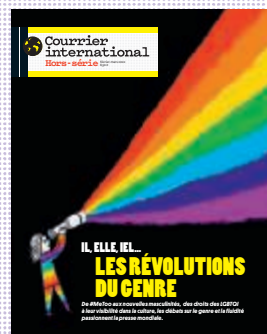


Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

Comment être féministe au Nigeria ?
Les hommes ont-ils une horloge biologique ?
La K-pop est-elle queer ?

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



Courrier international

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : *Courrier international*
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

1 AN (52 numéros) au prix de 129 € au lieu de 218,80 €*

1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de 159 € au lieu de 269,80 €*

Monsieur Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/ours2022>
ou téléphonez au 03.21.13.04.31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. Étranger nous consulter. Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-cv

En retournant ce formulaire, vous acceptez que *Courrier international*, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr.

Courrier international

Avantages abonnés :

Rendez-vous sur courrierinternational.com

■ La version numérique du magazine dès le mercredi soir

■ L'édition abonnés du site internet

■ Nos archives, soit plus de 100 000 articles

■ Accès illimité sur tous vos supports numériques

■ Les applications iOS et Android

■ Réveil Courrier

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique :

(32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com

USA-Canada :

(1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com

Suisse :

(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch

Courrier international

Édité par *Courrier international* SA, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106.400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directoire, directeur de la publication : François-Xavier Devaux
Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard
Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président
Dépôt légal Mars 2022. Commission paritaire n° 0722C82101.
ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com
Directrice de la rédaction Claire Carrard (1658) Rédactrice en chef Virginie Lepetit (1612) Rédacteurs en chef adjoints Raymond Clarinard (1677), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte Responsable du numérique Joffrey Ricome Direction artistique Sophie-Anne Delhomme (1631), Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delport (1698), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (1730) 7 JOURS DANS LE MONDE François Garles (chef de rubrique, 1748) EUROPE Gerry Feehly (chef de service, 1695), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 1636), Catherine Guichard (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 1604), Carole Lyon (Belgique, 1736), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 1974), Beniamino Morante (Italie, 1972), Antoine Moutau (Pays-Bas), Valentin Scholtz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Béranger Dominici (Pologne), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lorehntz (chef de rubrique, 1693) AMÉRIQUES Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 1614), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 1657), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 1639), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 1624), Zhang Zhulin (Chine, 1747), Carole Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corées) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abirama (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechaï (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Bousson (Afrique australe et Afrique de l'Est) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 1647), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 1615), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Bécoïl (chef des informations, 1732), Hugo Florent (1674), Delphine Veaudor (1676) HISTOIRE Mélanie Liffschitz (1696)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (éditeur web), Gabriel Hassan (éditeur web, 1632), Carole Lyon (éditrice web, 1736), Hoda Saliby (éditrice web, 1635), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 1665), Louise Dugeal (développement web) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (1651), Jean-Luc Majouret (1642)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 1735), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Hérodin, Julie Martin, Anne Romefort

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable), WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichiello (chef de service, 1617), Benjamin Fernandez, Jonnathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé ICONOGRAPHIE Luc Briand (chef de service, 1641), Lidwine Kervella (1610), Stéphanie Saindon (1653), Céline Merrien (colorisation) MAQUETTE Alice Andersen (chef de service, 1637), Denis Scudeller (chef de fabrication), Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Thierry Gauthé (1670) INFOGRAPHIE Catherine Doutey (1666) INFORMATIQUE Denis Scudeller

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 1737), Jessica Robineau (1608), Alizée Marchal (1738)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 4535) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Giuseppe Arditi, Jean-Baptiste Bor, Anne-Françoise Cochet, Marie-Ange Costantini, Antoine Cuny-Lecallat, Camille Dalicieux, Marie Daoudal, Lucie Droulers, Corinne Duqueyroux, Valentine Morizot, Florent Normand, Éléonore Nicolas, Robin de Obaldia, Isabelle Taudière, Rachel Teyssandier, Maddalena de Vio, Yuta Yagishita, Chenxi Zhang

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 0157282000 Présidente Laurence Bonicalzi Bridier, Directrice générale adjointe, Marketing & Études Élisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), Directeur délégué, directeur de Marque Courrier international David Eskenazy (david.eskenazy@mpublicite.fr, 38 63) Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) Directeur délégué, pôle Agences François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Steeve Dablin (steeve.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellán (1606) Lucie Madalena (gestion) Eleonora Pizzi (1652) Comptabilité 0148894551 Directeur de la diffusion et de la production Xavier Loth Directrice des ventes Sabine Gude Responsable commerciale international Saveria Colosimo Morin (0157282220) Chef de produits Valentin Moreau (0157283399) Communication et promotion Brigitte Billiard, Christiane Montillet MARKETING Sophie Gerbaud (directrice, 1618), Véronique Lallemand (1691), Véronique Saudemont (1739), Kevin Jolivet (1689), Martine Prévot (1649), Mynn-May Vang, Anthony Pittavino

Modifications de services ventes au numéro, réassortis 0805 05 0147 Service clients Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9 Tél. 03 21 13 04 31 Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au vendredi de 9 h à 18 h) Courriel abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 119 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com> Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ, and at additional mailing Offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o ExpressMag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.



Origine du papier: Allemagne, 100% de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Étranger: Ptot - 0,002 kg/tonne de papier. Ouvrage imprimé à 100 % avec des encres respectueuses de l'environnement et conformes à la norme Blue Angel.



J'agis
avec
ENGIE

**En 2020, les offres
d'électricité verte d'ENGIE,
c'est 43% d'émissions CO₂ en moins⁽¹⁾.**

L'électricité verte des offres ENGIE, certifiée d'origine renouvelable⁽²⁾, émet 34 gCO₂e par kWh contre en moyenne 60 pour le marché français. On vous explique tout sur [carbone.engie.fr](https://www.carbone.engie.fr)

The logo for ENGIE, featuring a white curved line above the word "ENGIE" in a bold, white, sans-serif font.

1^{er} fournisseur d'électricité verte⁽³⁾

L'énergie est notre avenir, économisons-la!

(1) Chiffre calculé pour 2020, issu de la comparaison entre l'intensité carbone moyenne liée à la consommation des clients particuliers d'ENGIE en offres Elec Verte sur la base des Garanties d'Origine émises sur le marché européen (dont le marché français), soit 34gCO₂e/kWh, et l'intensité carbone moyenne du mix de consommation électrique français, soit 60gCO₂e/kWh (source : base-carbone ADEME 2020). Plus d'infos sur [carbone.engie.fr](https://www.carbone.engie.fr)

(2) Électricité verte ou Elec Verte : pour tout nouveau contrat d'électricité souscrit par un client particulier, à l'exclusion des offres Classique, de l'offre Elec Référence Essentielle 1 an et de l'offre d'électricité Happ-e, ENGIE achète l'équivalent de la quantité d'électricité consommée par le client en Garantie(s) d'Origine émise(s) par des producteurs d'énergie renouvelable. Une Garantie d'Origine certifie que de l'électricité a été produite à partir d'une source d'énergie renouvelable et injectée sur le réseau électrique.

(3) Source interne ENGIE. Pour les particuliers (sites résidentiels) en offres à prix de marché d'électricité verte en France métropolitaine, hors Corse (au 30/06/2020).
ENGIE : SA AU CAPITAL DE 2 435 285 011€ - RCS NANTERRE 542 107 651. © Getty Images.

à la une

GUERRE EN UKRAINE L'IMPENSABLE

Depuis le 24 février, où elle est entrée en Ukraine, l'armée russe s'est heurtée à une farouche résistance. Moscou misait sur une guerre éclair et sur les divisions occidentales. Rien ne s'est passé comme prévu. La guerre provoque une indignation mondiale et une mobilisation sans précédent, qui fait de la Russie quasiment un État paria. Jusqu'où Vladimir Poutine est-il prêt à aller ? Qui a encore son oreille au Kremlin et à l'extérieur ? La Chine peut-elle favoriser une sortie de crise ? Les analyses et décryptages de la presse étrangère.





⚡ Des civils traversent une rivière sur un pont qui a été partiellement bombardé, dans le nord de Kiev, en Ukraine, le 1^{er} mars.
Photo Aris Messinis/AFP

Combien de temps la résistance ukrainienne peut-elle tenir ?

Moscou a sous-estimé la résistance de l'armée et de la population ukrainiennes. Mais si une première offensive sur Kiev a été repoussée, l'arrivée massive de troupes russes aux portes de la capitale, mardi 1^{er} mars, laissait craindre le pire.

Au sixième jour de la guerre en Ukraine, le 1^{er} mars, tous les regards étaient tournés vers une colonne de véhicules russes, s'étendant sur 65 kilomètres et progressant vers Kiev. Comme si le sort de l'Ukraine en dépendait désormais. "Poutine comptait sur un blitzkrieg", expliquait le journal ukrainien **Den**. Le président russe "pensait régler tout cela en deux ou trois jours". Mais ses plans ont échoué.

Au petit matin du 24 février, l'armée russe a lancé une offensive en pilonnant sans relâche des cibles militaires ukrainiennes. "Le projet du Kremlin était d'encercler Kiev avec des troupes au sol puis d'envoyer, de nuit, 5 000 parachutistes d'élite qui auraient investi le palais présidentiel, capturé ou

tué le président Volodymyr Zelensky, raconte **The Guardian**, disant citer les services de renseignements ukrainiens. Puis, ayant terrassé la résistance et arrêté les principaux représentants, Moscou aurait installé un gouvernement fantoche, prorusse."

Mais confronté, selon le quotidien britannique **The Spectator**, à une résistance ukrainienne "sous-estimée", à des problèmes logistiques imprévus et à des pertes humaines "apparemment déjà importantes", Vladimir Poutine n'était toujours pas parvenu, au sixième jour de la guerre, à prendre Kiev. Il refusait néanmoins de reculer. Et voilà pourquoi il a décidé de jeter "toutes ses forces dans la bataille pour prendre Kiev", commente **Den**.

L'interminable colonne de blindés scellera-t-elle le sort de Kiev, voire de l'Ukraine ? Le président Zelensky, devenu en quelques jours le visage de la résistance à l'envahisseur russe (lire page ci-contre), a en tout cas décidé, le 1^{er} mars, de nommer le général Mykola Jernov pour seconder le maire de la capitale, Vitali Klitschko. L'officier aura pour mission d'"assurer la défense de la ville. De bloquer les accès à notre capitale. Afin que les Kiéviens aient tout ce dont ils ont besoin", précisait le journal **Oukraïnska Pravda**.

Des Kiéviens qui, comme le reste de la population à travers l'Ukraine, se sont empressés de prendre les armes, enclins à porter main-forte à l'armée. En alerte maximale depuis des semaines, celle-ci a repoussé, dès la nuit du 25 au 26 février, une première offensive sur Kiev, indiquait **Oukraïnska Pravda**. Et face à cet assaut généralisé, annonçait fièrement le quotidien en ligne, "les célébrités ukrainiennes se dressent pour défendre [le pays] contre les occupants !"

Le cinéaste ukrainien Oleg Sentsov, emprisonné en Russie de 2014 à 2019, a ainsi lancé cet appel : "Tous aux

À la une



"LA MÈCHE EST ALLUMÉE", prévient le journal saoudien **Okaz**.



"VLAD L'ENVAHISSEUR", titre **The Spectator** en une de son édition du 26 février. Pour l'hebdomadaire conservateur britannique, le "tsar Vladimir" Poutine cherche, au travers de sa campagne militaire en Ukraine, à "ressusciter l'Empire russe". Celui de Pierre le Grand (1672-1725), grand inspirateur de Vladimir Poutine.



"NOUS SOMMES AVEC VOUS", clame en ukrainien, sur fond de drapeau bleu et jaune, le journal polonais **Gazeta Wyborcza**.

↳ Dessin de **De Angelis, Italie**.

armes ! Rendez-vous dans les centres de recrutement, rejoignez les forces armées ukrainiennes, inscrivez-vous dans la défense territoriale, donnez votre sang, aidez le front, résistez sur les arrières de l'agresseur." Et, de fait, beaucoup, de tous les âges et des deux sexes, se sont enrôlés. Des étrangers ont même commencé à ressusciter des brigades internationales.

Cette résistance farouche fait l'admiration des médias locaux. Dans un message publié dans le quotidien de Lviv **Vyssoki Zamok**, la politique et journaliste Ivanna Klimpouch-Tsintsadzé s'exclamait : "Les Ukrainiens font preuve d'une résistance et d'une dignité surhumaines ! Notre peuple est confronté à une des armées les plus assoiffées de sang de la planète ! Sous les yeux du monde entier, nos héros défendent la liberté du monde. Je veux que vous les connaissiez ! Treize gardes-frontières qui sont morts mais ne se sont pas rendus sur l'île aux Serpents [en mer Noire]. Ce combattant ukrainien qui s'est fait sauter avec un pont pour empêcher la progres-

"LES RUSSES VONT APPUYER PLUS FORT, DANS LE BUT D'ÉPUIER ET DE SUBMERGER L'ADVERSAIRE."

The New Statesman

sion de l'ennemi. Cette enseignante ukrainienne qui aimait les fleurs et a donné sa vie aujourd'hui pour la patrie. Ils sont nombreux, ils sont incroyables !!!"

Cet esprit de sacrifice suffira-t-il contre les troupes russes ? D'autant qu'un quart, voire un tiers, des hommes stationnés aux frontières ne sont pas encore entrés dans le pays, note **The Spectator**. Et qu'échaudés par ces premiers revers, abonde l'hebdomadaire britannique **New Statesman**, "les Russes vont appuyer plus fort, dans le but d'épuiser et de submerger l'adversaire". L'échec du premier round de négociations ouvre même la voie à "l'utilisation d'armes lourdes déjà présentes sur le sol ukrainien", anticipe **The Spectator**.

En dépit des combats qui faisaient rage un peu partout dans le pays, Ukrainiens et Russes se sont entendus pour envoyer, le 28 février, des délégations à la frontière avec la Biélorussie. "Les discussions ont duré plus de quatre heures et demie, raconte le quotidien **Oukraïna Moloda**. Mais les détails n'en sont pas connus." Il semble néanmoins que les pourparlers n'aient débouché sur aucune avancée. Mais les délégations ont promis de se retrouver dans quelques jours.

En attendant, s'inquiète **Den**, "les combats seront terribles". C'est pourquoi, plaide-t-il, "il faut exiger des pays de l'Otan qu'ils livrent à l'Ukraine des chars, des avions, des systèmes antiaériens modernes". Ce que certains ont commencé à faire (lire p. 10). L'Union européenne, elle aussi, a brisé un tabou en décidant de livrer des armes létales à un pays belligérant. Avec cette aide conjuguée à la combativité de la résistance ukrainienne, l'agresseur russe finira par plier, veut croire **Den** : "Si l'Ukraine tient dix jours, elle tiendra un mois. Et, au bout d'un mois, les Russes sentiront le poids des sanctions destructrices, et Poutine sera vraisemblablement obligé d'arrêter la guerre."

— **Courrier international**



Offensives des troupes russes en Ukraine

Situation au
mardi 1^{er} mars 2022



★ Principales batailles terrestres en cours
■ Alliance militaire Russie-Biélorussie
♟ Base militaire russe hors de Russie
◆ États membres de l'Otan
← Principaux flux de réfugiés ukrainiens

Abréviations :
HO. Hongrie ; SL. Slovaquie ;
RMD République moldave du Dniestr (ou Transnistrie),
autoproclamée.

COURRIER INTERNATIONAL D'APRÈS "THE NEW YORK TIMES", AGENCE DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS (HCR), REUTERS

obligés de s'abriter dans les sous-sols afin de se protéger des missiles pour la seule raison qu'ils sont ukrainiens, dans ce cas, qui est le néonazi ? Si des missiles frappent les immeubles d'habitation de la capitale de l'Ukraine, qui est le criminel ? Si l'armée russe s'empare de la centrale de Tchernobyl, de qui maintenant faut-il se protéger ?

La chute de Poutine dépend aujourd'hui d'une seule personne, le président [ukrainien] Zelensky. Plus Zelensky est fort, plus Poutine est faible. Et, chaque jour qui passe, Zelensky devient plus fort.

Pourquoi ? Parce que derrière Poutine se trouve un cercle de hauts responsables pilliers de budget qui sont déjà effrayés, et à qui le régime a garanti l'impunité pendant des décennies. Alors qu'aujourd'hui derrière Zelensky se dresse tout le pays, le monde civilisé et même une partie des Russes, conscients de ce qui se déroule.

C'est assurément maintenant que l'on assiste aux véritables débuts de Zelensky en tant que président. Nous le voyons tous résister, lui qui est issu d'une autre réalité et d'une autre vie [le monde du spectacle]. On ne peut pas l'inventer. Tout est en direct. Matin et soir. Vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Il risque bel et bien d'être tué. Il est vraiment en danger.

À la place de Zelensky, comment se serait comporté celui qui se protège d'un coronavirus au bout d'une table longue de six mètres ? Ce n'est pas difficile à deviner.

Ce qui attend Poutine, c'est la fin.

À en juger par les derniers jours, non seulement il ne s'est pas attaqué au bon pays, mais il ne s'est pas attaqué non plus au bon président.

—Mykhaïlo Tkatch

Publié le 26 février

VOLODYMYR ZELENSKY DANS LE RÔLE DE SA VIE

VU D'UKRAINE

En déclenchant une guerre dont personne ne voulait, le président russe est en train de précipiter sa propre chute, affirme ce site ukrainien. Tandis qu'à Kiev l'ancien humoriste a acquis en quelques jours une stature d'homme d'État et de héros.

—Oukraïnska Pravda Kiev

Qu'est-ce qui attend Poutine ? En Russie, des manifestations contre la guerre ont commencé. Des milliers de Russes perdent en ce moment même des proches dans cette guerre. Une guerre déclenchée dans l'intérêt d'une seule personne : Vladimir Poutine.

Pour étouffer la contestation, empêcher les désertions, bloquer l'accès de la population russe aux informations sur les pertes réelles, Poutine finira par se mettre à tuer ses propres citoyens. C'est une question de temps.

Plus l'Ukraine tiendra, plus le monde se réveillera. Plus le monde se réveillera, plus il y aura de Russes à se réveiller. Plus il y aura de Russes à se réveiller, plus Poutine sera affaibli. Le pouvoir russe le comprend et parle déjà du rétablissement de la peine capitale.

Pourquoi Poutine sera-t-il perdant ? Beaucoup d'accusations de Poutine à l'égard de notre pays s'appliquent en fait à la Russie, et pas à l'Ukraine.

Dans ses déclarations, Poutine accuse l'Ukraine d'actes que la Russie commet aujourd'hui. Quand des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, dans tout le pays, sont

À la une



"L'ARMÉE UKRAINIENNE RIPOSTE",

affirme, combatif, le journal ukrainien Den. "Les régimes de Poutine et de Loukachenko ont lancé une guerre frontale contre l'Ukraine, dans laquelle ils subissent de lourdes pertes." Sur le dessin, le président russe et son allié biélorusse sont représentés par deux serpents.

Vu

d'Occident

Un flegme à double tranchant

●●● "Le fait que [Volodymyr Zelensky] soit prêt à mourir est révélateur de cette nouvelle Ukraine dont le peuple se mobilise aujourd'hui pour se défendre", souligne la publication américaine **The Atlantic**. Un choix tout sauf évident, que n'avait pas fait en 2014 son prédécesseur, Viktor Ianoukovitch, qui avait fui en Russie à la suite de la révolution de Maïdan. À Londres, **The Sunday Times** estime que le "flegme" de Zelensky est à double tranchant : s'il permet aujourd'hui au président de rassurer la population, ce trait de caractère l'a "empêché de prendre aux sérieux les alertes de l'Occident sur une invasion imminente de son pays".

L'UE est enfin devenue une puissance géopolitique

VU D'ITALIE Les 27 États membres ont décidé de financer la livraison d'armes à l'Ukraine à hauteur de 450 millions d'euros. Une prise de position inédite dans l'histoire de l'Union européenne. Pour ce quotidien milanais, pas de doute : cette crise a donné à l'Union un nouveau statut international.



↑ Dessin de Ramsés, Cuba.

— Il Foglio (extraits) Milan

L'invasion de l'Ukraine par Vladimir Poutine vient de faire de l'Union européenne une puissance géopolitique ex abrupto. Confrontés à une menace existentielle pour la sécurité de l'UE et l'ordre international, les États membres de l'Union viennent d'adopter, en cinq jours, des mesures sans précédent – mesures qui auraient été unimaginables voilà encore quelques jours.

Mesures restrictives contre les banques, les places financières, les liaisons aériennes et les oligarques russes, livraisons directes d'armes à l'Ukraine, statut de protection provisoire pour les réfugiés fuyant la guerre, initiatives diplomatiques internationales visant à faire condamner Poutine à l'Assemblée générale des Nations unies. L'UE a soudain laissé ses hésitations au vestiaire et use en ce moment même de tous les outils dont elle dispose. Elle mise sur l'unité et la détermination de ses membres pour incarner une force de dissuasion efficace dans la nouvelle donne géopolitique imposée par Poutine. Et ainsi font ses pays membres.

Sécuriser. Dans un discours prononcé [le 27 février] au Bundestag, le chancelier allemand, Olaf Scholz, a remis en quelques minutes des années d'*Ostpolitik* portée par l'Allemagne, et notamment par le Parti social-démocrate qu'il représente. Berlin fournira des armes létales à l'Ukraine, reverra à la hausse le budget de la défense au moyen d'un fonds de 100 milliards d'euros et se dotera de terminaux gaziers pour réduire sa dépendance au gaz russe. Même la Suède a rompu avec sa tradition [pacifiste] en choisissant à son tour de livrer des armes létales à l'Ukraine. Que s'est-il passé ?

De toute évidence, en Europe, la réflexion stratégique sur le cas Poutine a changé du tout au tout la semaine dernière. "Nous vivons la plus grande menace pesant sur la sécurité européenne depuis la Seconde Guerre mondiale. Une

puissance nucléaire a décidé d'envahir un de ses voisins de manière injustifiée et sans avoir été provoquée. Si nous voulons la paix en Europe, nous devons soutenir l'Ukraine", explique un haut fonctionnaire européen. La résistance de l'Ukraine de Volodymyr Zelensky [lire p. 9] face à l'envahisseur a inspiré les Européens. "Les forces armées ukrainiennes ne défendent pas uniquement leur pays : elles défendent l'avenir de la sécurité européenne et le droit international", ajoute le fonctionnaire.

Aujourd'hui, au sein de l'UE, tout a changé, et tout devient dès lors possible. Les réserves et les égoïsmes de ses États membres qui avaient marqué la phase précédant le conflit et les premières heures des combats ont disparu.

Les dernières décisions sans précédent ont été prises [le 27 février] par les ministres des Affaires étrangères, à l'occasion d'une réunion extraordinaire convoquée par le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell. Les Vingt-Sept se sont mis d'accord sur une nouvelle batterie de sanctions – la troisième en une semaine – qui

20%

DU PIB DOIVENT ÊTRE CONSACRÉS À LA DÉFENSE,

selon les objectifs de l'Otan. En débloquant le 27 février une "enveloppe exceptionnelle" de 100 milliards d'euros pour l'armée, le chancelier allemand Olaf Scholz a franchi une étape supplémentaire. "Le budget annuel de la défense [sera] supérieur à 2 % du PIB, un montant que le SPD n'avait jamais accordé auparavant", a-t-il déclaré. "Un revirement complet" de la politique de défense du Parti social-démocrate (SPD), commente la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*.

En bref

OPÉRATION SECRÈTE

Des forces spéciales canadiennes déployées en Ukraine dès la mi-janvier. La rotation de deux appareils de leurs homologues américains à la frontière entre la Pologne et l'Ukraine. La livraison sous escorte d'une trentaine de commandos britanniques, de 2 000 lanceurs de missiles antichars NLAW à l'armée ukrainienne.

Ces trois opérations, signalées par le quotidien suisse *Le Temps*, illustrent "l'assistance en cours déployée" par l'Otan "hors de ses frontières territoriales pour épauler la résistance de l'Ukraine". "Depuis l'automne 2021, des centaines de systèmes de lanceurs de missiles antichars Javelin ont été livrés par le Pentagone", reprend le journal. La Lituanie et la Pologne auraient quant à elles livré des missiles portables Stinger, "utilisés durant la guerre d'Afghanistan dans les années 1980".

prévoit l'interdiction des transactions avec la Banque centrale russe, la fermeture de l'espace aérien à toutes les compagnies aériennes russes (y compris aux appareils privés des oligarques) et l'ajout à la liste noire de l'UE d'une vingtaine de fonctionnaires, militaires et oligarques qui ont soutenu l'offensive de Poutine.

L'exclusion de certaines banques russes du système de paiement international Swift devrait être entérinée quant à elle dans les jours à venir, mais l'accord politique est déjà là. "Nous voulons isoler la Russie et faire d'elle un paria international", nous explique le fonctionnaire de l'UE.

En attendant, le 27 février, les ministres des Affaires étrangères des Vingt-Sept ont adopté une autre décision sans précédent : l'Union se servira de la Facilité européenne pour la paix (FEP) pour financer directement, à hauteur de plusieurs centaines de millions d'euros [450 millions pour l'instant], la fourniture d'armes létales et non létales aux forces armées ukrainiennes.

Pas seulement des casques et des gilets pare-balles, mais aussi des systèmes de défense aérienne et des missiles antichars. Cette décision – recourir à la FEP pour livrer des armes létales à un pays en guerre – est "historique" à double titre : d'abord, parce que c'est la première fois que cela se produit et, ensuite, parce que la somme allouée par cet instrument de politique étrangère européenne est inédite, nous confie le même fonctionnaire européen. "Une autre tabou est tombé", a reconnu Josep Borrell.

Les prochains développements du conflit sont imprévisibles, et la victoire de la Russie ne semble plus assurée. "Le comportement de Poutine pourrait devenir de plus en plus dangereux", prévient le fonctionnaire européen interrogé. Mais ses menaces semblent ne plus effrayer. L'objectif de l'UE est aujourd'hui de "faire prévaloir le droit international sur l'usage brutal de la force", conclut-il.

— David Carretta
Publié le 28 février

L'ARME NUCLEAIRE, SIMPLE EPOUVANTAIL?

D'après la presse occidentale, la "mise en alerte" des forces russes de dissuasion semble surtout destinée à impressionner l'opinion publique.

La menace nucléaire de Poutine montre à quel point la confrontation en Ukraine ne tourne pas bien pour lui", titrait **The Economist** le 27 février.

Ce jour-là, répliquant aux sanctions financières actées la veille par les Occidentaux, Vladimir Poutine a ordonné de mettre en état d'alerte spéciale les forces de dissuasion russes, comprenant une composante nucléaire. "Cela ne veut pas dire que Poutine prépare une frappe nucléaire", avertissait l'hebdomadaire britannique, citant un expert français, Bruno Tertrais, pour qui "le fait de l'annoncer signifie que c'est avant tout un message politique destiné à nous impressionner".

Un point de vue partagé par **The Atlantic**: l'ordre donné à la télévision par le président Poutine "est destiné autant à un public russe qu'à l'Occident". "Si Poutine avait voulu envoyer un message seulement à l'Otan, il aurait pu simplement donner l'ordre à la chaîne de commandement russe: les renseignements et ministères de la Défense occidentaux auraient été immédiatement au courant." C'est ce qu'avaient fait les États-Unis en 1973, lors de la guerre du Kippour. Dès lors, pour le magazine américain, Joe Biden devrait éviter toute escalade et "ignorer ostensiblement cette évidente provocation".

"L'ANNONCE DE LA PRÉPARATION D'UNE FRAPPE NUCLEAIRE EST UN MESSAGE POLITIQUE AVANT TOUT."

The Guardian appelle toutefois l'Occident à "la plus grande prudence". "Honnêtement, je suis inquiet", avoue Pavel Podvig, l'un des spécialistes mondiaux des forces nucléaires russes, qui explique que la mesure annoncée par Poutine pourrait revenir à "rebrancher" le système "de manière à ce qu'un ordre de frappe puisse aboutir, le cas échéant". D'après le quotidien britannique, "le défi pour l'Alliance atlantique est à présent de maintenir le soutien dont l'Ukraine a besoin pour sa survie, tout en indiquant clairement à Poutine une voie de sortie de crise plutôt que d'engager une escalade".

—**Courrier international**



●●● Ils sont déjà près de 700 000 à avoir fui l'Ukraine depuis le déclenchement du conflit, auxquels s'ajoute un million de déplacés dans le pays, selon le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) au 1^{er} mars. Parmi eux, Mark Goncharuk, ce garçon de Kiev sur le chemin de l'exode vers la Pologne avec sa famille, que les journalistes de **Reuters** ont rencontré près de Volytsia. Les hommes de 18 à 60 ans ne pouvant sortir du pays, l'enfant raconte qu'il a laissé son père dans la capitale: "Il est resté pour aider notre armée, nos héros. Peut-être même pour combattre." De l'autre côté de la frontière, en Pologne, aussi en Roumanie, en Moldavie, en Slovaquie, la solidarité s'organise. Photo Natalie Thomas/Reuters

Repères

De Berlin à Téhéran, tous avec l'Ukraine

●●● "Les gens continuent d'arriver, ça ne s'arrête pas", constate Yuri, jeune Ukrainien de 30 ans cité par la **Frankfurter Allgemeine Zeitung**. Ce dimanche 27 février, à Berlin, quelque 100 000 personnes, selon les chiffres de la police, se sont rassemblées pour dire leur solidarité avec les Ukrainiens et s'opposer à la guerre menée par les forces russes. Les organisateurs, relate le quotidien allemand, avaient tablé sur la présence "de 20 000 participants". Mais à l'approche de l'heure de départ du cortège, les manifestants pour la paix sont arrivés "de toutes parts, à pied, à vélo, en train". La police a dû fermer la station de métro de la porte de Brandebourg en raison de l'affluence. Des dizaines de milliers de personnes avaient déjà manifesté la veille "dans les grandes villes européennes", rappelle la radio américaine **NPR**. Mais il n'y a pas qu'en Europe: "Des manifestations ont eu lieu dans des endroits aussi éloignés que le Japon, l'Iran, l'Australie

et les États-Unis", ajoute la **NPR** sur son site. Même dans les pays qui soutiennent officiellement Vladimir Poutine, des manifestations ont éclaté. Ainsi à Téhéran, en Iran, le 26 février. Et en Biélorussie, le lendemain: on a pu voir, sur les réseaux sociaux, des manifestants dans la capitale, Minsk, scander "Gloire à l'Ukraine", "Gloire aux héros". Outre cette mobilisation massive à l'international, de nouvelles manifestations ont eu lieu en Russie, malgré la répression. À Moscou notamment, des citoyens sont venus déposer des fleurs à l'endroit où l'opposant Boris Nemtsov a été assassiné il y a sept ans, après avoir pris position contre la guerre dans le Donbass. Un hommage qui résonnait douloureusement dans ce contexte. À ces commémorations se sont ajoutées des manifestations pour la paix... réprimées par les autorités: dimanche, en fin d'après-midi, l'ONG OVD-Info comptabilisait près de 1800 arrestations de manifestants antiguerre en Russie, pour la seule journée de dimanche.

—**Courrier international**



DANS NOS ARCHIVES

courrierinternational.com

À la frontière polonaise, le tragique chassé-croisé des Ukrainiens

Un reportage de **Wprost** auprès d'Ukrainiens qui fuient les combats pour retrouver les leurs déjà en exil qui les attendent à la frontière, et croiser ceux qui vont combattre.

La fin du "soft power" russe dans le sport

Les Jeux de Sochi et la Coupe du monde de football 2018 sont loin: le sport international sanctionne lui aussi la Russie, en l'excluant de dizaines de compétitions.



← Dessin de Schot, Pays-Bas.

Le nouveau désordre mondial de Vladimir Poutine

VU DES ÉTATS-UNIS L'invasion de l'Ukraine par la Russie est un choc géopolitique majeur. Ce quotidien conservateur détaille l'effet domino immédiat de cette guerre en plein cœur de l'Europe et les répercussions qu'on peut en attendre à plus long terme.

—The Wall Street Journal
(extraits) New York

L'incursion militaire de la Russie au cœur de l'Ukraine est l'un de ces rares moments qui non seulement affectent le monde, mais le transforment à jamais.

En déployant son armée dans un État souverain pour l'assujettir, Vladimir Poutine a fait éclater l'ordre sécuritaire qui prévalait en Europe depuis la fin de la guerre froide.

La promesse faite par trois présidents américains d'affilée – s'extraire des engagements internationaux pour se concentrer sur la concurrence avec la Chine – est à nouveau mise à mal. Les dépenses militaires vont probablement augmenter en Occident. La mondialisation économique va essayer un revers.

Dans le paysage politique américain, les fissures latentes qui séparent les internationalistes et les néo-isolationnistes se font plus visibles, notamment au sein du Parti républicain.

Ce ne sont là que des exemples de l'effet domino. Tout comme les attentats du 11 septembre, l'éclatement de ce qui pourrait bien être la plus grande guerre terrestre en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale est un tel choc que certaines de ses répercussions sont impossibles à prédire ; certaines de ses conséquences vont surgir sans prévenir pendant des années.

Deux d'entre elles semblent déjà évidentes. D'une part, Vladimir Poutine vient de donner un coup d'accélérateur à sa tentative de reconquête d'une partie de l'influence et des territoires

qui appartenaient autrefois à l'Union soviétique, ou qu'elle contrôlait de facto – une promesse de longue date du président russe.

À lui seul, ce projet aura des répercussions psychologiques sur plus d'une douzaine de pays répartis dans toute l'Europe postsoviétique. Les gouvernements polonais, lituanien, letton et estonien redouteront d'être les prochains sur la liste des États voisins à déstabiliser.

D'autre part, cette attaque a ravivé l'unité des alliances occidentales, en particulier celle de l'Otan. Cette unité devra résister aux tensions et aux pressions des semaines et des mois à venir.

Si les Occidentaux parviennent à maintenir ce regain de fermeté, l'expérience ukrainienne pourrait virer à l'erreur stratégique monumentale pour Vladimir Poutine, assurent de hauts responsables américains. C'est en Allemagne que la force et la pérennité de la cohésion occidentale seront soumises à plus rude épreuve, car Berlin a parfois manifesté une certaine ambivalence dans ses face-à-face avec Poutine.

Pourtant, un nouvel élément est apparu ces dernières semaines, de nature à entraîner l'Allemagne hors de l'orbite russe : les exportations de gaz liquéfié américain ont commencé à compenser la baisse des exportations russes, ce qui laisse augurer une nouvelle donne énergétique parmi les alliés européens.

L'une des questions essentielles est de savoir si les sanctions économiques prises actuellement contre la Russie en vue de l'isoler vont la rapprocher de la Chine. Voilà deux pays qui ont en commun une volonté de se défendre contre

À la une



“OÙ S'ARRÊTERA-T-IL ?”
s'interroge l'hebdomadaire britannique **The Economist.**



“S'IL VOUS PLAÎT, MONSIEUR POUTINE, ARRÊTEZ CETTE GUERRE”, implore Evguéni Lebedev, magnat britanno-russe des médias et propriétaire de l'**Evening Standard**, à Londres, le 28 février.

les pressions économiques que peuvent exercer les États-Unis, le pôle le plus puissant de l'économie internationale sous sa forme actuelle.

L'aide la plus immédiate que la Chine peut apporter à la Russie est d'alléger les effets des sanctions, qui devraient s'étendre et s'intensifier.

Plus généralement, la Chine et la Russie ont intérêt à travailler conjointement à la mise en place d'une sorte de système financier international parallèle, séparé de celui qui existe actuellement, dominé par le dollar et les États-Unis.

Nucléaire iranien. La Chine a d'autres intérêts dans sa relation avec les États-Unis et n'a apparemment pas l'intention de rompre ses liens avec Washington, ce qui pourrait limiter la coopération sino-russe. Ces intérêts contradictoires pourraient expliquer la réaction embarrassée de Pékin jusqu'à présent : la Chine s'est gardée de soutenir l'initiative de Moscou, mais a parlé de respecter les “*préoccupations légitimes en matière de sécurité des pays concernés*” [lire pages 18-19].

Les grondements en provenance d'Ukraine pourraient avoir des répercussions sur des sujets apparemment sans lien, tels que les efforts du gouvernement américain pour conclure un nouvel accord avec Téhéran sur son programme nucléaire. Si les approvisionnements en énergie russes se tarissent, un accord ouvrant un peu plus grand les robinets du pétrole iranien pourrait être le bienvenu.

À l'inverse, certains responsables redoutent que la Corée du Nord profite de la situation en Ukraine pour renforcer son arsenal nucléaire et ses tests de missiles [Pyongyang a procédé à un nouveau tir de missile, le 27 février, après avoir accusé les États-Unis d'être responsables de la crise en Ukraine].

Les effets de la crise se font ressentir aussi bien aux États-Unis qu'ailleurs dans le monde. La guerre en Ukraine relance un débat houleux opposant, d'un côté, ceux qui prônent un rôle actif des États-Unis sur la scène internationale – et qui craignent que ceux-ci ne soient irrémédiablement affaiblis s'ils laissent des dictateurs imposer leur volonté – et, de l'autre, ceux qui estiment que les États-Unis devraient se dégager de leurs responsabilités internationales pour se concentrer sur les problèmes intérieurs.

C'est le clivage classique de la classe politique américaine, que résumait également Donald Trump avec son slogan “L'Amérique d'abord”. Aujourd'hui, cette position est surtout défendue par J.D. Vance, candidat de la droite dure au poste de sénateur de l'Ohio, qui a récemment déclaré : “*Le conflit frontalier entre la Russie et l'Ukraine n'avait rien à voir avec notre sécurité nationale.*” Et, a-t-il ajouté, “*nos imbéciles de dirigeants*” se laissent détourner des problèmes intérieurs.

Ce qui lui a valu la réponse immédiate de l'une de ses rivales, Jane Timken [également candidate à la primaire républicaine pour le poste de sénateur de l'Ohio], qui se présente aussi comme une partisane de Donald Trump et a posté sur Twitter que les Américains “*cro[yaient] en la force de leurs dirigeants, et non à l'indifférence.*”

—Gerald F. Seib
Publié le 24 février



Pour que demain
les plus fragiles
aient toujours
leurs médecins

Vous pouvez transmettre vos biens à Médecins Sans Frontières.

En transmettant vos biens à Médecins Sans Frontières, vous continuez à faire vivre vos convictions et permettez de financer un accès durable aux soins aux populations victimes de crises humanitaires. Depuis près de 50 ans, MSF s'engage à défendre et préserver la santé de tous. Grâce à votre legs, votre donation ou votre assurance-vie, vous serez à nos côtés pour que demain les plus fragiles aient toujours leurs médecins.

LEGS - DONATIONS - ASSURANCES-VIE / Demande de documentation gratuite et confidentielle

À renvoyer, sans affranchir votre enveloppe, à Médecins Sans Frontières Libre réponse - Autorisation 10617 75884 Paris Cedex 18

Oui, je souhaite recevoir sans engagement de ma part, votre documentation sur les legs, donations et assurances-vie.

MES COORDONNÉES M Mme

Prénom : Nom :

Adresse :

Code postal : Ville :

E-mail@.....

Téléphone :



*Catherine Bechereau,
chargée des
relations testateurs,
répond à vos
questions en toute
discretion.*

TÉL : 01 40 21 29 09

E-MAIL : relations.testateurs@paris.msf.org

Les informations recueillies dans ce formulaire sont destinées au département de la collecte de dons et aux tiers mandatés par MSF à des fins de gestion interne et pour faire appel à votre générosité. Elles ne sont conservées que pendant la durée strictement nécessaire à la réalisation de ces finalités. Ces données peuvent faire l'objet d'un transfert, notamment vers un pays en dehors de l'Union Européenne, qui sera encadré par les garanties appropriées requises par la réglementation sur la protection des données. Conformément au RGPD et à la Loi Informatique et Libertés, vous disposez de droits sur vos données (accès, rectification, suppression, limitation, portabilité, opposition) quant à leur traitement et à leur utilisation à des fins de prospection, que vous pouvez exercer en nous écrivant par e-mail à donateurs@paris.msf.org ou par courrier à 14-34 avenue Jean Jaurès - 75019 PARIS. Pour plus d'information, vous pouvez consulter notre politique de confidentialité disponible sur notre site internet.

Reconnue d'utilité publique, Médecins Sans Frontières est habilitée à recevoir des legs, donations, assurances-vie exonérés de droits de succession.



14-34 avenue Jean-Jaurès 75019 Paris
<https://leguez.msf.fr>



✓ Dessin de **Mate**, Argentine.

Économie

ŒIL POUR ŒIL

“Nous allons saisir les actifs des étrangers et des entreprises étrangères en Russie, en fonction de ce que tel ou tel pays a introduit comme sanctions antirusse. Il est possible que nous nationalisons les biens des ressortissants de pays inamicaux.”

La menace émane de Dmitri Medvedev, ancien président russe et aujourd’hui vice-président du Conseil de sécurité, cité par le journal pro-Kremlin **Vzgliad**. Parmi les autres “armes” à la disposition de Moscou et évoquées par plusieurs économistes interrogés par **Vzgliad**, le gel du remboursement de la dette extérieure, la saisie des avions en leasing ou l’appropriation des technologies étrangères en cessant de reconnaître les brevets “dans les secteurs pharmaceutique, industriel, électronique et médical”.

“Nous allons nous aussi inventer nos propres règles et annoncer que désormais nous ne pratiquons plus les échecs mais la boxe”, résume ainsi l’économiste Vassili Koltachov.

TOUT A CHANGÉ POUR LA “FORTERESSE RUSSE”

VU DE RUSSIE La guerre en Ukraine tourne la page de la collaboration avec l’Occident. À vouloir mettre à l’épreuve sa propre solidité, le pouvoir russe contraint sa population à renoncer à son mode de vie, estime le journaliste Fiodor Loukianov.

— **Rossia v Globalnoï Politiké** Moscou

L’opération militaire russe en Ukraine met un point final à toute une époque. Elle a commencé par l’effondrement du bloc soviétique et la chute de l’URSS, lorsque l’ordre mondial bipolaire relativement stable du moment a été remplacé par ce que l’on a fini par appeler l’ordre libéral international. Il était fondé sur la domination des États-Unis et de ses alliés sur la politique internationale, justifiée par une idéologie universaliste.

Ce modèle est entré en crise il y a longtemps déjà. Non que les grandes puissances se soient rebiffées, mécontentes du rôle auquel elles étaient cantonnées. Pendant un temps assez long (pas moins d’une quinzaine d’années), il n’y a pas eu de réelle protestation. Les nations

non occidentales, y compris la Chine et la Russie, se sont appliquées à trouver leur place dans cette hiérarchie. La Chine semble avoir réussi non seulement à le faire, mais aussi à profiter au maximum de la situation pour se renforcer. La Russie s’en est moins bien sortie, mais elle aussi a mis du temps avant de commencer à militer pour une révision de l’ordre mondial. Longtemps, son objectif a été d’y gagner une place honorable.

Cependant, le système s’est révélé trop rigide. Il exclut intrinsèquement l’idée d’un équilibre des forces, ce qui le rend fragile. Mais surtout, il ne tolère pas un degré suffisant de diversité culturelle et politique, indispensable pour la stabilité du monde. Le monde est hétérogène par essence. Or on a tenté d’imposer l’uniformité par tous les moyens, y compris militaires.

L’opération russe est le reflet exact de ce que les États-Unis et leurs alliés ont fait à plusieurs reprises au cours des dernières décennies. La légende veut qu’après la bataille de Poltava [1709], Pierre le Grand ait porté un toast à ses “maîtres suédois”. Aujourd’hui, le commandement russe pourrait à son tour dire avoir beaucoup appris de l’Occident. On décèle aisément dans les manœuvres russes, tant militaires que médiatiques, des techniques inspirées des actions menées par les États-Unis et l’Otan en Yougoslavie, en Irak et en Libye.

La pression montait depuis longtemps. L’Ukraine est devenue une ligne de front décisive. Il ne s’agit pas d’une bataille idéologique sur le modèle de la guerre froide de la seconde moitié du XX^e siècle. C’est une tentative de faire bouger un monopole au profit d’un modèle de gouvernance internationale beaucoup mieux réparti. Dans les anciennes conceptions, on parlait de sphères d’influence. Aujourd’hui, le monde est beaucoup plus transparent et interconnecté, limitant le phénomène de fermeture. C’est en tout cas ce que nous pensions jusqu’ici.

Test final. Comme souvent dans l’histoire, un différend autour de territoires d’importance stratégique a servi de prétexte. Deux types d’actions s’affrontent. D’un côté, la force brute, classique. Celle qui est guidée par des catégories simples, rudes, mais parfaitement limpides – avant tout le sang et le sol. De l’autre, une méthode sophistiquée de rayonnement d’intérêts et d’influence. Sa coercition réside dans un ensemble d’instruments idéologiques, médiatiques et économiques. Les moyens utilisés causent des effets réels, mais on les qualifie de “valeurs”.

Depuis la guerre froide, les méthodes les plus modernes, appelées “hybrides”, ont toujours eu le dessus. Mais dans l’ensemble, elles ne se sont jamais vraiment heurtées à une résistance, et encore moins militaire. L’Ukraine en 2022, c’est le test final devant déterminer laquelle des deux approches vaincra. Et en ce sens, ceux qui pensent que les conséquences pourraient dépasser ce qui a été anticipé ont raison.

En prenant ces mesures extrêmes, l’exécutif russe était probablement conscient des conséquences. Voire s’en faisait un objectif. La page de la collaboration avec l’Occident est tournée. Cela ne signifie pas qu’elle sera nécessairement remplacée par une ostracisation complète, mais cela signifie la fermeture d’une voie importante. La guerre froide va durer longtemps. Puis une nouvelle forme d’interactions reprendra. Mais la levée des sanctions, même dans un scénario favorable, prendra de nombreuses années, les liens ne se tisseront à nouveau que lentement et au cas par cas. Le changement des priorités économiques nécessitera un modèle de développement différent, qui, à certains égards, sera stimulant pour l’économie, à d’autres, la ralentira. La société russe doit prendre conscience que son mode de vie actuel est désormais inaccessible. La “forteresse russe” a décidé de tester sa propre solidité. En se faisant au passage l’instigateur d’un bouleversement radical du monde.

— **Fiodor Loukianov, rédacteur en chef**

Publié le 27 février

**Vu de
Russie**

Les étapes qui ont conduit au conflit

L'hebdomadaire à grand tirage **Argoumenty i Fakty** retrace point par point le cheminement des événements, depuis la fin des années 1990, qui ont mené, selon lui, à la décision de Moscou de lancer une attaque en Ukraine.

1999 — De mars à juin, l'Otan bombarde la Serbie. Le 24 mars, l'avion du Premier ministre russe Evgueni Primakov fait demi-tour au-dessus de l'Atlantique. En juin, les parachutistes russes s'emparent de l'aéroport de Pristina, au Kosovo. "Mais les avertissements de Moscou ne sont pas entendus. Il ne fait alors aucun doute que l'Occident se dirige vers la liquidation de toute ambition politique de la Russie", écrit **Argoumenty i Fakty**.

2000 — Malgré tout, explique l'hebdomadaire, quand Vladimir Poutine accède au pouvoir, "il veut conserver la ligne de la collaboration avec Washington".

2001 — Après l'attaque du 11 Septembre, la Russie propose un soutien contre le terrorisme tous azimuts aux États-Unis. "Mais ce geste de Moscou n'est pas estimé à sa juste valeur", juge le journal. Pour preuve, peu après, les États-Unis quittent unilatéralement le traité ABM sur la limitation des systèmes antimissiles balistiques, signé en 1972, pièce maîtresse du système de sécurité entre l'URSS et les États-Unis.

2004 — Intégration des pays Baltes à l'Otan, "ce qui sonne le départ de la prise de contrôle des territoires de l'espace postsoviétique".

2007 — Vladimir Poutine prononce son célèbre discours à la Conférence sur la sécurité de Munich : "Le processus d'élargissement de l'Otan n'a rien à voir avec la modernisation de l'Alliance ou la sécurité en Europe. Au contraire, c'est un facteur de provocation qui fait baisser la confiance. Et nous sommes en droit de demander : contre qui se fait cet élargissement ?" Le discours est perçu en Occident comme agressif et hostile.

2008 — Lors du sommet de l'Otan, en avril, à Bucarest, l'Alliance donne des gages d'intégration future à la Géorgie et à l'Ukraine. En août, Tbilissi

lance l'armée géorgienne à l'assaut de la république sécessionniste d'Ossétie du Sud. "Cette action, soutenue et armée par des pays de l'Otan, est prise comme une provocation ouverte à l'égard de la Russie", estime **Argoumenty i Fakty**. Après que l'armée russe a repoussé les militaires géorgiens, Moscou reconnaît l'indépendance de cette république et de sa voisine, l'Abkhazie.

2014 — Le renversement de Viktor Ianoukovitch, le président prorusse de l'Ukraine, est considéré par Moscou comme un coup d'État soutenu par l'Occident. S'ensuivent le référendum en Crimée et l'intégration de la péninsule à la Fédération de Russie. Le Donbass, majoritairement russophone, "ne partage pas les orientations des vainqueurs de l'Euromaidan", avance l'hebdomadaire, et bascule dans la confrontation avec Kiev. Après plusieurs mois de combats meurtriers sont signés, en septembre, les accords de Minsk, qui accordent, entre autres, aux républiques autoproclamées de Donetsk et de Louhansk "non pas l'indépendance, mais seulement un statut spécial". Kiev n'a jamais honoré cette signature, selon le journal.

2021 — Le 15 décembre, Moscou pose un ultimatum à Washington, exigeant des "garanties de sécurité" qui prendraient la forme d'un renoncement attesté à l'élargissement de l'Otan (notamment à l'Ukraine) et d'un retrait des armes de l'Alliance des pays frontaliers de la Russie. Parallèlement, une tentative de relancer les négociations sur le Donbass est faite. C'est un échec total : "L'Occident continue de voir dans la Russie un pays vaincu, dont le peuple doit accepter tout ce que lui dicte le vainqueur", déplore **Argoumenty i Fakty**.

2022 — Le 21 février, après un ballet diplomatique intense mais improductif, Moscou reconnaît l'indépendance des deux républiques autoproclamées du Donbass. Le 24 février, le Kremlin lance une "opération militaire spéciale" en Ukraine.

Réactions

L'opposition russe se saisit de la "niche antiguerre"

●●● "L'opposition hors système [non représentée à la Douma] se positionne contre l'opération spéciale des forces armées russes en Ukraine", relate le quotidien **Nezavissimaïa Gazeta**. Le parti libéral pro-occidental Parti de la liberté du peuple (Parnas), "en sommeil" ces derniers temps, "est sorti de l'ombre" pour déposer une demande d'autorisation de rassemblement de 150 000 personnes dans le centre de Moscou pour le 5 mars. Tandis que le vieux parti démocratique labloko poursuit activement sa collecte de signatures "contre la guerre", une pétition lancée dès le 13 février et qui comptabilise au 28 février 77 129 signataires. "Les formations d'opposition se sont emparées, de la niche antiguerre", poursuit le titre. Mais leur mobilisation se manifeste "essentiellement sur les réseaux sociaux" et ne "présage pas de déstabilisation de la situation politique". En effet, l'opposition russe, estime le politologue Konstantin Kalatchev, "ne bénéficie pas d'une puissance de feu médiatique suffisante pour atteindre un large auditoire". Par ailleurs, elle agit en ordre dispersé : "Si elle parvenait à former une 'coalition pour la paix' elle pourrait sans doute

restaurer le soutien dont elle bénéficiait auparavant et même l'élargir." Alors que toute manifestation contre "l'opération militaire spéciale en Ukraine" est interdite et que des arrestations massives ont déjà eu lieu, l'expert pense que la réaction du pouvoir face aux contestations possibles dépendra de la durée de la "campagne ukrainienne" : "Si celle-ci se révèle longue et difficile, il y aura un serrage de vis à l'intérieur du pays et à l'égard de l'opposition."

À la une

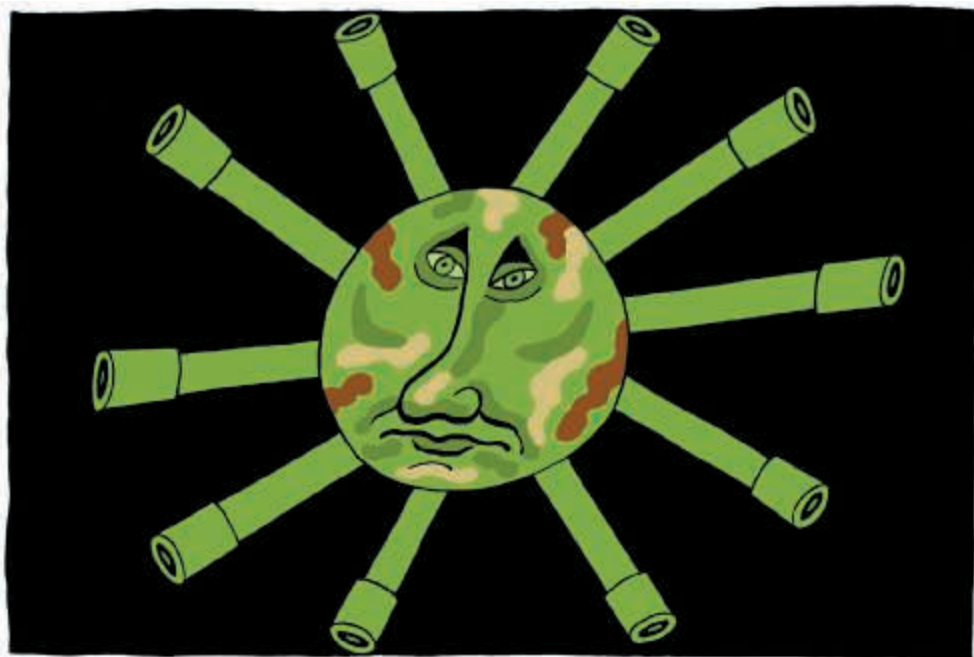


Pour Novaïa Gazeta, "la guerre est une folie", et "la Russie ne peut pas gagner"

●●● "La Russie bombarde l'Ukraine", a titré en lettres majuscules sur fond noir le journal russe d'opposition **Novaïa Gazeta** le 25 février, au lendemain de l'offensive russe contre l'Ukraine. "La rédaction de Novaïa Gazeta décrète que la guerre est une folie. Elle ne reconnaît pas le peuple ukrainien comme ennemi, ni la langue ukrainienne comme ennemie", peut-on y lire aussi, en russe et en ukrainien. La présentation bilingue se poursuit sur de nombreuses pages du numéro. Mais au-delà de la violence, déplore le titre dans son numéro suivant, cette intervention, ayant pour but officiel d'assurer la sécurité de la Russie, risque d'aboutir au résultat inverse. "La décision de 'démilitariser l'Ukraine' relève du suicide. Car qu'en est-il maintenant de notre sécurité ? Nous n'avons ni repoussé l'Otan de nos frontières ni freiné son élargissement. Pis, nous avons en perspective une longue frontière avec l'Alliance, car l'intégration de la Finlande et de la Suède semble désormais plus que vraisemblable." Et si des négociations, même longues, ne peuvent se poursuivre, "la seule issue à ce conflit sera une course épuisante à l'armement. Or la Russie ne pourra pas la gagner, comme cela fut le cas pour l'URSS à la veille de sa chute."

← Dessin de Martirena, Cuba.





← Dessin de Schot, Pays-Bas.

Médias

KIEV GAGNE LA BATAILLE DE L'OPINION

Maître supposé de la guerre de l'information, Vladimir Poutine a été mis en échec sur ce terrain, observe le chroniqueur américain Max Boot dans *The Washington Post*. "En partie grâce aux révélations stratégiques des renseignements américains [...], Poutine n'a jamais pu créer d'incident qui aurait servi à justifier son offensive", rappelle-t-il.

Une fois la guerre commencée, Moscou n'a pas pu imposer son récit. "La Russie ne diffuse pas de vidéos de troupes victorieuses accueillies par des populations reconnaissantes, car ce n'est pas ce qui se passe. Les Ukrainiens remportent la bataille de la propagande grâce à des images, des vidéos et des audios de leur résistance héroïque", poursuit-il. Avec des moments viraux et emblématiques, depuis les gardes-frontières qui ont dit aux Russes "d'aller se faire voir" jusqu'aux messages du président Volodymyr Zelensky. Ainsi, "l'attaque russe a suscité l'indignation mondiale comme peut-être aucun événement depuis le 11 septembre 2001. Poutine est en train de faire de la Russie un paria mondial."

Au Kremlin, un monarque isolé entouré d'une cour de généraux

Grande spécialiste de l'ancienne sphère soviétique, la journaliste tchèque Petra Prochazkova décrit, dans le quotidien *Deník N*, un homme à l'écart du monde et méfiant de tous. Elle dresse la liste des rares personnes qui ont encore accès au maître du Kremlin.

— *Deník N* (extraits) Prague

Depuis mars 2020 et le début de la pandémie de Covid-19, Vladimir Poutine est chaque jour un peu plus esseulé. À en croire ceux qui l'ont connu lorsqu'il n'était encore qu'un jeune officier du KGB ou un simple fonctionnaire à la mairie de Saint-Petersbourg, le maître de la Russie apprécie pourtant la compagnie. Simplement ne dispose-t-il plus aujourd'hui de suffisamment de temps pour la vie en société. C'est lui qui décide de l'existence ou de la non-existence de l'Ukraine et, plus globalement – du moins le ressent-il probablement ainsi –, de la marche du monde.

"C'est la cour d'un monarque du Moyen Âge qui a une estime de lui-même très excessive mais possède de tels actifs que, à côté, même Carlos Slim [milliardaire mexicain qui, il y a dix ans, était l'homme le plus riche du monde] passerait pour un chauffeur de taxi ukrainien à l'aéroport de Prague. Et cette fortune explique tout", a confié

à *Deník N* une source proche du Kremlin, qui préfère conserver l'anonymat.

Qui fait donc partie de cette cour et dans quelle mesure ceux qui ont encore accès au "corps" l'influencent-ils ? [Le "corps", c'est ainsi que le président est désigné dans les milieux politiques, journalistiques et sécuritaires russes.]

En raison de son imperméabilité, personne aujourd'hui ne dispose d'informations précises sur ce qui se passe dans les couloirs du Kremlin. Les sources des "kremlinologues" – les journalistes du Kremlin, les favoris de Poutine et les experts de son âme – se sont largement tarées. Ceux par qui le président russe se laisse approcher et auxquels il prête une oreille un tant soit peu attentive ne sont désormais plus qu'une poignée.

Durant la première décennie du règne de Poutine, nombreux ont été les journalistes, politiques, hommes d'affaires et autres artistes, russes comme étrangers, qui pouvaient le "toucher". Parmi eux, certains ne craignaient pas d'exprimer ouvertement leurs critiques à son endroit.

En 2012, il avait ainsi invité la célèbre journaliste russe Masha Gessen, représentante de la communauté LGBTQI et autrice du livre *Poutine : l'homme sans visage* (éd. Fayard), à venir le rencontrer. Le président russe avait même su mener quelque chose ressemblant à une discussion dans une ambiance relativement détendue avec une femme qui était – et demeure – l'une des critiques les plus virulentes de son régime. Dix ans plus tard, il serait inimaginable de voir Masha Gessen franchir le seuil du Kremlin.

Le Covid n'est pas la seule raison qui explique qu'une longue table sépare Poutine de ses hôtes. Le chef du Kremlin ne redoute pas seulement une contamination potentielle, mais aussi, plus symboliquement, un monde semblable à une maladie infectieuse, avec lequel il ne s'entend pas.

Si son isolement par crainte du coronavirus a officiellement commencé il y a deux ans, le président russe souffrait déjà bien avant d'une absence de contact avec la réalité. La pandémie n'a fait qu'amplifier le gouffre qui le sépare du monde des gens normaux, y compris des politiques, des hommes d'État et des journalistes. Cet éloignement s'est ajouté à ses craintes relatives à son apparence, à sa santé et à sa longévité politique.

Aujourd'hui, seuls ceux qui acceptent de se soumettre à un test Covid russe ou sont prêts à rester en quarantaine quatorze jours peuvent officiellement approcher Poutine. S'il s'agit d'importants dirigeants internationaux, il leur est demandé de respecter une grande distance tout au long de la réunion. Poutine vit désormais dans une bulle de verre à sa résidence de Novo-Ogaryovo, dans les environs de Moscou. Il y est entouré d'une garde rapprochée parfaitement sous contrôle, du personnel du protocole, et d'un caméraman et d'un photographe personnels.

Des amis de toujours. Des conditions identiques ont été mises en place dans son autre résidence, à Sotchi. Le Kremlin est également soumis à des règles strictes, mais s'il n'a pas d'invités étrangers de passage le chef de l'État russe y passe le minimum de temps. Il prend ses décisions loin de l'agitation de la ville, où il reçoit beaucoup moins qu'il y a quelques années.

Dans un passé pas si lointain, les invités privilégiés étaient principalement des hommes d'affaires russes, que Poutine a toujours préférés aux intellectuels. Cependant, même le cercle de ces oligarques que Vladimir Vladimirovitch consent à écouter s'est considérablement rétréci, et c'est pourquoi il est si difficile pour l'Occident de frapper directement au "cœur de Poutine" avec des sanctions.

Parmi cette crème, il ne lui reste plus que quelques amis de toujours. On sait qu'Arkadi et Boris Rotenberg en font encore partie. Ils se connaissent depuis l'enfance. Boris, en particulier, partage l'amour de Poutine pour le judo, et Arkadi, surnommé le "roi des commandes d'État", son intérêt pour la Crimée. C'est lui qui a remporté le contrat pour la construction de l'immense pont stratégique qui, depuis 2018, relie la péninsule ukrainienne occupée au continent russe.

Investisseur, consul honoraire de la Serbie en Russie et amateur de hockey, Gennady Timchenko reste probablement lui aussi proche de Poutine. Le président possède des liens familiaux avec un autre milliardaire, Mikhaïl Chelomov, qui est le fils de sa cousine Lyubov et un habile négociant en pétrole. Quelques autres noms, comme ceux de Iouri Kovaltchouk, Vladimir Litvinenko ou Kirill Chamalov, son ancien gendre, peuvent être ajoutés à cette liste. Mais, à vrai dire, même les kremlinologues les mieux informés ne le savent pas très bien.

Dans les faits, néanmoins, les généraux semblent les éloigner de l'oreille la plus importante du pays. Cette proximité explique pourquoi les décisions de Poutine en matière de guerre et de paix sont peut-être beaucoup moins motivées par des considérations sur les conséquences économiques des sanctions que par d'hypothétiques avantages stratégiques, tels que des bases militaires en Crimée, en Biélorussie et en Transnistrie.

JUSQU'EN 2014, L'INFLUENCE DES "HOMMES EN VERT" AU KREMLIN ÉTAIT ATTÉNUÉE PAR LES INTÉRÊTS DES HOMMES D'AFFAIRES.

Cette guerre entre les *siloviki*, qui englobent les services secrets, l'armée, la garde nationale, la police et le ministère des Situations d'urgence, et les milieux des affaires n'est pas nouvelle. Elle faisait déjà rage avant Poutine, dans les turbulentes années 1990. Toutefois, jamais encore la domination du bloc incarnant la force sur le clan des banquiers et des pétroliers n'avait été aussi marquée. Or ce sont vraisemblablement ces hommes en uniformes et en longs manteaux qui influencent aujourd'hui le plus le chef de la Russie.

Les kremlinologues s'accordent à dire que le ministre de la Défense, le général Sergueï Choïgou, en fait certainement partie. En plus de diriger les manœuvres militaires qui permettent à la Russie de répandre la terreur au-delà de ses frontières, il est le partenaire de loisirs de Poutine. Les deux hommes passent leurs vacances ensemble, aimant tous deux la Sibérie, qu'ils parcourent seuls, accompagnés seulement d'agents de sécurité cachés derrière des arbres pour ne pas déranger le souverain profitant de la nature.

Ancien directeur du Service fédéral de sécurité (successeur du célèbre KGB soviétique) cher à Poutine et, depuis 2008, secrétaire du Conseil de sécurité russe, le général Nikolai Patrouchev exerce également une grande influence sur ce dernier.

Lui et Poutine ont le même âge et sont tous deux originaires de Saint-Petersbourg. Seule ombre possible au tableau : les deux fils de Patrouchev travaillent pour la société énergétique publique Gazprom, qui risque de perdre un certain nombre de marchés et, surtout, le

gazoduc Nord Stream 2, précisément en raison des manœuvres inconsidérées de Poutine.

Le général Alexandre Bortnikov, directeur du Service fédéral de sécurité, et son collègue Sergueï Narychkin, chef du Service des renseignements extérieurs et autre natif influent de Saint-Petersbourg, qui est aussi l'un des rares à posséder une formation en économie, sont probablement deux des principaux chuchoteurs à l'oreille de Poutine.

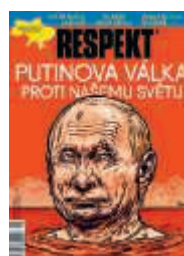
"Politburo du Kremlin". Dans le jargon journalistique russe, ces hommes sont connus sous le nom de "Politburo du Kremlin". Ce sont eux qui décident des documents que Poutine voit passer sur son bureau. Qu'il les signe ou non ne dépend ensuite plus que de lui, et éventuellement des gens qu'il choisit de consulter. Poutine lui-même, ancien officier du KGB, est un produit des services secrets, et c'est lui qui est l'auteur de la formule selon laquelle il n'existe pas d'ancien agent.

Jusqu'en 2014, l'influence des "hommes en vert" au Kremlin était atténuée par les intérêts des hommes d'affaires qui pensaient, eux, plus aux dollars et à leurs yachts qu'à la poudre à canon. Ce temps de la réflexion réaliste sur les retombées économiques de telle ou telle décision est définitivement révolu et explique, encore une fois, pourquoi les sanctions prononcées contre la Russie ne produisent pas les effets escomptés.

Dans ce paysage, le chef du gouvernement, Mikhaïl Michoustine, est considéré comme un homme politique très sobre et rationnel. Mais, selon les commentateurs russes, son influence ne cesse de s'amoinrir.

Le Premier ministre et les ministres jouent certainement un rôle beaucoup moins important dans la hiérarchie du pouvoir russe qu'un autre homme de la garde rapprochée de Poutine, le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, personnalité politique à part entière. Ne serait-ce

À la une



"LA GUERRE DE POUTINE CONTRE NOTRE MONDE", titre l'hebdomadaire tchèque **Respekt**, le 28 février, au-dessus d'un dessin montrant le président russe se baignant dans une mer de sang, impassible, sous un fond ocre pour bien faire comprendre que, celui que le rédacteur en chef du magazine désigne comme *"Adolf Poutine"*, a mis à feu et à sang non seulement l'Ukraine, mais aussi le monde qui l'entoure. Poutine a montré *"son vrai visage"*, lance ce magazine, qui se félicite que la République tchèque se soit éloignée du Kremlin pour basculer *"vers l'Otan et l'Union européenne"*.

qu'officieusement, ses paroles ont plus de poids que toute décision gouvernementale ou résolution parlementaire.

Pour le reste, les noms des membres de l'administration de Poutine n'apparaissent que rarement dans les médias, le public ne connaît souvent pas même leur visage, et à l'étranger seuls les services secrets bien informés disposent d'informations sur les plus influents d'entre eux. Ils ne s'expriment que par principe, et maîtrisent à la perfection l'art de parler pour ne rien dire. Et, s'il ne fait aucun doute que les services secrets américains ont cherché à remplacer leur espion infiltré dans les plus hautes sphères du pouvoir à Moscou (la taupe qui avait révélé que Poutine avait orchestré l'ingérence russe dans l'élection présidentielle américaine de 2016), cela n'enlève rien au fait que ce qui sort aujourd'hui des murs du Kremlin n'est qu'un petit fragment d'une immense mosaïque. Difficile dans ces conditions de déchiffrer les véritables intentions de Poutine et de son entourage.

Ego démesuré. Analyser le caractère de Poutine est d'autant plus compliqué qu'il se tient à l'écart de tous les canaux de communication modernes et n'utiliserait pas d'ordinateur ; les réseaux sociaux le laissent froid et il ne s'en sert jamais. Cela contribue aussi à son détachement de la réalité. Il serait probablement incapable de prendre seul le métro à Moscou, de s'acheter un billet d'avion ou de régler une facture d'électricité.

Il ne se confierait même plus à la plupart de ses proches conseillers. Ses "amis" des services secrets le lui déconseillent pour des raisons de sécurité. C'est ainsi que nombre d'employés au Kremlin ne connaissent pas leur patron, et encore moins ses projets. En sa qualité d'espion expérimenté, Poutine sait mieux que n'importe qui que moins de personnes sont informées d'une action, plus celle-ci a de chances de réussir.

Ce que l'on sait en revanche, c'est que ce *"petit homme à l'ego démesuré"*, comme l'a qualifié Masha Gessen, a l'habitude de surestimer ses capacités. Il aime laisser les événements aller à l'extrême pour ensuite prendre une décision qui peut inverser le processus et ainsi choquer son entourage, y compris les dirigeants mondiaux. C'est ce que beaucoup d'entre eux à l'Ouest espéraient dans le cas de l'Ukraine.

Selon les analystes politiques russes, Poutine pense désormais aussi que les énormes investissements militaires ont fait de lui un partenaire légitime des États-Unis. Qu'il a une chance de redonner vie à un monde bipolaire. La "trahison" de l'Ukraine, ancien vassal qui a tourné le dos à l'Empire russe, gâche ses plans. C'est pourquoi il est prêt à porter la lutte pour la pacification de l'Ukraine jusqu'à un point de non-retour. Les généraux l'ont probablement rassuré en lui confiant qu'il pouvait se permettre d'agir de la sorte ; quel que soit le prix à payer de cette politique, [il est] convaincu que la Grande Russie saura faire face aux sanctions les plus dures.

—Petra Prochazkova
Publié le 25 février

Vu de Bulgarie

Naissance d'un paria

●●● Avec l'invasion de l'Ukraine, c'est un paria international qui vient de naître, estimait le 25 février, dans **Sega**, l'éditorialiste bulgare Svetoslav Terziev : *"Obsédé par l'idée de réunir à la Russie des débris de l'ancienne URSS, [Vladimir Poutine] a choisi de frapper l'Ukraine sur tous les fronts, embrassant ainsi le destin de l'homme politique le plus seul sur la planète. Plus seul encore que le leader nord-coréen, Kim Jong-un, qui se contente de brandir ses missiles sans attaquer personne."* Quelles que soient les justifications que Poutine avance, pour le monde extérieur, *"il sera désormais perçu comme un menteur et un agresseur. Encore pire que son comparse, le Biélorusse Alexandre Loukachenko, qui a accepté le triste rôle de porte-flingue"*, ajoute-t-il. La Bulgarie doit en tirer des leçons : rayer Poutine de la liste des interlocuteurs possibles. Et s'inquiéter du risque que d'autres grandes puissances soient capables d'aller chercher dans l'histoire des prétextes fallacieux pour envahir leurs voisins.

LE JEU TROUBLE DE LA CHINE

VU DE CHINE Si officiellement la Chine se défend de soutenir son allié russe, les faits montrent qu'elle est pourtant à ses côtés. Une position d'autant plus acrobatique qu'en coulisses les Chinois semblent vouloir jouer les conciliateurs dans le conflit.

La Chine s'est abstenue au Conseil de sécurité des Nations unies lors du vote de la résolution condamnant l'intervention russe en Ukraine, le 25 février. De plus en plus proche de la Russie, elle avait pendant plusieurs jours évité de lui apporter son franc soutien, se contentant de souligner sa "compréhension" des inquiétudes russes quant à sa sécurité territoriale, et de critiquer ceux qui "jettent de l'huile sur le feu" – les États-Unis –, coupables d'avoir promis à l'Ukraine une entrée dans l'Otan.

Dans ce soutien qui ne dit pas son nom, il faut voir la difficulté posée par l'invasion russe à la diplomatie chinoise, dont le leitmotiv est la paix et le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des pays, explique le **New York Times**. "Ils n'appellent pas cela une invasion. Le terme d'opérations militaires russes est préféré. Une autre expression employée est 'la situation'."

Cette position acrobatique pourrait indiquer un effort de conciliation entre les parties. "La Chine a pu avoir un rôle dans les efforts de la Russie pour paraître plus accommodante, même lorsque les troupes russes avançaient vers Kiev", commente ainsi le quotidien américain.

De fait, le 25 février, dans un entretien téléphonique avec Xi Jinping, Vladimir Poutine s'est dit ouvert à l'idée de négociations, que le président ukrainien avait par ailleurs préconisées. Et au fil des communiqués de l'agence officielle **Xinhua**, Pékin ne s'est jamais départi de ses "appels à la retenue et à la résolution du conflit par le dialogue et par des voies pacifiques".

Mais si la Chine tente de se présenter sous un jour pacifiste, les faits montrent qu'elle est bien du côté de la Russie. Quelques heures après le lancement de l'offensive russe, "les douanes chinoises ont annoncé la levée de toutes les restrictions sur l'importation de blé russe, imposées au départ pour des raisons phytosanitaires", souligne le **South China Morning Post**. Cette mesure, annoncée à un moment stratégique, faisait partie des accords conclus lors de la rencontre entre Xi et Poutine lors de l'ouverture des Jeux olympiques d'hiver de Pékin, au début de février. Concernant les hydrocarbures, "un nouvel accord ajoutait aux accords existants la fourniture de 100 millions de tonnes de pétrole par Rosneft, et un nouveau contrat avec Gazprom". Par ailleurs, l'ambassadeur de Chine à Moscou s'est réjoui

de l'usage croissant de la monnaie chinoise dans les échanges extérieurs de la Russie, comptant pour 17,5 % des échanges sino-russes en 2020, contre 3,1 % en 2014. Cependant, relève le quotidien de Hong Kong, "l'invasion de l'Ukraine porte un coup à un allié économique de la Chine". De fait, 30 % du maïs importé par Pékin provient d'Ukraine, et la Chine a également largement investi en Ukraine dans le cadre de son projet des nouvelles routes de la soie.

Tandis que les liens commerciaux entre la Chine et la Russie étaient consolidés, il semble cependant que les autorités chinoises étaient prévenues par Washington des intentions de Moscou, selon des experts américains cités par le **New York Times**. Dès le mois de décembre, les services de renseignements américains "fournissaient des détails sur le renforcement des troupes russes à la frontière ukrainienne", mais Pékin les réfutait, faisant s'évanouir les espoirs américains d'une contribution à l'apaisement.

Alors, quelle a été l'action de la Chine ? Le 25 février, un porte-parole du ministère des Affaires étrangères, cité par l'agence **Xinhua**, affirmait que "la Chine faisait des efforts depuis longtemps pour que soit trouvée une solution politique à la question ukrainienne, en particulier par des entretiens avec les responsables russes et américains prônant le dialogue multilatéral pour résoudre le problème". À l'aune de communiqués de ce type, qui forment l'essentiel des informations sur la position chinoise, le degré d'implication que compte prendre la Chine dans ce dossier ne semble toujours pas arrêté.

— **Courrier international**



REVUE
DE PRESSE

À la une



"GUERRE RUSSO-UKRAINIENNE : LE DÉBUT DE LA FIN"

annonce **Caixin**. Dès les hostilités déclenchées, l'ordre européen issu de la Seconde Guerre mondiale est tombé, écrit le magazine économique chinois. Il est impossible de prévoir quelle forme il prendra.

↓ Dessin de Martirena, Cuba.



L'axe Moscou-Pékin à l'épreuve de la guerre

Ce chroniqueur taiwanais analysait, peu avant la guerre, le rapprochement sino-russe, qui inclut un soutien réciproque concernant l'Ukraine et Taïwan. Seul le poids économique de l'Europe pourrait faire plier Pékin.

— **Yazhou Zhoukan** (extraits) Hong Kong

La rencontre entre le dirigeant chinois Xi Jinping et le président russe Vladimir Poutine, à l'occasion des Jeux olympiques d'hiver de Pékin, a été suivie d'une déclaration commune. Ils y affirmaient notamment leur "opposition à un futur élargissement de l'Otan" et demandaient à l'organisation atlantique "d'abandonner une idéologie digne de la guerre froide". Par ailleurs, la Russie y "réaffirme son soutien au principe d'une seule Chine, en reconnaissant que Taïwan est une partie inaliénable du territoire chinois et en s'opposant à toute forme d'indépendance de Taïwan".

Face à la pression des États-Unis et de l'Occident, Xi et Poutine se rapprochent. Ils affichent leur soutien mutuel dans les grands dossiers internationaux [votes identiques au Conseil de sécurité des Nations unies], et ils ont signé plusieurs accords de coopération. Des spécialistes occidentaux s'inquiètent de la formation d'un axe autoritaire, dominé par la Chine et la Russie.

Les Cassandre, eux, estiment que les deux pays auront du mal à résoudre leurs contradictions, et que leur union, de pure façade, ne durera pas. Tel Craig Singleton, ancien diplomate américain et chercheur à la Fondation pour la défense des démocraties (Foundation for Defense of Democracies, FDD), un groupe de réflexion de Washington. Dans un article paru dans **Foreign Policy**, il affirme que Xi Jinping ne veut surtout pas être entraîné par Poutine dans un conflit avec l'Otan maintenant [lire ci-contre], et souligne que les gouvernements européens et américain pourraient utiliser des sanctions commerciales pour briser l'alliance entre ces deux dictateurs.

Cette analyse est sans doute très subjective. En lisant la déclaration conjointe sino-russe



↳ Vladimir Poutine et Xi Jinping. Dessin de Kazanevsky, Ukraine.

comme le Japon, la Corée du Sud et les Philippines, ressentent de leur côté la contrainte exercée par l'Armée populaire de libération [APL, l'armée chinoise]. Certains parlent d'«*écrasante avancée de la roue de l'histoire*», tandis que d'autres estiment que tous seront happés dans la confrontation entre les deux camps.

Dépendante à la croissance. Si l'axe entre la Russie et la Chine s'avère solide, il permettra aux deux pays de mener ensemble un combat sur les deux fronts. Reste à savoir s'ils parviendront à surmonter leurs différends pour coopérer dans la lutte contre les pays occidentaux.

Leur principal désaccord concerne l'attitude à avoir vis-à-vis de l'Europe. Les deux pays ont conclu un contrat énergétique de trente ans portant sur la construction d'un gazoduc destiné à acheminer le gaz naturel de l'Extrême-Orient russe vers le nord-est de la Chine. Mais la Chine ne souhaite pas, à ce stade, nuire à ses relations (déjà tendues) avec l'Europe, compte tenu des impératifs de sa croissance économique. Il ne lui est donc pas possible de calquer ses positions sur celles de la Russie à propos de l'Ukraine.

Sans compter que les sanctions des États-Unis et des pays européens à une invasion de l'Ukraine auront des répercussions sur les marchés de l'énergie et d'autres matières premières, ce qui nuira gravement à l'économie mondiale, sans épargner la Chine. De plus, l'Europe occupe une place plus importante que les entreprises russes dans le développement économique chinois : la Chine exporte dix fois plus vers l'UE et le Royaume-Uni que vers la Russie. Or, tandis que sa dépendance économique vis-à-vis de l'Europe ne cesse de croître, les pays européens, à l'incitation des États-Unis, prennent peu à peu leurs distances avec elle, en restreignant les transferts de technologie et les investissements et en cherchant à s'affranchir de leur sujétion vis-à-vis d'elle dans la chaîne d'approvisionnement. Si la Chine soutient trop ouvertement Poutine, elle pourrait s'exposer à des sanctions économiques occidentales en cas de guerre entre la Russie et l'Ukraine.

Mais l'Occident redoute que, avec la constitution d'un nouvel axe sino-russe, l'alliance entre les deux pays devienne si forte qu'elle soit impossible à rompre et estime préférable de les opposer. Un tel état d'esprit s'illustre dans les déclarations du commandant démissionnaire de la marine allemande, Achim Schönbach, qui n'a pas hésité à déclarer : «*L'Inde comme l'Allemagne ont besoin de la Russie, car nous avons besoin que la Russie s'oppose à la Chine. Il serait facile de faire de ce pays notre partenaire, et de lui donner une chance d'établir des relations d'égal à égal avec les États-Unis. Cela pourrait éloigner la Russie de la Chine.*»

Il exprime là le fond de la pensée de l'Occident, mais on peut dire qu'en matière d'alliance sino-russe l'affaire est déjà bien engagée. Si l'Occident ne parvient pas à s'immiscer pour semer la zizanie, en utilisant notamment le levier économique de l'Europe, cette alliance prendra de l'ampleur et de l'intensité au fur et à mesure que l'Occident exercera des pressions, voire des sanctions, sur ces pays.

— **Chen Kuo-hsiang**
Publié le 21 février

[de janvier], on se rend compte de l'étendue de la coopération stratégique entre les deux pays, puisqu'il y est question aussi bien du projet [chinois de développement des infrastructures internationales] des nouvelles routes de la soie que de la mise en valeur de l'Arctique, de l'accès à la technologie, de la protection du climat et de la biodiversité, et de l'intégration accrue des stratégies économiques. Par ailleurs, en contrepartie de son soutien aux pressions exercées par la Russie sur l'Ukraine, la Chine peut compter sur l'appui de la Russie à ses revendications sur Taïwan, ce qui constitue un adossement militaire réciproque. Dans le même domaine, les deux parties vont renforcer la coopération en ce qui concerne les transferts de technologie militaire, les armes nucléaires et la stratégie spatiale.

Les deux pays affichent leur volonté de faire bloc contre les États-Unis et leurs alliés : ils déclarent leur opposition aux coups de force européens et américains, aux tentatives d'intimidation, aux sanctions unilatérales, à la politique du «*bras long*» et des «*petits cercles*» (référence à la stratégie indo-pacifique et à l'alliance entre États-Unis, Royaume-Uni et Australie). Voilà qui officialise la constitution d'une grande alliance stratégique eurasiennne, centrée sur la Chine et la Russie.

C'est le bon moment pour ces deux pays de se serrer les coudes. Le retrait de l'armée américaine d'Afghanistan l'année dernière montre que les États-Unis n'ont plus les forces nécessaires pour s'impliquer dans des conflits en Eurasie, alors que la Russie a su apporter un soutien efficace à la pacification du Kazakhstan [en envoyant des troupes mettre un terme aux émeutes en janvier] et tient en Ukraine les États-Unis et l'Europe sous la menace. Ces derniers sont divisés, et ont fait aveu de faiblesse en

annonçant qu'ils comptaient seulement imposer des sanctions économiques sans envoyer de troupes pour régler le problème.

L'alliance sino-russe crée une supériorité géopolitique, car, sur le plan militaire, elle permet de menacer à la fois l'Ukraine et Taïwan, ce qui pourrait obliger l'armée américaine à se battre sur deux fronts, à l'Est et à l'Ouest, tandis que la Chine et la Russie pourraient ajuster le déploiement de leurs forces en fonction des menaces. Alors que l'Europe et l'Otan font face à une pression russe croissante, des pays de la première chaîne d'îles,

Vu du

Royaume-Uni

La Russie peut compter sur son internationale du profit

●●● «*Bienvenue dans la nouvelle URSS !*» s'exclame **The Sunday Times**. Comme ses prédécesseurs, Vladimir Poutine a tissé, ces dernières années, une toile «*d'amis et d'alliés*» à travers le monde. «*Cette fois, la motivation est pécuniaire plutôt qu'idéologique*», souligne l'hebdomadaire londonien. Le président russe «*a utilisé un cocktail de livraisons d'armes, de mercenaires (à travers la société Wagner), de prêts à taux très bas et d'expertise énergétique*», du Moyen-Orient à l'Amérique latine en passant par l'Afrique subsaharienne. Quitte à nouer des relations étroites, «*non sans cynisme*», avec des États opposés à l'échelle régionale, comme l'Iran et l'Irak. Cette «*internationale du profit*», bâtie notamment dans l'ancienne sphère d'influence soviétique, se double d'un objectif diplomatique, poursuit le journal conservateur, en assurant à Moscou un soutien au sein des organisations internationales. Et dans le contexte actuel, son corollaire : atténuer son isolement croissant.

d'un
continent
à l'autre.

Asie



Moyen-Orient... 26

Afrique..... 27

France..... 28



VIVRE SOUS
LES TALIBANS

1/4

Afghanistan. C'est la faim qui règne ici

“Correspondante à l'étranger depuis trente-cinq ans, j'ai eu ma dose de famines, de maladies et de morts, mais je n'ai jamais rien vu d'une telle ampleur” : un peu plus de six mois après la chute de Kaboul et l'arrivée des talibans au pouvoir, cette journaliste britannique raconte le désastre humanitaire qui frappe une population déjà marquée par des années de guerre.

—The Sunday Times (extraits)
Londres

Fatima a 8 ans et son avenir est déjà scellé. Le regard clair et lointain, vêtue de haillons vert émeraude, elle “*aimerait bien aller à l'école pour étudier*”. Au lieu de cela, elle a été vendue en mariage à un homme qu'elle n'a jamais vu, pour que sa famille puisse acheter du pain, pendant quelque temps.

Elle est assise par terre près du poêle éteint, dans leur cahute aux murs de terre de l'ouest de Kaboul. Ses parents, ses frères et sœurs, sa tante veuve et ses grands-parents sont là aussi. Tout le monde a faim, tremble et tousse. Chacun tient un sac en plastique sale, qui contient son histoire de désespoir. La tante montre des radios montrant l'avancée de sa tuberculose, et la photo ensanglantée de son fils, mort dans un attentat à la bombe ; des ordures et de vieux papiers ramassés dans la rue tenant lieu de combustible. Le dernier,



Lala Jan, le père de Fatima, en tire une chemise carbonisée.

C'est celle qu'il portait cette nuit de 2010 quand leur maison de Sangin [dans la province de Helmand, dans le sud du pays] a été bombardée lors de combats entre les talibans et les Britanniques. Il a été si grièvement brûlé qu'il a passé huit mois à l'hôpital et il a déménagé toute la famille dans la capitale.

Pendant longtemps, il a cru que c'était le pire jour de sa vie mais il y a quelques mois, la famille avait tellement faim qu'il a vendu Fatima pour 150 000 roupies pakistanaises [760 euros] pour acheter de quoi manger. Puis [en janvier] la situation est devenue tellement désespérée qu'il a essayé de vendre Nagma, sa fille de 3 mois toujours dans les langes.

Il regarde la baraque où il vit avec sa femme, quatre enfants, ses parents, la tante et d'autres membres de la famille

et désespère : "Il faut que je choisisse entre vendre mes filles ou nous voir tous mourir de faim", confie-t-il.

La seule aide que reçoit la famille, c'est huit pains par jour pour nourrir trente personnes. "La dernière fois qu'on a fait cuire une pomme de terre, c'était il y a vingt jours", précise sa femme. Aujourd'hui, ils vont manger des restes de riz de la nuit précédente donnés par un voisin, c'est tout.

Lala Jan était ouvrier et gagnait 300 afghanis par jour [2,88 euros] mais il n'a pas travaillé depuis que les talibans ont repris le pouvoir [le 15 août 2021] et que les étrangers sont partis. L'économie qui dépendait largement de l'aide internationale s'est effondrée, la monnaie a perdu près de la moitié de sa valeur et les prix ont explosé.

Toutes classes sociales. Lala Jan n'a aucun revenu, mais il doit 200 000 afghanis [1 920 euros] pour le traitement de ses blessures. Un matin, ses créanciers sont venus réclamer leur dû et il leur a proposé la petite Nagma. "Je leur ai dit : 'Prenez ma fille, je n'ai rien d'autre'", raconte-t-il. Ils ont répondu qu'ils allaient y réfléchir. Fatima ne dit rien. On viendra la chercher quand elle aura atteint la puberté. Ensuite, son sort sera entre les mains de la famille qui l'a achetée.

Telle est la vie dans ce pays où les Nations unies estiment à 23 millions le nombre de personnes, plus de la moitié de la population, confrontées à la famine et où un million d'enfants risquent de mourir ; 97 % des gens n'ont déjà pas assez à manger. "L'Afghanistan ne tient qu'à un fil", a déclaré António Guterres, le secrétaire général de l'organisation. Non seulement le pays connaît la pire sécheresse depuis trente ans, mais aussi un hiver très froid. Outre la fin de l'aide internationale et de tous les emplois que celle-ci engendrait, le gel de 9 milliards de dollars d'actifs gouvernementaux fait que l'État ne peut plus payer les salaires. [Au moins 7 milliards se trouvent dans la Réserve fédérale américaine, et Joe Biden dit vouloir les partager entre parents de victimes de l'attentat du 11 septembre 2001 et aide humanitaire à l'Afghanistan [voir p. 22].

Tout cela dans un pays déchiré par la guerre, qui était déjà l'un des plus pauvres du monde et où des millions de personnes ont perdu leur conjoint ou ont été mutilées. La faim risque désormais de faire plus de victimes que la guerre.

Mary-Ellen McGroarty, la directrice du Programme alimentaire mondial (PAM) pour l'Afghanistan, est chargée d'empêcher qu'on en arrive là. Vivant à Kaboul, cette Irlandaise ne se laisse pas marcher sur les pieds par les talibans, même s'ils refusent de la regarder dans les yeux quand ils lui parlent.



REPORTAGE

Une habitante de Kaboul rentre chez elle après une distribution de pain gratuit dans le cadre de la campagne "Sauvez les Afghans de la faim", le 18 janvier 2022. Photo Wakil Kohsar/AFP



Superficie : 652 090 km² (France : 550 000) • **Population :** 32,5 millions d'habitants (dont 2,4 millions à Kaboul) • **Langues officielles :** pachto et dari • **Alphabétisation :** 38 % • **Classement IDH* :** 169^e sur 189 États • **PIB par habitant** (en PPA, 2020) : 2 079 dollars (France : 46 983)

SOURCES : FRANCE DIPLOMATIE, PNUD, BANQUE MONDIALE. * IDH INDICE DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN.

Sa mission l'empêche de dormir la nuit. "Je sais comment réagir à une sécheresse mais que faire face à une implosion économique ? demande-t-elle. Si nous ne ranimons pas l'économie, les besoins humanitaires vont grimper en flèche et on passera de 20 millions d'affamés à 30 millions."

Correspondante à l'étranger depuis trente-cinq ans, j'ai eu ma dose de famines, de maladies et de morts, mais je n'ai jamais rien vu d'une telle ampleur. Le phénomène touche tout le pays, toutes les classes sociales, il se passe sous nos yeux et on fait bien trop peu pour y remédier. Tout ça alors que l'Occident a injecté dans le pays des milliards d'aide et de dépenses militaires au cours des vingt dernières années.

Ce ne sont pas que les pauvres qui souffrent. À quelques kilomètres à l'est de la baraque de Lala Jan, dans un meilleur quartier de Kaboul, Noor Agha, 54 ans, sa femme et leurs trois filles sont assis avec leur fils Mukhtar, 27 ans, et leur belle-fille

"Il faut que je choisisse entre vendre mes filles ou nous voir tous mourir de faim."

Lala Jan, EX-OUVRIER ET PÈRE DE FATIMA, 8 ANS, ET DE NAGHMA, 3 MOIS

Laila, 26 ans, dans leur salon au plafond carrelé. La moquette est immaculée, il y a un écran de télévision plat au mur et une rangée de plantes sur le rebord de la fenêtre.

Comme la plupart des familles afghanes, ils ont été frappés par la tragédie : le plus jeune fils a été tué dans un attentat suicide lors d'un mariage il y a deux ans.

Ils ont tous fait des études supérieures, avaient tous un emploi, et étaient tous plutôt aisés. Noor Agha travaillait pour la commission des droits de l'homme, Mukhtar était procureur militaire. Laila, qui parle anglais, dirigeait un bureau de traduction.

Quand les talibans ont pris le pouvoir, ils ont perdu leur emploi l'un après l'autre. Deux des filles étaient à l'université, l'autre, âgée de 17 ans, était au lycée. Elles ont toutes été renvoyées chez elles. Laila a été payée pour la dernière fois en septembre, mais les hommes n'ont rien reçu depuis juillet.

Le jour de ma visite, leur seule nourriture est un chou-fleur qu'ils diviseront entre le déjeuner et le dîner. "Je suis mortifié. J'ai toujours géré mon budget correctement, donné une bonne vie à ma famille. Je les emmenais au restaurant et en pique-nique, et tous mes enfants ont fait des études. On n'a rien vu venir. Si on avait su, on n'aurait pas dépensé d'argent pour un mariage", confie Noor Agha.

Tiges de brocoli. Deux mois avant que les talibans n'entrent dans Kaboul, ils avaient organisé une grande cérémonie pour Mukhtar et Laila. Il y avait 200 invités et elle avait coûté 6 000 dollars [5300 euros], dont près de la moitié avait été empruntée. Sept mois plus tard, Laila a déjà vendu son alliance en or pour acheter de quoi manger.

La situation est encore plus désespérée dans les zones rurales. À Mahmud Raqi, dans la province de Kapisa, à 120 kilomètres au nord-est de Kaboul, une foule fait la queue pour recevoir les 4 000 afghanis [38 euros] que le PAM donne à une famille pour un mois.

"C'est une catastrophe, déclare Abdul Rahim Yusufzai, directeur adjoint de Heero, l'ONG locale qui distribue l'argent. La moitié des gens de la région travaillaient à la base militaire, ils ont tous perdu leur emploi. Le reste, ce sont des paysans qui cultivaient du blé, du maïs et des raisins et qui ont perdu la plus grande partie de leur récolte à cause de la sécheresse. Normalement, ils survivraient grâce à des emplois de journalier mais il n'y en a pas."

Nombre de ceux qui font la queue n'avaient jamais eu à demander de l'aide avant. L'un d'eux, Saifur Rahman, 47 ans, enseignait les langues dans une école de filles qui a fermé quand les talibans ont repris le pouvoir, au désespoir des élèves. "Je n'ai jamais connu une situation aussi mauvaise. Dans mon village, certains mangent de l'herbe qu'ils vont chercher sous la neige, ou des tiges de brocoli, que l'on jette normalement."

Geste futile. Le Royaume-Uni a annoncé une aide d'urgence de 97 millions de livres [fin janvier], ce qui porte à 286 millions celle versée jusqu'à présent. C'est cependant toujours moins que ce qu'il versait avant que les talibans ne reprennent le pouvoir. De plus, le PAM n'a reçu que 700 millions de dollars sur les 2,6 milliards dont il a besoin cette année rien que pour maintenir le pays en vie.

La communauté internationale demeure partagée quant à savoir s'il faut aider ce pays gouverné par une organisation que les forces de l'Otan combattent depuis vingt ans, dont plusieurs membres sont considérés comme terroristes, qui interdit aux femmes de travailler, le seul endroit au monde où les filles ne vont pas au lycée.

Il y a dix jours, deux jeunes femmes ont disparu après avoir participé à une manifestation qui a été dispersée à coups de bombes lacrymogènes par les talibans.

Les talibans postent des photos où on voit des avions apporter des palettes de dollars de l'aide internationale. Nul ne conteste leur caractère exaspérant mais pour Mary-ellen Mc Groarty, il n'y a pas d'autre choix. "On ne peut pas poser de conditions à l'aide humanitaire, souligne-t-elle. On est dans un pays où 75 % du budget était assuré par l'aide étrangère. Si on n'envoie pas d'argent, les gens mourront. Faut-il que les enfants d'Afghanistan meurent ? Est-ce que c'est ça, sanctionner les talibans ?"

Pour eux, le retrait de l'aide internationale n'est qu'un geste futile. "La suspension de l'aide ne touche que les gens dont la communauté internationale prétend se soucier, en particulier les femmes et les enfants, déclare en souriant Abdul Qahar Balkhi, le porte-parole adjoint des talibans. Ça ne fait mal ni à moi ni à la direction. S'ils croient obtenir l'effet qu'ils désirent (un soulèvement et le renversement du gouvernement) en laissant les gens mourir de faim, ils se trompent lourdement."

— **Christina Lamb**
Publié le 29 janvier

Polémique sur le devenir des fonds afghans

Une moitié pour les parents de victimes du 11-Septembre, l'autre moitié pour l'aide humanitaire à l'Afghanistan : c'est la répartition proposée le 11 février par Joe Biden des 7 milliards de dollars de fonds afghans détenus par la Réserve fédérale. Un calcul qui scandalise les Afghans.

Depuis la prise du pouvoir par les talibans à Kaboul, le 15 août 2021, toute aide économique occidentale a cessé, et les avoirs afghans déposés à la Réserve fédérale américaine ont été gelés. Ces fonds sont principalement constitués par vingt ans de versements étrangers, mais comprennent aussi des réserves des banques commerciales afghanes, y compris des dépôts individuels.

Le nouveau gouvernement afghan a revendiqué ces fonds, mais un groupe de parents de victimes des attentats du 11 septembre 2001 à New York, ayant anciennement remporté un procès contre les talibans, a également fait valoir ses droits.

Le 11 février, le président américain, Joe Biden, annonce par un décret exécutif une décision pour répondre à cet imbroglio diplomatique et juridique, au moment même où une crise humanitaire sans précédent se déroule en Afghanistan. Le plan de Joe Biden prévoit que l'argent sera réparti directement par le gouvernement américain, prenant l'initiative très inhabituelle d'intervenir dans une procédure judiciaire en cours. D'un côté, 3,5 milliards de dollars seront réservés pour des compensations dues aux victimes des attentats du 11 septembre 2001 – à l'origine de l'intervention américaine en Afghanistan à la poursuite d'Oussama Ben Laden, chef d'Al-Qaïda. De l'autre côté, 3,5 milliards de dollars iraient à un fonds d'aide humanitaire destiné à la population afghane.

Ce qui peut apparaître comme une solution aux yeux des autorités américaines suscite l'indignation côté afghan, autant de la part de l'ancien président afghan Hamid Karzai que de celle des petits commerçants de Kaboul. "La décision, qui conduirait concrètement à la faillite de la Banque centrale, ajoute à l'animosité grandissante que ressentent nombre d'Afghans à l'encontre des États-Unis depuis le mois d'août", écrit le **New York Times** au lendemain de la parution du décret. "C'est un acte cruel et une trahison des droits du peuple afghan", commente dans le quotidien américain Fazl Ahmad, un commerçant de Kaboul.

Le 12 février, la Banque centrale afghane demande par communiqué de presse que l'administration Biden revienne sur sa décision. Et le lendemain, l'ancien président afghan Hamid Karzai, s'exprimant lors d'une conférence de presse depuis Kaboul, affirme que les fonds "n'appartiennent à aucun gouvernement mais au peuple d'Afghanistan, ils doivent être rendus à la Banque centrale afghane

et conservés là-bas", rapporte le média pakistanais **The News**. Les Afghans sont eux aussi victimes du terrorisme, au même titre que le peuple américain, a souligné Hamid Karzai.

The News cite également la position de l'organisation de défense des droits humains Human Rights Watch, selon laquelle cet argent appartient au peuple afghan et ne devrait pas être distribué à d'autres alors que le pays est plongé dans une grave crise économique.

"Joe Biden et son cercle proche de sadiques vieillissants [...] vont voler la moitié de l'argent d'un pays au bord de la famine", s'est indigné quant à lui l'avocat Asad Rahim Khan dans une tribune pour le quotidien pakistanais **Dawn**.

Les talibans ont eux aussi réagi, souligne le **New York Times**. "L'argent saisi par les États-Unis appartient de droit au peuple afghan, et nous nous battons pour ce qui nous revient de droit, comme nous nous sommes battus au cours des vingt dernières années", a déclaré le porte-parole de la police à Kaboul, Khalid Zadran, sur Twitter.

— **Courrier international**



Revue de presse

Le Monde | L'OBS | Télérama | Courrier international

LE SALON VIRTUEL DE LA FORMATION CONTINUE

EXECUTIVE EDUCATION • LIVE
MASTER, MS & MBA

EN LIVE 26 MARS 2022

Conférences Le Monde • Lives animés par des directeurs de programmes • Rendez-vous individuels

UNE JOURNÉE POUR DIRIGER VOTRE CARRIÈRE !

CONNECTEZ-VOUS
EXED.GROUPELEMONDE.FR

VIVRE SOUS LES TALIBANS

En mars, retrouvez chaque semaine un reportage décrivant le quotidien des Afghans.

La semaine prochaine : Femmes afghanes, retour à la case départ, un article de la **Nikkei Asia**.

« UN VOYAGE INITIATIQUE À LA FOIS
PASSIONNANT ET STIMULANT »

OLGA TOKARCZUK, PRIX NOBEL DE LITTÉRATURE 2018

THÉO ET LES MÉTAMORPHOSES

festival
la rochelle
cinéma

INTERNATIONAL
FILM FESTIVAL

2021
new horizons iff
GRAND PRIX



71^e Festival
International
de Berlin
Panorama

UN FILM DE DAMIEN ODOUL

DÉVELOPPEMENT PAR DAMIEN ODOUL PRODUIT PAR ALEXANDRE PERRIER AVEC THÉO KEDIMEI, PIERRE MIGNET, ANJOU NIXE, LOUISE MORIN ET CLIA SUEZ PRÉSENTÉ PAR BRAHIM CHOUA, DAN WEISLER, ANDREAS ROALD, GIORGIO D'IMPERSO, BERNARD CAMPAN, VINCENT ROGET
IMAGES DAMIEN ODOUL, THIBAUT MAZARS, SYLVAIN RODRIGUEZ, SÉBASTIEN DABO RÉALISATION DE FRANÇOIS MÉLANE DIETER ET ROMAN LEROY MONTAGE DE CLÉMENT CHAMPELLE COULEUR ET LE DÉCOR DE BORIS RABUSSEAU VOIX OFF DE MAXENCE CIEKAWY
PRODUCTION FRANCIS NABOS (KOLVO) ET JEAN-CHARLES WEBER (PRESTUDIOS) www.theo-et-les-metamorphoses.com



AU CINÉMA LE 9 MARS

Le Monde

↳ Dessin de Balaban,
Luxembourg.

CORÉE DU SUD

La crispation antiféministe des jeunes Coréens

Depuis plusieurs années, un mal-être et une grogne montent chez les jeunes hommes. Ils se décrivent comme victimes des féministes et expriment des opinions parfois radicales contre la discrimination positive. Une situation exploitée par les conservateurs à l'approche du scrutin présidentiel.



—Hankyoreh (extraits)
Séoul

Le 8 janvier dernier, Yoon Seok-youl, candidat à l'élection présidentielle [du 9 mars prochain] pour le Parti du pouvoir du peuple [opposition conservatrice], a annoncé sur sa page Facebook sa volonté de supprimer le ministère des Femmes et de la Famille. Cette proposition a fait grimper la cote de popularité de l'intéressé à un niveau jamais atteint par une autre promesse d'un candidat en campagne.

Derrière ce phénomène se cache une catégorie d'électeurs identifiée par un néologisme, celui d'"*idaenam*", abréviation de l'expression qui signifie "hommes de 20 à 30 ans". Mais le portrait qui sera dressé ici concerne plus largement les

jeunes hommes jusqu'à l'âge de 35 ans environ.

Les *idaenam*, que le slogan de M. Yoon a particulièrement enthousiasmés, sont aujourd'hui considérés comme la catégorie la plus conservatrice de la population sud-coréenne. C'est ce que montre une enquête d'opinion réalisée par le quotidien *JoongAng Ilbo* à l'aide d'une panoplie de questions touchant à la société, l'économie et la sécurité nationale. Les femmes de cette tranche d'âge étant nettement plus progressistes que les hommes, les 20-30 ans apparaissent comme le groupe où les divergences entre les deux sexes sont le plus flagrantes. Sur la plupart des sujets, tels que l'énergie nucléaire, la gestion budgétaire du gouvernement ou encore le problème des emplois précaires, les *idaenam* affichent une position très

libérale qui contraste avec l'opinion des femmes du même âge.

Lors de la dernière élection présidentielle, en 2017, 47 % des électeurs de 20 à 30 ans avaient voté pour le président Moon Jae-in [Parti démocrate, actuellement au pouvoir]. Si on y ajoute les 13 % alors obtenus par Shim Sang-jung, candidate du Parti de la justice, la gauche représentait 60 % des votes dans cette catégorie de la population, qui s'avérait ainsi la plus progressiste après celle des 30-40 ans (64 %). Tous âges confondus, les deux candidats de gauche obtenaient respectivement 41 % et 6 %. Certes,

Les 20-30 ans sont le groupe où les divergences entre les deux sexes sont le plus flagrantes.

un sondage réalisé la veille du scrutin avait montré que le soutien des femmes de 20 à 30 ans à ces deux candidats de gauche – 56 % et 18 % – était plus important que celui des hommes – 37 % et 10 %. Mais le total de 47 % correspondait néanmoins à la moyenne nationale.

Puis, lors de l'élection du maire de Séoul, en 2021, les *idaenam* ont massivement voté (à 72,5 %) pour le candidat du Parti du pouvoir du peuple, Oh Se-hoon, élu avec un score de 59 %. Cette victoire des conservateurs intervenait un an après celle des progressistes aux législatives. Beaucoup d'électeurs avaient ainsi exprimé leur mécontentement à l'encontre du gouvernement.

Toujours est-il que, chez les jeunes, les hommes et les femmes ont manifesté deux tendances politiques clairement distinctes. La droitisation des jeunes hommes est un fait qui se vérifie régulièrement depuis quelques années, tandis que les jeunes femmes affichent de manière relativement constante une opinion proche des progressistes.

Pour comprendre, il faut d'abord se pencher sur le phénomène générationnel. Au début des années 2000, un débat avait eu lieu autour de ce que l'on appelait "les salauds de 20 ans", à savoir les jeunes adultes accusés par leurs aînés de ne s'intéresser qu'à leur réussite personnelle et pas assez aux sujets politiques et sociaux. Les jeunes en sont alors sortis affublés d'une image négative, dont les traces sont toujours là.

Sentiment d'injustice. Puis ces jeunes ont fait parler d'eux à l'occasion d'événements marquants. En 2018, lors des Jeux olympiques d'hiver de Pyeongchang, ils ont signé une pétition contre l'initiative intergouvernementale de former une équipe féminine de hockey sur glace qui soit commune aux deux Corées, initiative qui, d'après eux, allait porter préjudice aux sportives sud-coréennes.

En 2019, lors du scandale mettant en cause le ministre de la Justice Cho Kuk et sa femme, soupçonnés de plusieurs délits visant à procurer des avantages à leur fille dans son parcours académique, des étudiants des meilleures universités de Séoul

se sont mobilisés en demandant la démission du ministre. D'autres manifestants dénonçaient l'acharnement du parquet [dont le chef n'était autre que l'actuel candidat à la présidentielle Yoon Seok-youl, alors procureur général] dans cette affaire jugée politique.

En 2020, l'annonce du gouvernement d'une titularisation d'un certain nombre de contractuelles employées à l'aéroport international d'Incheon a provoqué encore un tollé chez les jeunes, qui trouvaient ce traitement injuste pour les autres.

La droitisation des jeunes hommes est un fait qui se vérifie régulièrement depuis quelques années.

On a alors analysé ces réactions des jeunes comme résultant d'une obsession pour le respect de l'équité, synonyme dans leur esprit d'une méritocratie qui consisterait à réussir les concours grâce au travail personnel sans se demander si les chances ont été égales pour tous au départ. La discrimination positive révolue beaucoup de ces jeunes. Dans les meilleures universités de Séoul, les étudiants recrutés dans le cadre du programme d'égalité des chances subissent le mépris de leurs camarades qui les traitent de "parasites".

Par ailleurs, depuis quelques années, on constate chez les jeunes un clivage entre les deux sexes. En février 2019, la présidence avait rendu public un rapport sur la baisse du soutien au gouvernement chez les hommes de 20 à 30 ans. Outre les tensions entre les deux sexes, d'une part, et entre les générations, d'autre part, le rapport pointait du doigt certaines mesures prises par le président, Moon Jae-in, comme celle en faveur de la parité.

En réalité, les conflits entre les deux genres remontent au moins à mai 2016, quand une femme a été assassinée par un inconnu dans des toilettes publiques. Le crime, présenté comme un féminicide, a suscité une vague de manifestations féminines, puis des contre-manifestations de la part des hommes, ulcérés d'être assimilés à des criminels potentiels. Ces affrontements se sont

reproduits en 2018 lors du mouvement #MeToo. Un nombre non négligeable de jeunes hommes ont fini par se considérer comme des "victimes".

De nombreuses déclarations se sont ensuivies visant à prouver combien ils sont désavantagés dans la société, à commencer par le service militaire obligatoire [d'une durée d'environ dix-huit mois] jusqu'à des détails, comme le fait que, sur les 573 places disponibles dans les différentes facultés de pharmacie à Séoul, 320 se trouvaient dans les universités féminines. En bref, les jeunes hommes subiraient des injustices partout.

Ni sexistes ni machos. Force est de constater que le rapport de la présidence était prémonitoire, et que les conflits entre hommes et femmes se trouvent aujourd'hui aggravés, probablement non sans rapport avec la radicalisation des jeunes hommes. Pour autant, ceux-ci ne sont pas sexistes. Dans une étude publiée en mars 2020 par Choe Chong-suk, chercheuse au Centre de recherche sur la démocratie en Corée, les hommes de 20 à 30 ans apparaissent très sensibilisés à l'égalité des sexes, par exemple à propos de la participation des hommes à l'éducation des enfants ou encore du leadership féminin au travail. L'article de *JoongAng Ilbo* déjà cité précise que les jeunes, quel que soit leur genre, se montrent par ailleurs soucieux du respect des droits des minorités sexuelles.

Les *idaenam* ne sont donc pas des machistes, mais plutôt des antiféministes : ils condamnent le féminisme au nom de la justice et de la méritocratie. Ils semblent avoir trouvé leur porte-parole en la personne du chef du Parti du pouvoir du peuple, Lee Jun-seok, âgé de 37 ans, probablement à l'origine du slogan "Suppression du ministère des Femmes et de la Famille", qui a suscité un engouement immédiat chez eux.

Le fait que les jeunes hommes ont exprimé des opinions radicalement opposées à quatre ans d'intervalle, à la présidentielle de 2017 et aux municipales de 2021, montre que leur identité politique est en fait flottante. Certes, ils ne sont pas les seuls à perdre leurs repères en cette ère dite "de la post-vérité", où les opinions politiques se radicalisent. Il n'empêche que l'enquête de *JoongAng Ilbo* fait craindre une intériorisation progressive des idées ultraconservatrices.

De son côté, la chaîne de télévision américaine CNN a présenté, le 24 janvier, un reportage intitulé "Le surprenant mouvement antiféministe en Corée du Sud" : "Les jeunes hommes coréens veulent accroître leurs droits. Ce mouvement, suscité sur Internet, est courtisé de façon opportuniste par les politiciens de droite", y déclare un journaliste en soulignant que le candidat du Parti conservateur a promis de supprimer le ministère des Femmes et de la Famille. Certaines personnalités de la classe privilégiée profitent ainsi de ce que les jeunes se trouvent dans la précarité et l'incertitude quant à leur avenir, et sèment la zizanie en dressant hommes et femmes les uns contre les autres.

Les *idaenam* condamnent le féminisme au nom de la justice et de la méritocratie.

Malheureusement, le Parti démocrate, au pouvoir, est trop pressé de rattraper le Parti du pouvoir du peuple [les sondages donnent, mi-février, Yoon Seok-youl gagnant], et l'un comme l'autre semblent incapables de comprendre le mal-être des jeunes Coréens, condamnés à une compétition sans fin, mal-être qui ne risque pas d'être dissipé à l'issue du prochain scrutin.

—An Yong-chun
Publié le 29 janvier



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Économie : sur la lancée de Moon Jae-in.

Pressés de doper la croissance et de remédier aux inégalités, les candidats proposent des programmes économiques très similaires. Le prochain président n'aura d'autre choix que de poursuivre la politique lancée par le président Moon, qui a misé sur les nouvelles technologies. Un article de l'hebdomadaire **Sisa In**, de Séoul.

SOURCE



HANKYOREH

Séoul, Corée du Sud
Quotidien, 600 000 ex.
hani.co.kr
Le quotidien d'"Un seul peuple" a été créé en 1988, à la fin de la dictature de Chun Doo-hwan, grâce aux fonds collectés auprès de 62 000 personnes environ. Se réclamant de la démocratie, *Hankyoreh* a été le seul véritable journal d'opposition du pays jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Kim Dae-jung (1998-2003). Aujourd'hui, il continue à tenir le rôle de journal de gauche à travers sa critique du conservatisme, représenté par le quotidien *Chosun Ilbo*.

Un enjeu électoral

Les quatre candidats à l'élection présidentielle s'opposent principalement sur deux sujets : la sécurité nationale et l'égalité femmes-hommes.

—Kyunghyang Shinmun (extraits) Séoul

Il est difficile de différencier clairement les programmes des principaux candidats à la présidentielle [qui aura lieu le 9 mars] sur la plupart des sujets majeurs. Mais deux domaines au moins permettent de les départager : la sécurité nationale et l'égalité entre les sexes.

Yoon Suk-youl et Ahn Cheol-soo, candidats du Parti du pouvoir du peuple et du Parti du peuple, s'adressent aux électeurs conservateurs, aux jeunes hommes et aux déçus de l'actuel gouvernement. Lee Jae-myung, représentant le Parti démocrate au pouvoir, et Shim Sang-jung, du Parti de la justice, s'efforcent de mobiliser les soutiens habituels de la gauche en brandissant leurs valeurs traditionnelles que sont la paix et l'égalité.

Yoon et Ahn s'expriment abondamment sur la question de la sécurité nationale. Ils tentent de tourner à leur avantage les inquiétudes suscitées par les récents tirs de missiles de la Corée du Nord [fréquents lors des périodes pré-électorales sud-coréennes]. Les "forces", tel est le mot-clé du programme de Yoon Suk-youl dans ce domaine. Le 1^{er} février, l'ancien procureur général a évoqué la nécessité d'une "mesure radicale pour protéger la vie des citoyens", comme le renforcement du système de défense antimissile, notamment le Thaad [système de défense antimissile à haute altitude]. Le 11 janvier, il avait même évoqué l'éventualité d'une attaque préventive contre la Corée du Nord.

Quant à Ahn Cheol-soo, candidat du Parti du peuple, il a déclaré, le 27 janvier, sur les réseaux sociaux : "La suprématie dans l'espace aérien de la péninsule coréenne nous sera acquise grâce à une puissante armée de l'air", en promettant d'examiner de près le budget de la défense et le projet d'acquisition d'armes stratégiques.

Garantir la paix. Plus à gauche, Lee Jae-myung et Shim Sang-jung privilégient l'instauration d'une paix durable à travers le dialogue et les négociations. "L'État doit garantir la paix. La guerre, il est encore plus important de l'éviter", a déclaré M. Lee, le 28 janvier. En même temps, Lee tient à se démarquer du président Moon, en condamnant plus clairement que lui les actions militaires de la Corée du Nord.

Les opinions divergent également en ce qui concerne la question de l'égalité femmes-hommes. Yoon Suk-youl souhaite supprimer le ministère des Femmes et de la Famille [lire ci-contre], tandis que Shim Sang-jung veut le renforcer. Lee Jae-myung et Ahn Cheol-soo reconnaissent la nécessité de le réformer. Tout en disant qu'il veut durcir les sanctions contre les criminels sexuels, M. Yoon propose une loi qui condamne les fausses accusations dans le domaine des crimes sexuels. M. Ahn et M^{me} Shim s'adressent plus nettement aux électrices, en promettant d'élargir la notion de viol à tout acte sexuel non consenti, quelles que soient les circonstances.

—Pak Pong-sun et Pak Kwang-yon
Publié le 2 février

LES MOTS DES AUTRES

L'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courrier international. À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE



Arabie Saoudite. Widad, la liberté par le taxi

Jusqu'en 2018, les femmes n'étaient pas autorisées à conduire dans ce pays conservateur. En devenant conductrice de taxi, Widad Abdallah cherche à encourager les Saoudiennes à prendre leur destin en main.



—Raseef22 Beyrouth

C'était comme un défi. Une amie ne croyait pas que j'allais le faire. Elle pensait que c'était une blague. Mais je l'ai fait !" raconte Widad Abdallah, 31 ans. La jeune femme est l'une des premières à conduire un taxi en Arabie Saoudite, ce qui la place à la pointe des changements survenus ces dernières années dans ce pays conservateur où le machisme régnait en maître et où, il n'y a pas si longtemps, il était encore interdit aux femmes de conduire mais aussi de sortir seules dans l'espace public.

Quand Widad s'est lancée dans son nouveau métier, elle s'attendait à se heurter aux réactions des hommes. En réalité, elle a eu la bonne surprise de constater qu'il y a des hommes "qui, au contraire, me soutiennent et me disent qu'ils sont fiers de voir une femme de leur pays travailler sérieusement".

Ce qui l'a le plus choquée, ce sont les réactions de certaines femmes : "Au début, je m'énervais vite. Il m'arrivait de dire à des femmes

de descendre de ma voiture quand elles se permettaient de se mêler de ma vie privée ou de me sermonner parce que je ne porte pas le voile."

Indépendante. Ce métier avait été réservé aux hommes, plus précisément aux immigrants asiatiques. Il n'existe pas de chiffres officiels, mais selon Widad, le nombre de conductrices de taxi se compte sur les doigts d'une main. Ce qui est certain, c'est qu'elle n'est plus la seule. Elle reste toutefois une exception, car, contrairement à ses collègues qui ne prennent que des passagères, ses clients appartiennent aux deux sexes.

Si elle fait ce métier, ce n'est pas parce qu'elle cherchait un travail ou avait des soucis financiers. Après l'obtention d'une licence en études sur l'enfance à l'université d'Abdelaziz [à Djeddah], elle n'a pas eu de difficulté à trouver un emploi. D'abord responsable d'une cantine scolaire à Jazan, dans l'extrême sud du pays, elle a ensuite été responsable d'un département dans une école à Riyad.

"Quand l'idée m'est venue de faire taxi, c'était comme une aventure à tenter, raconte-t-elle. Mes collègues pensaient que c'était un caprice et que cela allait passer. Mes parents, eux, le prenaient pour une plaisanterie. Il a fallu que je leur montre le permis spécial pour qu'ils y croient, et aujourd'hui, ils trouvent cela normal. Au travail, mes supérieurs et mes collègues me disent que c'est faire preuve de sérieux que d'utiliser son temps libre pour assurer son avenir."

Fin 2019, elle a démissionné de l'enseignement pour devenir directrice d'un service administratif dans un hôpital de Riyad. Quand elle y finit sa journée, elle monte dans sa voiture pour sa seconde journée de travail. "Je travaille seize heures par jour, huit à l'hôpital et huit derrière le volant", précise-t-elle. Et d'ajouter qu'elle songe à se reconverter bientôt dans les médias sociaux, tout en continuant à faire le taxi : "J'aime ça. Cela m'assure de bons revenus, avec près de 500 riyals par jour [115 euros]. Et je suis indépendante, sans les contraintes d'un poste traditionnel."

Au bout de trois ans de métier, elle ne s'en lasse pas. Elle y puise du courage et de la confiance en elle. "Il ne faut pas oublier que nous vivons dans une société où une femme ne pouvait pas adresser la parole à son propre frère si elle devait le croiser dans la rue. Aujourd'hui, je parle avec mes clients, même les hommes. Souvent, ils me réclament pour leurs courses suivantes. Cela m'a permis de tisser un beau réseau d'amitiés, et c'est ce qui me permettra peut-être bientôt de travailler comme gestionnaire de contenus."

Le conseil qu'elle a envie de donner aux Saoudiennes, c'est d'oser prendre des décisions, de tenter des expériences, de choisir elles-mêmes le métier qu'elles veulent. "N'ayez pas d'a priori, n'en restez pas aux apparences et ne vous fiez pas à ce que dit la société. Si tu as besoin d'un travail, sois courageuse, persévère et essaie."

N'a-t-elle pas peur d'être menacée par un client ? "Je n'ai jamais eu de problème, avec les hommes

"Les Saoudiennes ont brisé l'idée selon laquelle le rôle de la femme se limite à se marier et à procréer."

Widad Abdallah,
CONDUCTRICE DE TAXI

en particulier. Je me sers des applications et celles-ci enregistrent les informations sur les clients. Tout homme indélicat risque donc des poursuites. Si jamais un client devait avoir une attitude inappropriée, je serai courageuse et je le jetterai hors de la voiture. Et j'appellerai la police. Nous vivons dans un pays sûr, et je ne crois pas que quelqu'un s'aventurerait à faire ce genre de choses."

Parmi ses plus beaux souvenirs, il y a une course avec une mère accompagnée de ses deux enfants. La fille a dit à sa mère qu'elle devrait elle aussi devenir conductrice, et son petit frère a ajouté en s'adressant à sa mère : "Elle conduit mieux que papa."

Et de raconter que, un jour, elle a eu une curieuse expérience avec une cliente très discrète.

"Elle m'a demandé de la ramener chez elle, puis n'a plus dit un mot [...]. Ma cliente était tellement silencieuse qu'en chemin j'ai fini par oublier sa présence [...]. J'ai poursuivi ma route habituelle pour rentrer à la maison. C'est seulement après, en regardant dans le

↳ Dessin de Horsch paru dans Handelsblatt, Düsseldorf.

rétroviseur, que je me suis souvenue qu'elle était là [...]."

Widad est optimiste quant à l'avenir des femmes dans son pays. "Certes, il faudra encore du temps. Actuellement, il y a une moitié de la société qui accepte l'ouverture, et une autre moitié qui ne l'a pas encore intégrée. Il faut le comprendre. Mais tout indique que la femme saoudienne va de l'avant. Depuis deux ans, on voit des étudiantes qui travaillent comme caissières ou serveuses dans des cafés, des restaurants ou des centres commerciaux. Nous avons des championnes dans le sport, et, depuis peu, une première jeune femme travaille dans un garage de réparation de voitures."

Ainsi, "les Saoudiennes ont brisé l'idée selon laquelle le rôle de la femme se limite à se marier et à procréer". Elles ne correspondent pas plus à cet autre stéréotype véhiculé par beaucoup de médias sur la femme des milieux favorisés qui passe son temps à faire du shopping et à voyager.

Depuis juin 2018, les femmes ne risquent plus la prison si elles prennent le volant. Aujourd'hui, elles peuvent même conduire sans porter le voile, et, liberté suprême, avec un homme à bord qui ne soit pas membre de leur famille.

Même si les Saoudiennes ne jouissent pas encore de tous les droits, des évolutions notoires ont marqué les deux dernières années. En 2019, elles ont obtenu le droit de se marier à partir de 18 ans sans l'accord du tuteur mâle. Elles peuvent également ouvrir un compte en banque à leur nom, là encore sans autorisation du père ou du mari, et se faire délivrer un passeport pour voyager, y compris seules.

—Rabih Damaj
Publié le 25 janvier

SOURCE



RASEEF22

Beyrouth, Liban

raseef22.net

Fondé au Liban en 2013, Raseef22, bilingue arabe-anglais, s'inscrit dans la mouvance de nombreux sites d'information et blogs politiques nés après le "printemps arabe".

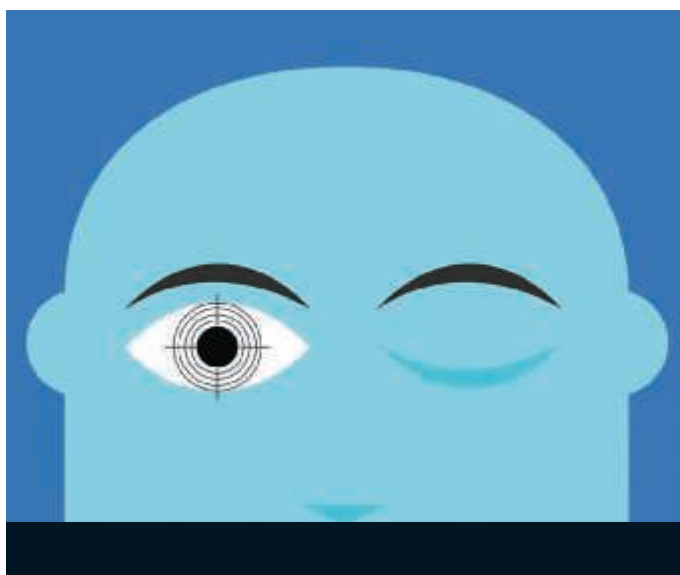
Il se présente comme un observateur des mouvements sociaux, politiques et culturels qui traversent le monde arabe.



afrique

Djibouti. Bienvenue dans un nid d'espions

Ce petit pays de la Corne de l'Afrique, une région très convoitée pour son emplacement stratégique, peut prétendre au titre de capitale de l'espionnage. La conspiration y est le sport national.



—The Daily Telegraph
(extraits) Londres

Cette petite nation de la Corne de l'Afrique aux reliefs brûlés par le soleil affiche l'une des plus fortes densités de bases militaires étrangères du monde.

Au cours des dix dernières années, ce pays de moins de 1 million d'habitants s'est transformé en microcosme du nouvel ordre mondial. Les espions y sont légion, et les anciennes puissances occidentales s'y disputent des restes d'influence face à l'emprise croissante de la Chine.

Une soirée dégustation de vins et de fromages à l'hôtel Kempinski, qui surplombe le port, attire toutes sortes de diplomates, sous-traitants militaires et soldats - à l'exception, semble-t-il, des Chinois. Les relations sont cordiales, mais tout le monde se surveille.

"Tout le monde sait ce que vous faites. Il faut s'habituer à ne pas avoir de vie privée, reconnaît un

diplomate étranger. *Tout le monde conspire ici. C'est le sport national.*"

Des milliers de soldats américains, chinois, français, japonais, espagnols et italiens sont présents à Djibouti et assurent la sécurité d'une aristocratie locale de politiciens corrompus en échange du droit de rester sur ce territoire, le mieux placé de la planète sur le plan stratégique.

Les responsables occidentaux estiment que près de 10 000 soldats pourraient être massés derrière les murs de béton de la base militaire chinoise. Pourtant, vu de l'extérieur, le bâtiment entouré de barbelés et de miradors paraît mystérieusement vide. Personne ne semble jamais en sortir.

"Je passe devant la base tous les jours et je n'y ai jamais vu personne. Qui sait ce qu'ils font là-dedans", se demande un employé des Nations unies s'exprimant sous le couvert de l'anonymat.

Djibouti se situe sur le détroit de Bab El-Mandeb, un bras de mer de 25 kilomètres de largeur séparant la péninsule arabique de

la Corne de l'Afrique et conduisant au canal de Suez.

Près d'un tiers du trafic maritime mondial passe par ici chaque année, ainsi que toutes sortes de contrebandiers transportant des armes, des drogues ou des êtres humains depuis ou vers le Moyen-Orient.

"Nous n'avons pas de pétrole. Notre richesse, c'est notre position géographique", résume Ahmed Arita Ali, ancien membre du corps diplomatique de Djibouti qui rêve de voir son pays devenir le Dubaï ou le Singapour de l'Afrique.

Disposer d'un accès à la mer Rouge fait partie des marqueurs de statut essentiels pour toute puissance un tant soit peu dominante. Cela fait des années que les Russes tentent d'établir une base à Port-Soudan, mais Washington s'y oppose fermement.

Havre de stabilité. Vu de Pékin, Djibouti est l'endroit idéal pour protéger ses échanges commerciaux avec l'Afrique (qui représentent près de 250 milliards de dollars chaque année) et étendre son influence vers le Golfe. La Chine a inauguré sa base en 2017 et l'a déjà modifiée pour pouvoir accueillir un porte-avions.

La proximité des bases chinoise et américaine a déjà provoqué plusieurs incidents diplomatiques graves. En 2018, lorsque des avions américains se sont approchés d'un peu trop près, les Chinois ont aveuglé leurs pilotes avec des lasers de type militaire.

Cette concentration de militaires crée une atmosphère assez irréaliste en ville. Lorsqu'on se promène autour des vieilles demeures coloniales françaises abandonnées, on pourrait parfois se croire à Casablanca ou à Lisbonne pendant la guerre. Les élites et les expatriés regroupent

leurs activités autour de deux prestigieux hôtels et d'une poignée de restaurants français.

Depuis son installation il y a cinq ans, la base chinoise alimente toutes sortes de rumeurs. "Je ne sais pas comment les gens y rentrent. Par la mer ou par les airs ? Ils ne sont pas comme les Américains ou les Français. Ils ne se mélangent pas du tout avec les autres", observe un haut représentant de Djibouti.

Trois soldats britanniques ont rejoint le camp Lemonnier de

L'accès à la mer Rouge est l'un des marqueurs de statut essentiels pour toute puissance dominante.

l'armée américaine, et Londres a récemment désigné un ambassadeur à Djibouti après s'être aperçu qu'il était le seul membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU à ne pas être présent sur le terrain. La présence britannique reste néanmoins anecdotique.

À bien des égards, Djibouti est moins un État fonctionnel qu'une cité portuaire au service de son immense voisin éthiopien. Le gouvernement est composé de 33 ministres, mais le pays ne dispose ni d'une politique agricole cohérente ni d'un système d'égouts.

Pourtant, Djibouti est un havre de stabilité dans une région agitée. Au nord se trouve le régime totalitaire de l'Érythrée, à l'ouest l'Éthiopie déchirée par la guerre civile, à l'est l'État défaillant qu'est la Somalie, et sur l'autre rive du détroit, le Yémen, cible de bombardements meurtriers orchestrés par l'Arabie Saoudite.

Si Djibouti est néanmoins paisible, c'est en bonne partie grâce à ses nombreux soutiens

étrangers. Depuis son indépendance, en 1977, l'ancienne colonie française est sous la protection de la Légion étrangère et abrite la plus grosse base militaire française à l'étranger. Aujourd'hui encore se dresse la silhouette d'un gigantesque navire de guerre français amarré dans le port de Djibouti - preuve que si le palais de l'Élysée n'est plus le faiseur de rois qu'il était autrefois il conserve une influence considérable en Afrique francophone.

Cette tranquillité est aussi liée aux drogues. Dans les rues endormies, on voit des hommes et des femmes mâchant des feuilles de khat, une feuille contenant une substance hautement addictive qui anesthésie l'esprit et colore les dents.

Lorsque les réserves de khat diminuent dangereusement, des manifestations éclatent contre Ismaël Omar Guelleh, président de Djibouti depuis vingt-trois ans. Mais tant que les réserves de khat sont pleines, les dirigeants vieillissants semblent ne rien entendre du mécontentement ambiant.

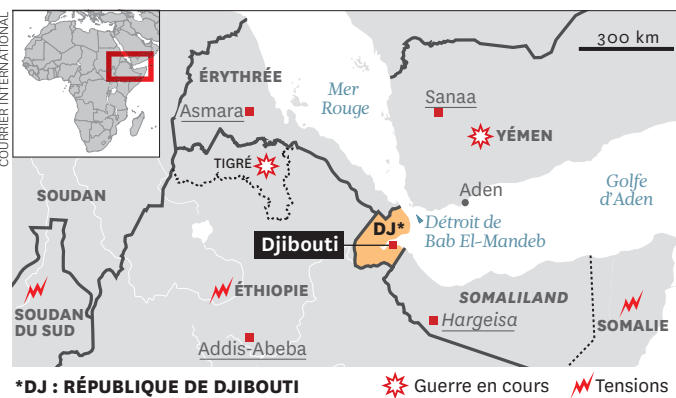
Régime autoritaire. La répression est une autre façon de maintenir les élites de Djibouti au pouvoir. Selon les militants sur place, tant que les autorités permettent l'implantation de bases militaires étrangères sur leur sol, les gouvernements occidentaux ferment les yeux sur les nombreuses violations des droits humains commises par le régime.

On a récemment appris que la CIA avait acheté Pegasus, le logiciel de piratage de téléphones portables, pour le compte de Djibouti, alors qu'il est établi que ce gouvernement torture ses dissidents et persécute les journalistes.

Plusieurs centaines de soldats de l'armée japonaise sont également installés près du camp américain - le seul contingent japonais autorisé à stationner de manière permanente à l'étranger depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Officiellement, ils sont là pour surveiller les pirates somaliens qui sévissent dans la région, mais les véritables raisons de leur présence sont évidentes.

"Il est très clair que si les Japonais sont là, déclare un diplomate étranger, c'est pour garder un œil sur les Chinois."

—Will Brown
Publié le 13 février



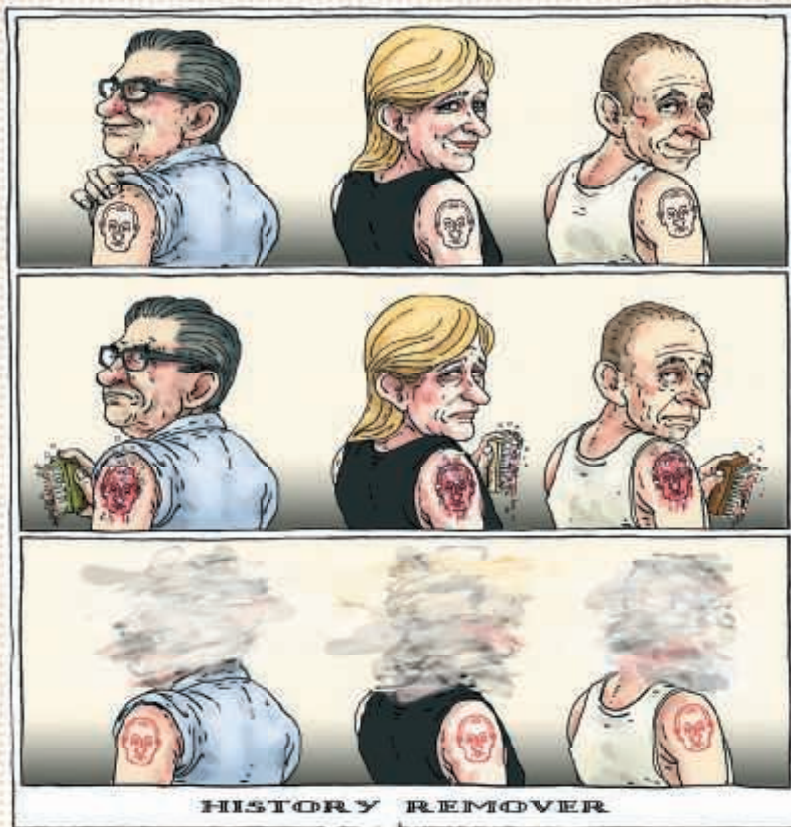


france



Politique. L'ombre de Moscou

La guerre en Ukraine aura une influence sur l'élection d'avril, où l'antiaméricanisme affiché aux extrêmes s'accompagne souvent d'un attrait pour la Russie.



Le dessinateur néerlandais croque l'actualité française pour *Courrier international* jusqu'au second tour de l'élection présidentielle.

↑ "Gommons l'histoire". Jean-Luc Mélenchon, Marine Le Pen et Eric Zemmour. Dessin de Joep Bertrams, Pays-Bas, pour *Courrier international*.

L'ŒIL

DE BERTRAMS

—Le Temps Genève

La Russie et les urnes. Énoncé comme cela, le sujet est déjà inflammable. Pas besoin de la crise ukrainienne pour déceler les vents qui, depuis quelques années, soufflent depuis Moscou et perturbent le climat politique tricolore. Côté ralliement et recrutement : l'arrivée, durant l'été 2021, de l'ancien Premier ministre François Fillon au conseil d'administration de la firme gazière Zaroubejneft, dénoncée d'ailleurs vertement ce mercredi [23 février] par le secrétaire d'État aux Affaires européennes, Clément Beaune [François Fillon a démissionné de ses mandats dans deux firmes russes le 25 février].

Côté médias : l'influence croissante de RT, la chaîne prorusse sur Internet, forte de plus de 1 million d'abonnés. Côté finances : la présence récurrente d'argent russe, sous forme de prêts, dans les caisses du Rassemblement national de Marine Le Pen.

La liste pourrait s'allonger. Le pays de Vladimir Poutine a plus que pignon sur rue à Paris, où le clocher doré de l'église

“Les Russes sont des partenaires fiables, alors que les États-Unis ne le sont pas.”

Jean-Luc Mélenchon,
CANDIDAT DE LA FRANCE INSOUmise

orthodoxe russe défie le quartier voisin des ministères et la tour Eiffel, toute proche. Normal, entre deux pays liés par une longue histoire commune, de leur premier traité d'alliance, en 1717 (signé lors de la visite en France de Pierre le Grand, deux ans après la mort de Louis XIV), à la russophilie affichée de Charles de Gaulle. Lequel déplorait, dès l'après-guerre, que *“l’alliance franco-russe soit empêchée ou contrecarrée par l’intrigue ou l’incompréhension. Alors qu’elle n’en demeure pas moins une nécessité que l’on voit apparaître à chaque tournant de l’histoire.”*

Revoir sa copie. Que la Russie de 2022 – héritière en cela de l'Union soviétique et de l'Empire tsariste – s'intéresse de près à la France est d'autant plus logique que celle-ci fut, au sortir du second conflit mondial, le bastion continental du communisme soviétique. Au compteur du Parti communiste français en 1946, 800 000 adhérents. Une influence sans partage sur la vie intellectuelle et sociale du pays. Une figure de proue, Maurice Thorez, révéra, comme son modèle, le Petit Père des peuples, Joseph Staline. Et surtout, un bras armé capable de faire plier l'État et les patrons : la très puissante Confédération générale du travail (CGT), négociatrice des accords de Grenelle, qui permirent d'en finir avec les événements de mai 1968.

Autant dire, même si les images sont aujourd'hui fugaces et les documents d'époque classés dans les archives, que l'œil de Moscou ne fut jamais loin de Paris durant les Trente Glorieuses. Avec comme conséquence de cultiver dans l'intelligentsia française un antiaméricanisme virulent, dont François Mitterrand se moquera à juste titre en 1983, rappelant : *“Le pacifisme est à l'Ouest et les euro-missiles sont à l'Est. Je pense qu'il s'agit là d'un rapport inégal.”*

Et maintenant ? Poser la question revient à y répondre. Trois candidats à la présidentielle au moins avaient en effet annoncé la couleur jusqu'au déclenchement de la guerre, qui pourrait les amener à revoir leur copie. Pour Eric Zemmour, l'extension de l'Otan était vue *“légitimement comme une agression par la Russie”*. Pour Marine Le Pen, favorable jusqu'à ces dernières semaines à une levée des sanctions contre Moscou (elle a condamné l'agression de l'Ukraine ce jeudi 24 février), *“la Russie n'est pas l'URSS, c'est un grand pays moderne et sûr”*, ajoutant : *“Moi, je pense que la Russie est une démocratie.”*

Un refrain presque entonné par Jean-Luc Mélenchon lorsqu'il affirmait : *“Les Russes sont des partenaires fiables, alors que les États-Unis ne le sont pas. Cessons de rabâcher que nous avons des valeurs en commun avec les Nord-Américains ! Ce n'est pas vrai que nous défendons les mêmes principes.”*

Difficile, face à un tel tir de barrage, de défendre l'Ukraine et son droit à exister

dans ses frontières. *“Chacun revisite la Russie au prisme de son imaginaire politique”*, juge avec pertinence Gérard Grunberg, sur le site *Telos*.

La conclusion est dès lors facile : si un de ces trois candidats arrive au second tour, le 10 avril, puis parvient à accéder à l'Élysée deux semaines plus tard, Vladimir Poutine pourra incontestablement se frotter les mains. Rien, bien sûr, ne permet d'affirmer que Zemmour, Le Pen ou Mélenchon ne défendra pas les intérêts de la France avant tout. La déclaration sans ambiguïté de Marine Le Pen ce jeudi prouve que les lignes bougent. Que va-t-il advenir, néanmoins, si l'un d'entre eux est élu, de leur préconisation d'un retrait de la France du commandement intégré de l'Otan, voire de l'Alliance atlantique elle-même ?

Vont-ils faire marche arrière ou camper sur cet antiaméricanisme revendiqué, justifié historiquement par le souci gaullien de l'indépendance de la France ? Croire que le Kremlin ne se préoccupera pas du scrutin à venir et des 47,8 millions d'électeurs français serait en tout cas illusoire. Emmanuel Macron, tenant d'une Europe intégrée et forte, est bien, pour la Russie, l'homme à battre aujourd'hui.

—Richard Werly
Publié le 24 février

Une claque pour Emmanuel Macron

●●● *“Un président sur les charbons ardents. Fatigué, vieilli, pas rasé, inquiet pour l'avenir de l'Europe. Macron tente de se positionner comme le grand diplomate européen dans la crise avec la Russie.”* C'est la légende que **La Vanguardia** accole à une photo du président de la République française postée sur le compte Instagram de Soazig de la Moissonnière, la photographe officielle d'Emmanuel Macron. C'est ainsi que voudrait se présenter le président, mais la conclusion que tire le quotidien de Barcelone est moins flatteuse. *“La politique extérieure a été pour lui un piège dangereux”*, écrit le quotidien catalan, le 24 février, quelques heures après l'attaque de l'Ukraine par la Russie. Quelques jours avant, l'Élysée se réjouissait du rôle de *“facilitateur”* que Macron avait mené à bien en prévoyant un sommet entre Joe Biden et Vladimir Poutine. *“Le revers diplomatique a été rude.”* Une mauvaise nouvelle pour la campagne non encore lancée du président. Que lui reproche-t-on au juste ? Pas ses efforts pour maintenir la paix, non : *“Il est accusé d'être allé trop tard à Moscou, de se laisser instrumentaliser – ou humilier – par Poutine et d'utiliser sa médiation à des fins électorales, d'en faire une opération de communication.”*

En partenariat avec

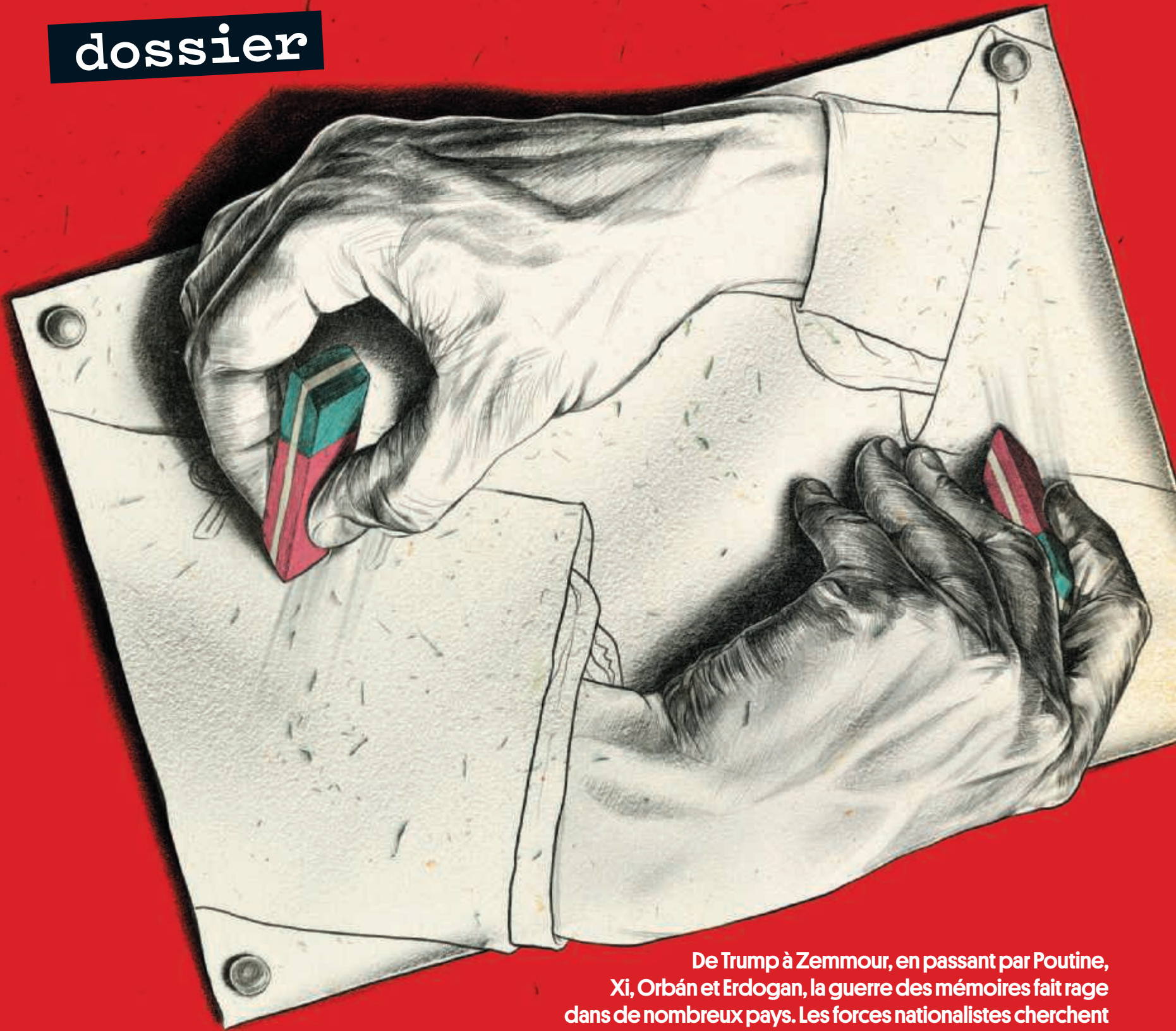
 Courrier
international

FIFDH

4-13 MARS 2022 – GENÈVE

20^e FESTIVAL DU FILM ET FORUM INTERNATIONAL
SUR LES DROITS HUMAINS – FIFDH.ORG

RIGHTS
NOW

dossier

De Trump à Zemmour, en passant par Poutine, Xi, Orbán et Erdogan, la guerre des mémoires fait rage dans de nombreux pays. Les forces nationalistes cherchent des munitions dans le passé pour mener leurs combats au présent, tordant sans vergogne la vérité historique.

COMMENT LES NATIONALISTES RÉÉCRIVENT L'HISTOIRE

—The Washington Post Washington

Quelques semaines seulement avant de perdre la présidentielle de novembre 2020, Donald Trump s'est rendu aux Archives nationales pour lancer sa Commission 1776, une chimère dont le but était de promouvoir un enseignement "patriotique". Il s'y est posé en défenseur de "siècles de traditions" qui auraient été couronnés, selon lui, par l'adoption de la Constitution américaine, saluée comme l'"aboutissement de mille ans de civilisation occidentale". Cette tradition est menacée, a-t-il encore proclamé, par une gauche radicale qui s'est insinuée partout, notamment dans les conseils d'administration des entreprises, dans les hordes de "débouleurs" de statues et dans le corps enseignant, dont certains membres sournois "tentent d'amener les élèves à rougir de leur propre histoire".

"Nous sommes ici aujourd'hui pour faire savoir que nous ne nous soumettrons jamais à la tyrannie, a déclaré Trump. Nous reprendrons possession de notre pays et de notre histoire."

Largement moquée par les historiens américains, la Commission 1776 a été mise au rancart sans plus de cérémonie dès l'instant où Trump a quitté la Maison-Blanche. La démagogie trumpienne concernant l'histoire américaine ne joue pas moins aujourd'hui un rôle central dans la stratégie du Parti républicain pour regagner la majorité au Congrès de Washington lors des élections de mi-mandat du mois de novembre.

Au-delà des États-Unis, les nationalistes de tout acabit cherchent des munitions dans le passé pour mener leurs combats dans le présent. La question historique – plus exactement la question mémorielle – se retrouve sur les échiquiers politiques du monde entier. Le contexte varie d'un pays à l'autre, mais un nombre croissant de partis de droite et de leaders nationalistes veulent asseoir leur pouvoir en se posant en défenseurs d'un passé glorieux malmené par des ennemis de l'intérieur.

La question ronge la France dans une année électorale à l'issue imprévisible. On la retrouve dans la bouche des démagogues de Pologne et de Turquie, et dans celle des hommes forts de Chine et de Russie. Elle jette de l'huile sur le feu du fanatisme religieux en Inde, la plus grande démocratie du monde, et creuse les fossés politiques dans la plus ancienne [démocratie du monde, les États-Unis], où les ténors du Parti républicain tirent à boulets rouges sur la "théorie critique de la race" et font passer, dans certains États, des lois qui limitent la latitude des enseignants souhaitant aborder les questions de l'interprétation historique, de la race ou de l'identité. Un projet de loi déposé au Texas propose d'interdire les débats sur l'esclavage dans la partie des programmes d'histoire portant sur la lutte pour l'indépendance de cet État qui appartenait alors au Mexique [l'esclavage était interdit au Mexique, ce qui n'arrangeait pas les Texans].

Pour la droite, aux États-Unis mais aussi ailleurs, la mise en lumière récente d'un héritage honteux et embarrassant est la preuve d'un déséquilibre, une forme d'autoflagellation doctrinaire

de la gauche qui malmène la psyché nationale. Et elle offre un terrain propice au développement d'une politique du grief, surtout à l'heure où les vieilles amarres de la politique du xx^e siècle se distendent dans bon nombre de pays, les éloignant des mouillages traditionnels qu'étaient, par exemple, la classe sociale et les intérêts économiques. Au lieu de quoi, ce sont des passions tribales et des mythes d'appartenance qui occupent le devant de la scène – et que les forces politiques à droite cherchent à exploiter.

Gloire aux conquistadors. En septembre dernier, le pape François a écrit aux évêques mexicains à l'occasion du 200^e anniversaire de l'indépendance du pays vis-à-vis de l'Espagne. Il les a exhortés à "reconnaître les erreurs douloureuses" commises par l'Église catholique lors de la conquête et de la colonisation espagnoles du Nouveau Monde. Depuis l'Espagne, Isabel Díaz Ayuso, présidente de la région de Madrid et étoile montante du Parti populaire (conservateur), a répliqué que les conquistadors espagnols n'avaient fait, voilà cinq siècles, qu'apporter "la civilisation et la liberté".

Comment expliquer une telle grandiloquence ? Elle avait pour but de flatter le sentiment nationaliste renaissant dans un pays dont l'histoire récente – la dictature fasciste [de Franco] – reste un sujet brûlant sur l'échiquier politique. Ses alliés et elle espèrent reprendre le pouvoir à un gouvernement de coalition fragile dirigé par les socialistes de centre gauche, mais ils se heurtent à une concurrence grandissante sur leur aile droite, à l'heure où le parti ultranationaliste Vox fait une percée dans les sondages.

En 2019, le gouvernement espagnol, dominé par les socialistes, a opposé une fin de non-recevoir au président mexicain, Andrés Manuel López Obrador, qui réclamait des excuses officielles

pour les exactions perpétrées par les conquistadors. En octobre dernier, Isabel Díaz Ayuso s'en est prise aux politiciens à la fois de Madrid et d'Amérique latine, qui "se sentent obligés d'accuser l'Espagne d'un prétendu péché originel".

On retrouve cet état d'esprit dans un large éventail de contextes politiques. Par exemple en Russie, où le régime de Vladimir Poutine a récemment fait fermer de force Memorial, une organisation pionnière de défense des droits humains qui, entre autres réalisations, a créé une base de données de plusieurs millions de documents recensant les injustices commises à l'époque du goulag.

L'essor de Memorial, grâce à l'affiliation de plusieurs dizaines d'associations, était le signe d'une ouverture nouvelle dans la Russie postsoviétique. Seulement voilà : aux yeux de Poutine, le fait d'exposer au grand jour l'ampleur des atrocités commises sous Staline voilà plusieurs décennies menace le patriotisme ostentatoire qu'il tente de cultiver sous sa férule. À l'occasion d'une audience qui s'est tenue en décembre, un procureur général a demandé : "Pourquoi, au lieu d'être fier de son pays, sorti vainqueur [de la Seconde Guerre mondiale] et qui a libéré le monde entier, [Memorial] nous demande-t-elle de nous repentir pour les pages les plus sombres de notre histoire ?"

Certains descendants des perdants de la Seconde Guerre mondiale posent les mêmes questions. Si l'Alternative pour l'Allemagne (AfD), parti ultranationaliste et anti-immigration, est sorti de l'ombre, c'est notamment du fait des grincements de dents croissants engendrés par la culture mémorielle sur les horreurs de l'Holocauste. En 2017, Alexander Gauland, un des fondateurs du parti, avait suscité un tollé en déclarant que les Allemands pouvaient être fiers des soldats qui avaient combattu pendant la Seconde Guerre mondiale, ajoutant qu'aucun autre pays d'Europe n'avait fait → 32

← Dessin de Miriam Migliuzzi & Mart Klein paru dans la Frankfurter Allgemeine Woche, Francfort.

Décryptage

Poutine en Petit Père des peuples

●●● "Un discours désordonné, incohérent et furieux, difficile à comprendre, mais qui proposait une vision sombre de la gloire nationale renouvelée", résume **Foreign Policy**, commentant la virulente allocution de Vladimir Poutine, le 21 février, prélude à l'invasion de l'Ukraine trois jours plus tard (lire notre dossier de une, pages 6 à 17). "Depuis qu'il est à la tête de la Russie, Vladimir Poutine a consacré beaucoup de temps et d'efforts à contrôler l'histoire", rappelle le magazine américain, qui consacre une longue analyse à la "vision sombre de l'histoire de la Russie" que Poutine a longuement exposée ce soir-là, "mélange de demi-vérités, de fantasmes et de mensonges

par omission", jusqu'à "l'absurdité déroutante d'affirmer que l'Ukraine moderne a été créée par les communistes russes". "Poutine a raconté comment Staline a transmis à l'Ukraine des terres prises à la Pologne, ainsi que des territoires roumains et hongrois. Staline est le bon communiste dans ce récit, le sage père russe qui distribue des terres à ses gracieux sujets. Il n'y a pas de place pour les complications liées aux crimes de Staline ou à sa complicité avec les nazis dans l'invasion de la Pologne en 1939", cingle Kristaps Andrejsons. Le journaliste estonien résume ainsi la vision de l'histoire de l'Ukraine selon le président russe : "Il existait autrefois une grande Russie, dont l'Ukraine n'était qu'une partie.

Les mauvais communistes, comme Lénine et Khrouchtchev et leur successeur, Mikhaïl Gorbatchev, ont divisé cette grande Russie de manière artificielle, créant des divisions là où il n'y en avait pas. Il est implicite que les Ukrainiens qui disent le contraire sont trompés ou manipulés par d'autres. Maintenant, cette vision naturelle doit être restaurée par un leader fort, marchant dans les pas de Staline." Et **Foreign Policy** de conclure : "Il s'agit d'une version simpliste de l'histoire, présentée par un homme fort déterminé à la transformer en une version simpliste de l'avenir : une version dans laquelle tous les soi-disant Russes, y compris les Ukrainiens, s'inclinent devant la puissance de l'empire – et de l'empereur."

Vu

d'Israël

Les Palestiniens gommés des livres d'histoire en Israël

●●● En Israël aussi, on cherche à réécrire l'histoire. Celle de la colonisation des territoires palestiniens. Le quotidien israélien **Ha'Aretz** se fait l'écho des travaux d'Avner Ben-Amos, professeur à l'université de Tel-Aviv : "Ben-Amos estime que les ouvrages scolaires publiés durant les trente années qui ont suivi la guerre de 1967 se caractérisent par un ton général d'autosatisfaction et de fierté sans limite". "Les écoles du pays continuent d'utiliser des livres et des cartes où ne figure pas la Ligne verte", qui marque les lignes officielles d'armistices de 1949 entre Israël et ses voisins arabes, souligne **Ha'Aretz**, et "la question de l'occupation israélienne est rarement évoquée à l'école". Avner Ben-Amos souligne que dans la plupart des livres scolaires "la domination des Juifs et le statut inférieur des Palestiniens sont présentés comme des faits naturels, une situation évidente à laquelle il n'est pas besoin de réfléchir". L'universitaire y voit une "tentative de dissimulation et de censure". "Certains livres d'histoire s'interrompent en 1970", rapporte **Ha'Aretz**. "Une volonté d'éviter de traiter d'un passé potentiellement controversé", selon Ben-Amos. Le quotidien israélien rappelle que les manuels scolaires doivent être approuvés par le ministère de l'Éducation et que "plusieurs publications présentant le point de vue palestinien sur ces questions" ont été refusées ces dernières années.

↳ Dessin de Vlahovic, Serbie.

31 ← davantage pour racheter les fautes de son passé. Un autre membre du parti avait qualifié le Mémorial de l'Holocauste, à Berlin, de "monument de la honte".

L'AfD, qui a décroché des sièges au Bundestag à deux reprises successives, est en train de devenir un acteur incontournable qui propage désormais ses idées grâce aux deniers du contribuable. Le parti séduit particulièrement dans l'est de l'Allemagne, où il trouve l'oreille des électeurs de moins de 30 ans, une génération de jeunes désœuvrés nés après la réunification, moins immunisés contre l'extrême droite que leurs compatriotes de l'Ouest. Sans surprise, la montée en puissance de l'AfD s'est accompagnée d'une recrudescence des actes antisémites.

Plus à l'est, les partis antilibéraux au pouvoir en Pologne et en Hongrie sont allés plus loin encore. Depuis 2018, la Pologne rend passible de sanctions le fait d'associer le pays aux atrocités commises par les nazis sur son sol – un appel du pied à l'électorat nationaliste, malgré l'opprobre international. En Hongrie, Viktor Orbán, aux manettes de longue date, s'affiche comme la tête de pont du front antilibéral. Il colporte un nationalisme chrétien sectaire qui émoustille les intellectuels conservateurs aux États-Unis mais reste en travers de la gorge des technocrates libéraux de l'Union européenne, dont le pays a rejoint le giron en 2004. Son gouvernement a corrigé les programmes scolaires pour y promouvoir la fierté nationale et le patriotisme, occultant certaines défaites historiques et réhabilitant nombre de collaborateurs du régime nazi.

Agitateur identitaire et promoteur de la théorie, marginale il y a encore quelques années, du "grand remplacement" – selon laquelle les Français blancs de souche seraient une espèce en péril – [lire p.34], Éric Zemmour s'est imposé ces derniers mois comme un challenger d'extrême droite à prendre au sérieux dans l'élection présidentielle à venir

en France. Il agrmente son hostilité déclarée à l'entente de l'islam et de l'immigration – ce qui lui a déjà valu trois condamnations pour provocation à la haine raciale – d'une bonne dose de révisionnisme historique.

Nonobstant ses racines juives algériennes, il aboutit le régime de Vichy, qui a pourtant collaboré avec le III^e Reich, et rejette l'idée que la France devrait expier ses péchés coloniaux dans des pays comme l'Algérie – et encore moins lutter contre les inégalités raciales qui rongent actuellement les banlieues*.

Reconquête. Zemmour a accusé le président Emmanuel Macron de "refaire l'histoire de France toujours au détriment de la France", en réaction aux efforts de longue date de ce dernier en faveur d'un débat plus ouvert et plus transparent sur les actions meurtrières de l'Hexagone dans sa guerre contre les rebelles algériens dans les années 1950 et 1960. Macron a déposé l'année dernière une gerbe près du site du massacre de manifestants algériens le 17 octobre 1961 à Paris, qualifié certains aspects du régime colonial français de "crimes contre l'humanité" et créé une commission historique qui a recensé un grand nombre de fautes imputables à l'État français.

La riposte virulente de Zemmour (et d'autres) à ce mea culpa n'est pas passée inaperçue. À l'automne dernier, constatant une montée de la colère nationaliste sur sa droite, Macron est allé jusqu'à provoquer un incident diplomatique avec Alger en remettant en cause l'existence d'une nation algérienne avant la colonisation française. En janvier, il a prononcé un discours revenant sur les souffrances infligées aux *Pieds-noirs**, le quasi-million de colons européens qui ont traversé la Méditerranée pour revenir en France après l'indépendance de l'Algérie. Bon nombre de leurs descendants votent aujourd'hui à droite.

À l'instar d'un Trump, Zemmour a proclamé que sa victoire (encore improbable) sur Macron en avril signifierait la "reconquête du plus grand pays du monde", se drapant dans le glorieux manteau de dirigeants qui ont fait la légende de l'Hexagone, comme Napoléon Bonaparte et Charles de Gaulle. Et si le terme de "reconquête"* – c'est même le nom de son parti – est connoté, c'est à dessein : il renvoie à la grande et sanglante histoire médiévale, dont les batailles des Francs contre l'envahisseur mauresque et la victoire décisive de l'Espagne contre les derniers royaumes musulmans de la péninsule Ibérique, suivie de l'expulsion des juifs et des musulmans.

Constatant une montée de la colère nationaliste sur sa droite, Emmanuel Macron est allé jusqu'à provoquer un incident diplomatique avec Alger en remettant en cause l'existence d'une nation algérienne avant la colonisation française.



Les références de ce type sont monnaie courante dans la politique moderne, particulièrement chez les nationalistes de droite. En Turquie, Recep Tayyip Erdogan a installé, depuis maintenant des années, un nationalisme aux accents religieux adossé au passé impérial ottoman du pays, invoquant ainsi l'héritage d'un califat déchu et répudiant implicitement la laïcité scrupuleuse qui caractérisait la république turque moderne depuis des décennies. Erdogan est le dirigeant qui aura laissé la plus forte empreinte sur son pays depuis le fondateur de la république, Mustafa Kemal Atatürk. Mais là où ce dernier avait engagé une rupture avec l'héritage ottoman à travers son projet de moderniser la Turquie, Erdogan s'en sert pour redorer le blason de son règne presque vingtenaire. Ses contempteurs voient dans sa démagogie les afférences d'un nouveau sultan.

En Inde, à leur accession au pouvoir, en 2014, les nationalistes hindous se sont mis en devoir de fragiliser les fondations pluralistes du pays pour y substituer une identité hindoue plus chauvine et plus politisée dans un pays qui se caractérise pourtant par une grande diversité linguistique, ethnique et religieuse. Ils ont réécrit l'histoire de l'Inde pour lui donner des fondements hindous et assimiler un millénaire de domination musulmane dans certaines régions du pays à une ère "esclavagiste", selon les propres termes du Premier ministre, Narendra Modi.

Des disciples de Modi ont été dépêchés sur le terrain pour rappeler à l'ordre les grandes universités d'État pendant que les sympathisants du BJP, le parti nationaliste hindou au pouvoir, traquent en Inde comme à l'étranger les grands historiens dont les travaux sont jugés antihindous. Plus généralement, c'est un climat de haine qui monte dans le pays : des groupes de défense des droits humains vont jusqu'à évoquer le spectre d'un génocide à l'encontre de la minorité musulmane du pays, de plus en plus marginalisée et diabolisée.

Désenchantement. Pourquoi, alors que nous sommes entrés dans la troisième décennie du XXI^e siècle, le passé pèse-t-il encore si lourd dans le présent ? L'histoire était supposée se terminer, comme le prédisait le politologue américain Francis Fukuyama, à l'aube de la dissolution de l'URSS. Sous-tendue par le capitalisme de marché, la démocratie libérale l'avait emporté sur le socialisme d'État soviétique. La guerre froide terminée, l'avenir allait être façonné – ou devait l'être en tout cas – par la marche sereine d'un libéralisme mondialisé, se jouant des frontières toujours plus insignifiantes du planisphère.

L'universalisme inhérent à la vision du monde de Fukuyama a fait long feu, au gré de guerres ruineuses et de crises financières. La mondialisation a engendré des inégalités béantes au cœur des sociétés. Confortées, les autocraties ont fait la preuve de leur résistance aux vents du changement censés les balayer.

Dans le même temps, les démocraties occidentales semblaient dans une forme de torpeur. Les enquêtes d'opinion confirment une



L'universalisme a fait long feu. Confortées, les autocraties ont fait la preuve de leur résistance aux vents du changement censés les balayer.

apathie et un désenchantement croissants, ainsi qu'un morcellement du paysage politique, et ce sont souvent les factions extrémistes qui montrent le plus de vivacité. Il manque au cosmopolitisme consumériste insipide engendré par la mondialisation la vitalité, l'authenticité et l'aplomb de l'ère politique précédente à l'Ouest. L'antilibéralisme est en marche, assorti d'appels à balayer l'ordre établi pour rendre à la nation sa grandeur. Cette fixation des nationalistes pour le passé s'accompagne toujours d'une vision fantasmée de l'avenir, d'un monde régénéré et renouvelé.

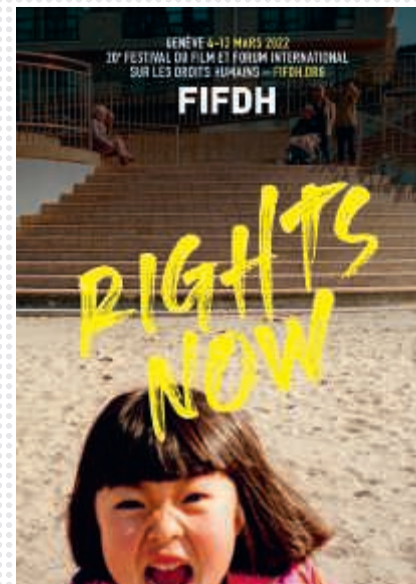
Lignes directrices. Fukuyama a reconnu à plusieurs reprises les limites de sa théorie de départ – aucune refonte des procédures ni réforme technocratique ne pouvait rivaliser avec l'attrait de la politique identitaire et le besoin mal défini néanmoins considérable de reconnaissance – à l'échelle individuelle comme nationale. Résultat, loin de se terminer, l'histoire se retrouve être aujourd'hui la pomme de discorde d'une ère mondialisée fébrile.

Aucun dirigeant n'en a une conscience plus aiguë que le président chinois, Xi Jinping, dont le règne autoritaire est assorti d'un grand projet de révisionnisme historique. Les nouvelles lignes directrices du Parti communiste chinois (PCC) musellent définitivement tout débat sur les fiascos historiques que furent le Grand Bond en avant (1958) et la Révolution culturelle de Mao Zedong (1966-1976), confortant le statut de Xi Jinping de grand héritier et régisseur d'un projet communiste désormais séculaire.

La reconnaissance des "erreurs de gauche" commises par Mao et son régime avait été autorisée voilà quarante ans par Deng Xiaoping, qui allait orchestrer la transformation de la Chine en un géant du capitalisme d'État. Mais Xi Jinping et ses fidèles cadres ont atténué cette vision [partiellement critique de Mao] en vue d'étayer leur légitimité à l'heure où l'économie chinoise marque le pas. L'enjeu est de taille, et Xi Jinping promeut un nationalisme décomplexé qui ne doit pas laisser de place au doute. Les autorités de Pékin s'en prennent désormais à ceux qui se rendent coupables d'un "nihilisme historique" qui "déforme l'histoire du parti" et "met en cause son autorité". → 34

Partenariat

Cinéma et droits de l'homme



●●● Du 4 au 13 mars, à Genève (Suisse), aura lieu la 20^e édition du Festival du film et forum international sur les droits humains (FIFDH), un événement dont *Courrier international* est partenaire.

En vingt ans d'existence, le FIFDH est devenu incontournable. "En foulant ses salles, en assistant à ses débats et à ses événements, on prend le pouls de la planète, à travers des acteurs marquants et des histoires qui saisissent, écrit **la Tribune de Genève**. On renoue avec des conflits oubliés, on se rapproche d'injustices cachées et on entrevoit aussi ce qu'il est possible de faire pour atténuer, voire effacer certains maux planétaires." Mais le "formidable essor" connu par la manifestation "reste consubstantiel au constat préoccupant qu'en matière de droits humains il y a encore beaucoup de travail à accomplir. Mais encore peut-être qu'il y a deux décennies", regrette une autre quotidien suisse,

Le Temps. Crises sécuritaire et climatique, structures dysfonctionnelles de la gouvernance mondiale, emprise de la technologie : Isabelle Gattiker, présidente du FIFDH, a voulu que cette édition soit "un cri, un hommage à la résistance et à la liberté absolue". Trente-six films (dont vingt disponibles en streaming), vingt débats, huit grands entretiens figurent au programme.

En résonance avec notre dossier de une, une table ronde, intitulée "Mémoires publiques et monuments : l'héritage raciste à Genève en question", aura lieu le 7 mars, à la Maison de la paix.

Éric Zemmour, mentir pour mieux haïr

À force de contre-vérités historiques, Éric Zemmour a fini par rendre audibles les plus racistes de ses propositions. La faute des médias, qui lui ont laissé carte blanche pendant des années, analyse ce journal allemand. La riposte des historiens, via un ouvrage collectif, arrive tard. Suffira-t-elle à rappeler qu'il existe des faits incontestables ?

— *Süddeutsche Zeitung* (extraits)
Munich

Depuis six mois, les débats tournent autour d'un homme qui fait de la politique comme on mène un chantier de démolition. Armé d'un bidon d'essence et d'une allumette. Se trouve-t-il encore quelqu'un à qui il n'a pas instillé la peur d'une guerre civile ? Écoutez Éric Zemmour, il vous l'apprendra, la peur. Et le fait que la concurrence politique perde visiblement son sang-froid n'arrange rien au problème.

Lors de son premier grand meeting [le 13 février], la candidate de la droite, Valérie Pécresse, a évoqué le "grand remplacement". Un boniment d'extrême droite selon lequel les élites mondialistes voudraient remplacer la population "de souche" par des immigrés arabo-musulmans afin de pouvoir continuer à gouverner à leur guise. C'est par Zemmour que le concept s'est immiscé dans la campagne, au point d'être repris aujourd'hui par la candidate des Républicains. La ligne de démarcation naguère infranchissable entre la droite et l'extrême droite n'en finit plus de se brouiller.

À gauche du centre aussi, le pyromane Zemmour fait tanguer ses concurrents. Yannick Jadot, le candidat écologiste, l'a qualifié de "Juif de service" qui banalise l'antisémitisme. Peu importe le contexte dans lequel le terme est employé, il se teinte toujours de ressentiment et de mépris. Mal à l'aise, les socialistes ont pris leurs distances.

Une tentative plus constructive de contention du candidat d'extrême droite vient aujourd'hui de la science. Début février, 16 historiens et historiennes ont publié un ouvrage collectif : un livret intitulé *Zemmour contre l'histoire* [Gallimard, 2022]. Leur objectif est de montrer que Zemmour fait mentir les sources, les preuves historiques et la recherche, afin de prêter à son idéologie droitiste des racines séculaires. Le fait qu'ils se soient limités à 64 pages montre bien l'importance que les historiens accordent à cette publication : mieux vaut braquer les projecteurs quelques jours [sur le sujet] que devoir supporter plus longtemps ce révisionnisme rampant.

"Il faut mentir le passé pour mieux faire haïr le présent", lit-on en préambule de cet ouvrage collégial sur la conception zemmourienne de l'histoire. Le livret, publié chez Gallimard, fait un peu l'effet d'un geste désespéré. Un "coup de gueule" de la science, qui, depuis des années, doit assister aux velléités de Zemmour de réécrire l'histoire de

France. En 2014 déjà, il affirmait sur les plateaux de télévision que le régime de Pétain avait sauvé des Juifs français pendant la Seconde Guerre mondiale. À l'époque, Zemmour était encore un journaliste dont les provocations passaient pour une forme de sport de combat et non pour des analyses au sens strict. Aujourd'hui, Zemmour s'exprime en tant que candidat à la présidentielle. Ses mensonges n'ont pas changé, mais il les profère désormais avec une nouvelle autorité.

Dans une interview diffusée sur les ondes d'Europe 1, Zemmour déclarait ainsi, en septembre dernier : "Vichy a protégé les Juifs français et donné les Juifs étrangers", reprenant la vieille fable des esprits revanchards qui veulent affranchir la France de sa responsabilité dans l'extermination des Juifs. Aujourd'hui, le débat s'est envenimé à tel point en France qu'un mensonge n'est plus dénoncé comme tel. Zemmour bonimente, et les équipes de *fact-checking* vérifient si ses affirmations tiennent debout. "Pétain a-t-il vraiment sauvé des Juifs ?" s'interrogent les journaux. Même si la réponse des historiens n'a jamais fait un pli : non.

Assimilation. C'est grâce à CNews si bon nombre de disciples de Zemmour le tiennent pour un fin connaisseur de l'histoire de France. Peu importe que l'homme n'ait pas étudié l'histoire, mais les sciences politiques : deux années durant, de 2019 à 2021, la chaîne a laissé Zemmour seriner ce que bon lui semblait pendant une heure, en première partie de soirée. Il en a profité pour polir son habitus : il se pose en érudit touche-à-tout, s'enflamme pour Hugo et Napoléon, tout en tirant à boulets rouges sur les immigrés, les musulmans, les féministes, la gauche, la justice, le monde politique. Ceux qui le suivaient tous les soirs ont de lui l'image d'un grand-bourgeois lettré qui couve d'un œil enflammé la grandeur passée de l'Hexagone. Et qui se permet dès lors de porter sur le présent des jugements à l'emporte-pièce.

On pourrait ranger Zemmour dans la tradition des tenants du "roman national". Comme un de ces conservateurs qui se cramponnent à une image glorieuse de la France et qui colportent le récit d'une nation héroïque. Sauf que Zemmour va bien plus loin. Il entend réécrire ce roman national. Et sa vision du pétainisme est, ici, déterminante. Zemmour emboîte le pas des penseurs réactionnaires qui souhaitent affranchir le maréchal collaborateur de sa culpabilité.

L'antilibéralisme est en marche. Cette fixation des nationalistes pour le passé s'accompagne toujours d'une vision fantasmée de l'avenir, d'un monde régénéré et renouvelé.

33 ← Pékin a effacé sur les réseaux sociaux des millions de posts qui reflétaient ce "nihilisme", tout en rendant passible de sanctions la propagation de "rumeurs" sur l'histoire du parti. Ce durcissement de la ligne officielle s'accompagne d'une restriction draconienne des libertés politiques à Hong Kong et d'une répression des minorités ethniques à la périphérie occidentale de la Chine.

Anxieux de préserver son pouvoir, Xi Jinping n'en a pas moins fait montre d'un aplomb à toute épreuve lors de la célébration, l'année dernière, du centenaire du Parti communiste chinois. Il arborait une veste Mao et a proclamé que la montée en puissance du pays sur la scène internationale s'inscrivait dans "un processus historique irréversible".

Une conviction que les nationalistes d'ailleurs, comme Trump, ne sont pas forcément prêts à accepter, mais qu'ils comprennent à coup sûr.

— *Ishaan Tharoor*
Publié le 11 février

* En français dans le texte.

Verbatim

La politique des petits bras musclés

●●● Le journaliste algérien Adlène Meddi réagissait fin janvier pour *Middle East Eye* (MEE) à la dernière sortie d'Éric Zemmour. Le désormais candidat à la présidence française analysait les relations algéro-françaises. Après avoir écarté toute "repentance" de la France, il avait estimé que, si elle a colonisé l'Algérie pendant cent trente ans, elle n'avait été ni la première ni la seule puisque, selon lui, "l'Algérie a toujours été une terre de colonisation, par les Romains, les Arabes, les Turcs, les Espagnols", avant d'ajouter : "Aux dirigeants algériens, je dis : on parle entre hommes." Pour l'éditorialiste de MEE, ces propos trahissent, chez Éric Zemmour, "son obsession de la brutalité et son racisme". Ce "langage de caïd" porte la volonté d'inscrire "les questions mémorielles et l'immigration" dans une certaine "virilité" de position. Une vision viriliste qui traverse tout le champ idéologique et sémantique de l'extrême droite, laquelle reste obsédée par "l'émasculation de l'homme blanc" et "la puissance libidineuse des hordes arabes et noires".

Il faut dire que si le régime de Vichy – qui a organisé la déportation de 36 000 Juifs entre les seuls mois de juillet et novembre 1942 – est réhabilité, le projet de Zemmour en aura l'air moins monstrueux. Parmi les mesures qu'il porte figure le renvoi, en cinq ans, de 2 millions d'étrangers installés sur le sol français.

Les violences du passé étant normalisées, celles du présent le sont également. Son raisonnement est le suivant : Pétain a protégé les Juifs qui étaient intégrés. De la même manière, Zemmour ne s'en prendra qu'aux étrangers qui refusent de s'assimiler. La réécriture de l'histoire servira donc d'arme dans ce choc des civilisations. La politique, pour Zemmour, ce n'est pas la recherche de solutions concrètes, c'est une bataille idéologique.

Instrumentalisation. C'est en voyant les historiens épilucher les époques l'une après l'autre pour réfuter ses affirmations, siècle par siècle, que l'on prend la mesure de l'instrumentalisation zemmourienne de l'histoire de France. *Zemmour contre l'histoire* commence ainsi au v^e siècle. Non, Clovis n'a pas été "jeté dans les poubelles [de l'histoire]" par les historiens. Et non, la première croisade, au xi^e siècle, n'a pas été une "victoire française". Et non encore, le massacre de la Saint-Barthélemy, en 1572, n'a pas été une réaction légitime des catholiques au "fondamentalisme huguenot". L'interprétation zemmourienne de l'histoire mêle sans discernement une France d'Épinal, l'antisémitisme, l'islamophobie et une bonne dose de royalisme. En bonne logique, la Révolution française n'a été rien d'autre qu'une "catastrophe nationale". Dreyfus était-il véritablement innocent ? Nul ne saurait le dire. Et si l'armée française s'est livrée à la torture en Algérie, peut-être les victimes l'avaient-elles cherché.

L'équipe de Zemmour se contrefiche de la contre-attaque des historiens. Elle se réfugie d'abord derrière les origines de Zemmour : l'homme est juif né de parents algériens, comment pourrait-il être antisémite ? Par ailleurs, dans la lignée d'un Steve Bannon, la stratégie de Zemmour prend soin de dépeindre l'histoire comme une discipline controversée, où le moindre fait est sujet à débat.

Et, comme pour balayer définitivement toute critique, le directeur de la stratégie numérique de Zemmour, Samuel Lafont, a déclaré sur BFM TV : "Je ne suis pas sûr que ces historiens soient très écoutés des Français."

Les derniers chiffres des ventes disent le contraire. *Zemmour contre l'histoire* faisait partie des meilleures ventes de la Fnac [mi-février]. Chez les libraires parisiens, le stock est parti en quelques jours. Il a fallu rééditer une semaine après la parution. Ceux qui n'ont pas envie de lire pourront toujours visionner la série de vidéos consacrée au sujet en appui du livret.

— **Nadia Pantel**
Publié le 16 février

* En français dans le texte.



DANS NOS ARCHIVES

courrierinternational.com

La nouvelle dialectique de l'histoire

● Le vent de révisionnisme historique dont nous parlons dans ces pages ne peut être dissocié, tout au moins en Occident, d'un autre travail de "réécriture" mené en parallèle. Si certains, à droite, voudraient verrouiller le récit historique, c'est en partie parce que d'autres, à gauche, explorent de nouveaux angles de recherche et œuvrent à corriger

la place jusque-là accordée aux minorités – et inversement.

L'antagonisme de ces deux mouvements nourrit régulièrement l'actualité.

Vous retrouverez sur notre site nombre d'articles de la presse étrangère qui relatent et commentent les polémiques et débats ainsi suscités.

En 2019, *The New York Times Magazine* avait ainsi fait

couler beaucoup d'encre avec son "projet 1619". Il posait comme acte de naissance des États-Unis l'arrivée d'un premier navire négrier dans une colonie britannique d'Amérique du Nord, en août 1619, et détaillait à quel point l'esclavage avait façonné, et façonnait encore, quatre cents ans plus tard, la politique, l'économie et la société américaine. Dans l'article "La tragique histoire du sucre aux États-Unis", le magazine analysait l'essor de l'industrie sucrière en Louisiane à l'aune de ce sinistre passé. La miniserie documentaire *Exterminez toutes ces brutes*, du cinéaste haïtien Raoul Peck, sur le site d'Arte jusqu'au 31 mai, offre un excellent récapitulatif d'un tel travail de mémoire. Comme nous l'expliquons dans notre revue de presse, *Exterminez toutes ces brutes*, œuvre colossale sur la suprématie blanche, retrace avec brio, d'un point de vue non occidental, l'histoire du colonialisme, de l'esclavagisme et de l'extermination des peuples autochtones.

Il n'y a pas qu'aux États-Unis qu'on débat de déboulonner les héros du passé. À Bristol, au Royaume-Uni, la statue du négrier Edward Colson (1636-1721) a été mise à bas en 2020. "Tant mieux si les statues des esclavagistes tombent !" s'est crié un chroniqueur de l'hebdomadaire conservateur *The Spectator*, tandis que d'autres titres de la presse britannique commentaient une proposition du Premier ministre Boris Johnson : pourquoi ne pas ajouter des statues plutôt qu'en retirer ?

Impossible également de ne pas rappeler les débats sur les collections des musées d'histoire et d'ethnologie occidentaux, et la question de la restitution des œuvres spoliées par les puissances coloniales.

Les articles que nous leur avons consacrés sont rassemblés sur notre site, sous l'expression clé : "Restitution des biens culturels".

↓ Dessin de Ruben L. Oppenheimer, Pays-Bas.



trans-
versales.



économie

“Travailler moins pour vivre heureux”

Anthropologie. Selon le chercheur James Suzman, nous devrions nous inspirer de nos ancêtres chasseurs-cueilleurs et repenser radicalement notre rapport à l'activité professionnelle.



—Die Zeit *Hambourg*

Rares sont ceux que le travail comble et qui n'y consacrent pas trop de temps, affirme James Suzman. L'anthropologue [sud-africain] qui étudie nos ancêtres de l'âge de pierre a longtemps vécu aux côtés des Ju'hoansi [de la communauté des Bochimans] dans le désert du Kalahari, en Afrique australe. Ils s'en tirent mieux que nous, assure le chercheur à l'université de Cambridge [au Royaume-Uni].

DIE ZEIT Dans votre livre [*Travailler : la grande affaire de l'humanité*, éd. Flammarion,

2021], vous expliquez que nos ancêtres travaillaient moins que nous mais étaient plus heureux. Comment êtes-vous parvenu à une telle conclusion ?

JAMES SUZMAN Nos ancêtres chasseurs-cueilleurs ne travaillaient que pour satisfaire leurs besoins, pas plus. La recherche archéologique établit qu'ils ne consacraient que quinze à dix-sept heures par semaine à la quête de nourriture. Le reste du temps, ils ne travaillaient pas. Ils ne faisaient pas de provisions et cessaient de chasser dès qu'ils avaient rassemblé ce dont ils avaient besoin pour la journée. Le terme de “travail” que nous connaissons aujourd'hui

n'existait même pas pour eux. À l'inverse, nous consacrons un temps insensé au travail, même lorsqu'il n'y a rien d'utile à faire. Et même quand nous n'avons plus besoin de travailler pour satisfaire nos besoins. Dans notre société, les gens qui ne trouvent pas de travail sont même sanctionnés, c'est absurde ! Mais je ne dis pas pour autant que tout est épouvantable aujourd'hui. Je veux plutôt tirer les leçons du passé.

Essayons de tirer des leçons, alors. Travailler moins rend-il vraiment plus heureux ?

Cela dépend de la façon dont on occupe le reste de son temps.

Durant la majeure partie de l'histoire, les gens n'occupaient pas d'emploi, mais ils avaient de quoi s'occuper. L'idée d'avoir moins de travail nous fait paniquer, nous, les modernes. Mais c'est une aberration, car nos ancêtres s'en sont très bien sortis pendant des millénaires. Ils étaient d'ailleurs bien plus détendus que nous, d'une façon qui nous est presque inaccessible aujourd'hui. Nous craignons que l'oisiveté soit mère de tous les vices. Nous sommes incapables de déconnecter pour de bon : on a mauvaise conscience, on ne peut s'empêcher de penser au prochain dossier. Nos ancêtres étaient beaucoup plus libres une fois leur quête de nourriture achevée que nous ne le sommes à la fin d'une journée de travail.

Que faisaient-ils une fois la chasse et la cueillette terminées ?

Ils faisaient de la peinture rupestre, jouaient de la musique ou bricolaient : ils faisaient tout simplement ce qui leur plaisait. Aujourd'hui, nous sommes tellement habitués à nous voir déléguer du travail que nous oublions de chercher d'autres occupations. Il suffit de repenser au premier confinement pour constater que nous ne sommes pas faits pour rester inactifs. Les premiers jours, nous avons traîné chez nous et regardé Netflix, mais nous avons ensuite profité de ce temps libre pour jardiner, redécouvrir de vieux instruments ou faire du pain. Par nature, l'être humain est plein d'énergie, engagé, et trouve des activités qui lui procurent de la joie. De nos jours, on randonne, on cueille des champignons, on part à la chasse ou à la pêche pendant les vacances, pour se détendre. Nos ancêtres, eux, faisaient ça presque tous les jours.

Mais ils n'avaient pas de système de santé et mouraient plus jeunes.

On ne peut pas dire ça. Beaucoup d'entre eux ont vécu une longue vie, une fois surmontée la période difficile de l'enfance. Il faut dire qu'ils avaient une alimentation très saine et bougeaient beaucoup. Ils étaient aussi bien moins stressés que nous et n'étaient pas confrontés à la plupart de nos problèmes modernes, comme la cupidité, la

✓ *Dessin de Beppe Giacobbe paru dans Corriere della Sera, Milan.*

jalousie ou le burn-out. Puisque chacun participait quotidiennement à la recherche de nourriture, il n'y avait pas d'incitation à amasser des provisions. Il n'y avait donc aucune forme de concurrence, de convoitise ou un quelconque esprit de hiérarchie.



INTERVIEW

Vous avez vous-même vécu un certain temps au contact des Ju'hoansi dans le désert du Kalahari, en Afrique australe, dans le cadre de votre doctorat.

À quel point leur vie est-elle proche de celle de nos ancêtres ?

Je n'ai perçu aucune cupidité là-bas, ni aucun besoin de se mettre en avant. De nombreuses choses sont restées intactes, comme autrefois. Au départ, je comptais étudier les identités réprimées et l'influence de l'apartheid sur les Ju'hoansi, mais j'ai découvert à quel point leur mode de vie était épanouissant, et cela m'a paru bien plus intéressant. Le concept de travail n'existe pas chez eux, ils ne considéraient pas leurs tâches comme un fardeau et subviennent chaque jour à leurs besoins. Dans notre monde, rares sont ceux qui ont un travail qui les satisfait vraiment. Beaucoup d'entre nous ont désappris à trouver un emploi qui les rende vraiment heureux. Nous travaillons plutôt pour l'argent, pour satisfaire les besoins que l'industrie nous impose.

Et nous travaillons de plus en plus.

C'est ainsi que fonctionne notre système économique. À défaut d'un poste épanouissant, nous essayons au moins d'utiliser le travail pour satisfaire nos envies matérielles. Mais en fin de compte, l'excitation qu'on ressent à l'achat d'un nouvel iPhone s'estompe vite. On se réjouit pendant quelques heures seulement et on oublie qu'on n'a pas vraiment besoin de cet appareil. Mais nous ne travaillons pas uniquement pour pouvoir acheter des produits inutiles. Le travail constitue également un pan essentiel de notre culture.

C'est-à-dire ?

J'observe qu'avoir un travail est devenu une sorte d'obsession. Nous vouons au travail un culte étrange, qui n'existait pas autrefois. De nos jours, pour être quelqu'un, il faut travailler. En soirée, quand

on vous demande ce que vous faites, ou qui vous êtes, vous répondez la plupart du temps par votre profession. Dans notre culture, le travail est devenu un immense facteur d'identité, c'est sur lui que repose la confiance en soi.

Il y a près de cent ans, John Maynard Keynes annonçait déjà que les machines prendraient un jour en charge une bonne partie des tâches, et que nous ne travaillerions plus alors que quinze heures par semaine. Pourquoi ses prédictions ne se sont-elles jamais réalisées ?

Keynes était un économiste. Et les théoriciens comme lui pensent que toute la vie économique repose sur ce principe : gagner le plus possible en travaillant le moins possible. Keynes était convaincu que tous nos besoins essentiels seraient bientôt comblés et que nous pourrions alors travailler moins et avoir plus de temps libre. Il est vrai que beaucoup de personnes travaillent plus qu'elles n'en auraient besoin pour bien vivre. Mais Keynes a sous-estimé un point : le travail fait partie de notre culture. Il n'a pas pensé au fait que notre identité se fonde sur le travail. Il ne sera pas facile de faire évoluer les mentalités, mais j'ai bon espoir que nous soyons en train d'assister à une prise de conscience.

Pourquoi ?

Avec la pandémie, beaucoup de gens ont compris qu'il y a plus important que le travail dans la vie. Et que le télétravail, par exemple, permet d'être plus efficace et de consacrer moins de temps à son métier. Ils ont aussi pris conscience de l'importance du temps libre. Je ne sais pas si cette dynamique suffira pour faire évoluer les mentalités, mais il y a une chance.

Et nous passerons alors à la semaine de quatre jours pour tous ?

Et pourquoi pas ? Je voudrais que les politiques fassent preuve d'audace, que les gouvernements annoncent en toute franchise vouloir tenter des réformes sans en connaître les conséquences. Nous devrions être prêts à expérimenter autre chose. Je pense notamment au revenu de base universel, qui pourrait permettre aux passionnés de musique de se lancer sans être obligés de griller des steaks dans une chaîne de fast-food pour payer

leur loyer. Je rêve d'un monde du travail qui ne serait pas régi uniquement par le profit.

Mais il faut bien que quelqu'un travaille au développement de vaccins, par exemple.

Croyez-moi, on trouverait quand même des chercheurs. Ici, à Cambridge, je travaille en face des bureaux d'AstraZeneca. Dans un monde du travail différent, les collaborateurs d'AstraZeneca auraient quand même cherché des vaccins. Il est même probable que davantage de personnes y auraient participé. Des scientifiques qui, dans notre système économique, fuient les laboratoires pour rejoindre les entreprises leur garantissant une meilleure sécurité de l'emploi. Je connais tellement d'universitaires qui pourraient travailler sur des projets qui ont du sens, mais qui gâchent leur talent dans des entreprises. J'ai moi-même travaillé pendant sept ans pour un producteur de diamants [le groupe De Beers] parce que mes recherches ne me rapportaient pas assez. Je suis de retour à l'université, et plus heureux que jamais. Quand on demande aux enfants ce qu'ils veulent faire plus tard, ils répondent souvent pompier, médecin ou policier. Mais la plupart d'entre eux finissent dans des cabinets de conseil ou des centres d'appels. Si le monde du travail était différent, ils pourraient poursuivre leurs rêves, faire un métier qui a du sens et, surtout, travailler moins. Et être plus heureux.

— **Propos recueillis par David Gutensohn**

Publié le 18 janvier

Bio express



JAMES SUZMAN

Le Sud-Africain James Suzman, 50 ans, est chercheur en anthropologie sociale à l'université de Cambridge, au Royaume-Uni. Il est l'auteur, entre autres, de *Travailler : la grande affaire de l'humanité* (éd. Flammarion, 2021).



ENVIRONNEMENT

L'eau vive du Sahara

Patrimoine. Dans les oasis du Grand Sud algérien – où l'eau est si précieuse – s'est développé un ingénieux système d'irrigation, les foggaras. Mais il est aujourd'hui remplacé par les pompes automatiques, menaçant tout un écosystème.



↑ **Système d'irrigation traditionnel dans l'oasis de Timimoun, en Algérie.**

Photo Frans Lemmens/Alamy/Photo12

— **Daraj Beyrouth**

Le Sahara algérien renferme l'un des plus anciens systèmes d'irrigation et d'alimentation en eau au monde, nommé *el-foggara*. Ce système est aujourd'hui menacé d'extinction, ce qui pourrait entraîner le dessèchement de nombreux palmiers et la désertification de nombreuses oasis.

D'après les historiens, les premières foggaras auraient été construites en Iran au XI^e siècle. Ces réseaux de puits reliés à une nappe d'eau souterraine située à haute altitude permettent d'acheminer l'eau en aval, jusqu'aux terres habitées et cultivées où elle est utilisée, entre autres, pour l'irrigation et la consommation. Alors que le changement climatique se poursuit, les peuples de ces régions sont eux aussi témoins des lentes transformations que subit leur environnement. [Néanmoins], les habitants d'Adrar, dans le sud-ouest de l'Algérie, s'en remettent encore à leurs

foggaras, qui alimentent la région en eau potable depuis des décennies.

Tous ceux qui se sont un jour rendus dans le désert du Sahara peuvent en témoigner : le temps semble y être suspendu. Pourtant, aucune autre région au monde n'a connu de telles transformations. Il y a onze mille ans, juste après la fin de la dernière période glaciaire, cette région d'Afrique du Nord, aujourd'hui aride, était recouverte de végétation verdoyante et d'eau douce.

Saleh Talbi, 39 ans, craint que ses deux enfants n'aient jamais l'occasion de connaître les foggaras ni de comprendre leur fonctionnement. *“Quand j'étais petit, nous avions de l'eau en permanence, grâce à une foggara nommée Elswihla El-Belkassmya. On utilisait cette eau pour boire, se laver, se baigner, c'était notre système de canalisation. Malheureusement, notre foggara est tarie depuis cinq ans, car le niveau de la nappe phréatique est trop bas”*, déplore-t-il.

Comme Talbi, de nombreux Algériens estiment que l'eau fournie par ces réseaux de puits est plus propre et plus pure que celle du robinet. Les foggaras ne tiennent pas seulement lieu de canalisations pour alimenter les hommes en eau, elles servent aussi à l'irrigation, elle-même indispensable à la survie d'autres espèces, notamment certains oiseaux migrateurs, → 38

“On utilisait cette eau pour boire, se laver, se baigner, c'était notre système de canalisation.”

Saleh Talbi, VILLAGEOIS

37 ← cervidés ou poissons. Des chercheurs ont d'ailleurs montré qu'il s'agissait du seul système hydraulique adapté à un environnement aride, et qu'il protégeait l'écosystème de la sécheresse. Par ailleurs, les foggaras font appel à des savoir-faire ancestraux et jouent un rôle social via le partage équitable de l'eau.

L'antique ksar de Tamentit, à 15 kilomètres à peine d'Adrar, offre le meilleur exemple de détérioration des foggaras de tout le Sahara. Ce site fortifié, bâti selon des techniques traditionnelles lorsque la

des foggaras, qui ont permis le développement d'une biodiversité unique, avec des variétés de palmiers et des espèces de poissons rares présentes uniquement dans ce type d'environnement.

Cette zone constitue également une étape importante dans le parcours des oiseaux migrateurs. En 2021, 2 466 oiseaux de treize espèces différentes y ont été répertoriés. Mais leur présence diminue, alerte le Bureau des statistiques sur les oiseaux migrateurs : 3 221 individus de vingt espèces différentes avaient été recensés en 2018.

"Il y avait autrefois beaucoup d'animaux qu'on ne voit plus aujourd'hui", explique Mohamed, un ancien de Tamentit. Les foggaras abritaient diverses espèces de poissons, qui nageaient chaque matin jusqu'à l'embouchure en quête de nourriture, car c'est là que poussent les plantes", se souvient-il, un brin nostalgique.

L'assèchement des foggaras inquiète tous les habitants de la région. Les propriétaires d'oasis et les cultivateurs de palmiers dattiers utilisent désormais des pompes pour arroser leurs cultures et les protéger de la sécheresse. Mais cette eau, puisée de plus en plus profondément, est parfois trop chargée en sel pour les cultures.

Empiètement. Aujourd'hui, plus de 47 000 cultivateurs utilisent l'eau des foggaras, et près de 30 millions de palmiers sont arrosés grâce à ces constructions dans les régions du Touat, du Gourara et du Tidikelt [dans le Sahara algérien]. Certains agriculteurs et propriétaires de foggaras ont d'ailleurs déposé plainte contre les cultivateurs qui empiètent sur le territoire des foggaras pour y installer des pompes.

La disparition de ces réseaux d'approvisionnement séculaires ne se traduit pas uniquement par la destruction d'une part importante de l'écosystème naturel de la région. Elle met également en péril un écosystème économique et social implanté depuis de nombreuses générations. Certains métiers vieux de plusieurs siècles sont



aujourd'hui voués à disparaître. C'est notamment le cas des distributeurs d'eaux, *el-kayal*, chargés de répartir équitablement la précieuse ressource entre les cultivateurs de l'oasis.

Les *neffad*, chargés de garantir la bonne circulation de l'eau des puits jusqu'à l'oasis, jouaient également un rôle crucial dans la préservation des foggaras. Chaque année, les habitants se rassemblaient pour effectuer des travaux d'entretien sur les ouvrages, un rituel important pour la cohésion de la communauté. Aujourd'hui, tous ces métiers disparaissent peu à peu.

L'Agence nationale des ressources hydrauliques (ANRH) veille à restreindre le forage de nouveaux puits à proximité des foggaras, afin de les préserver de l'assèchement. "Les foggaras protègent nos oasis de la désertification, car les palmeraies qu'elles irriguent forment une sorte de bouclier contre les tempêtes de sable et l'érosion", explique Taha Ansari, directeur régional de l'ANRH. Parmi les 1 890 foggaras de la région, seules 330 sont encore irriguées et en bon état. Les autres sont complètement inutilisables à cause du sable qui s'est accumulé, faute d'entretien, et des constructions urbaines modernes. "De nombreuses foggaras s'effondrent, principalement à cause de l'urbanisation", regrette Khawla Guerrou, spécialiste en études hydrologiques et directrice de la communication de l'Observatoire des foggaras [d'Adrar].

Plusieurs zones urbaines se sont développées à la surface des foggaras, qui sont désormais traversées par divers réseaux d'assainissement et d'alimentation en eau potable. Or ces installations nuisent à l'intégrité des ouvrages séculaires, car les forages, notamment, endommagent les conduits.

47 000 cultivateurs utilisent l'eau des foggaras, et près de 30 millions de palmiers sont arrosés grâce à ces constructions.

L'Observatoire des foggaras élabore des méthodes de préservation de ce patrimoine. "Nous proposons des technologies modernes, comme des caméras spéciales qui permettent de voir l'intérieur des galeries. Nous formons également des professionnels et fournissons des machines pour extraire la boue accumulée dans les conduits", explique Youcef Boutadara, le directeur de l'Observatoire.

Les générations passées ont bâti une civilisation entière grâce à l'eau offerte par les foggaras et ont créé un système socio-économique qui a perduré pendant des décennies. Mais aujourd'hui, cet héritage est de plus en plus menacé par la modernité.

—Hanan Btash
Publié le 18 janvier

"La désertification s'intensifie et le sable s'accumule."

Salaheddin Al-Idrisi,
HABITANT D'ADRAR

région était encore un carrefour marchand pour les caravanes traversant le désert, est unique en son genre. Bien que peu d'Adraris y vivent encore, le ksar, particulièrement bien conservé, est apprécié des touristes.

Salaheddin Al-Idrisi et d'autres jeunes Adraris tentent de préserver les foggaras de la région. Avec quelques amis, il a créé l'Organisation spéciale pour la protection des foggaras et de l'oasis de la région de Tamentit. "Seuls trois des 360 foggaras de Tamentit fournissent encore de l'eau potable. Malheureusement, nous craignons qu'elles s'assèchent à leur tour, ce qui sonnerait le glas de toute cette oasis historique, regrette le jeune homme. C'est la conséquence directe du manque d'entretien des foggaras. Résultat, la désertification s'intensifie et le sable s'accumule."

En 2002, la zone humide de Tamentit et l'oasis d'Ouled Yahia, dont la superficie totale est estimée à 12 000 hectares, ont été inscrites sur la liste des écosystèmes protégés dans le cadre de la convention de Ramsar [traité international pour la conservation des zones humides]. La région doit sa classification à la présence



SOURCE

DARAJ

Beyrouth, Liban
daraj.com

Daraj, "Escalier", est un site d'information alternatif né en 2017 à Beyrouth. Son équipe rédactionnelle est composée de journalistes professionnels du Liban et d'autres pays arabes. Par ses rubriques, le site tranche avec les médias arabes traditionnels, en accordant une vraie place au reportage et à l'enquête. Plusieurs de ses sujets sont aussi rares, voire inexistant, dans les autres médias de la région : droits civiques, *gender*, *libido*, *homosexualité*, *fake news*...



DANS NOS ARCHIVES

courrierinternational.com

En 2017, le journal indien **The Hindu** racontait comment la redécouverte et la restauration d'un réseau oublié d'aqueducs souterrains et de puits vieux de près de six cents ans dans la région de Bidar, dans le sud du pays, permet à cette zone aride de résister à la sécheresse. Un article à retrouver, traduit en français, sur notre site.

LE PEUPLE REPREND-IL LA PAROLE ?

avec Nadia Pantel, journaliste
et Marc Lazar, historien
Jeudi 10 mars - 19h
Médiathèque Françoise Sagan
(8, rue Leon Schwartzberg, 10e)

Modération : Delphine Veaudor, journaliste
à *Courrier international*, partenaire de cette rencontre du cycle
"Jeudis de l'actualité" des bibliothèques de Paris.

Entrée libre, sur réservation : 01 44 78 80 50
bibliocite.fr/evenements



bibliocité :

360

MAGAZINE

Écrasons-nous dans les bois • Série 44
 À Dakar, la "première dame" du graffiti • Culture . 46
 Rebecca Gomperts, militante pro-IVG • L'entretien . 48

Cousu de fil rouge

La Néerlandaise Laura Chen n'a pas connu son grand-père chinois, réfugié aux Pays-Bas. Mais depuis quelques années, cette étudiante en photographie retisse le fil de son histoire à l'aide de photos retrouvées dans de vieux albums.

Au départ, il y a une pile d'albums de photographies en noir et blanc : ceux d'une partie de la famille de Laura Chen. Voici quelques années, elle décide de les numériser. "J'ai pris soudain conscience que nous risquions de les perdre, et, avec eux, les souvenirs et les histoires qui s'y rattachent." De page en page se dessinent les grandes étapes de la vie d'un homme, le grand-père paternel de Laura Chen, décédé avant sa naissance. Issu d'une famille de notables de Wenzhou, sur la côte est de la Chine, l'aïeul avait fui, au début des années 1930, les troubles liés à la guerre civile dans son pays. En 1946, il se marie à La Haye, aux Pays-Bas, avec une Néerlandaise. Deux ans plus tard, il ouvre avec trois associés le premier restaurant chinois de la ville, et mène ce qui semble être une vie relativement conventionnelle dans l'Europe occidentale de l'après-guerre.

Après avoir scanné ces bribes d'un destin pris dans les courants de l'histoire du xx^e siècle (un seul membre de la famille de son grand-père a survécu à la prise de pouvoir par les communistes, et jamais il n'est retourné dans son pays), Laura Chen les range dans un dossier et les oublie dans un coin de son ordinateur. Un an plus tard, alors qu'elle cherche un sujet dans le cadre de sa maîtrise de photographie à Londres, l'évidence lui saute aux yeux : ces images vont lui permettre d'explorer son identité. "Je suis néerlandaise, mais il peut m'arriver d'oublier que je suis aussi pour un quart chinoise, confie-t-elle. Un quart, ça ne paraît pas beaucoup, cela n'a pas d'effet dans ma vie au quotidien. Mais je suis curieuse de cet héritage."

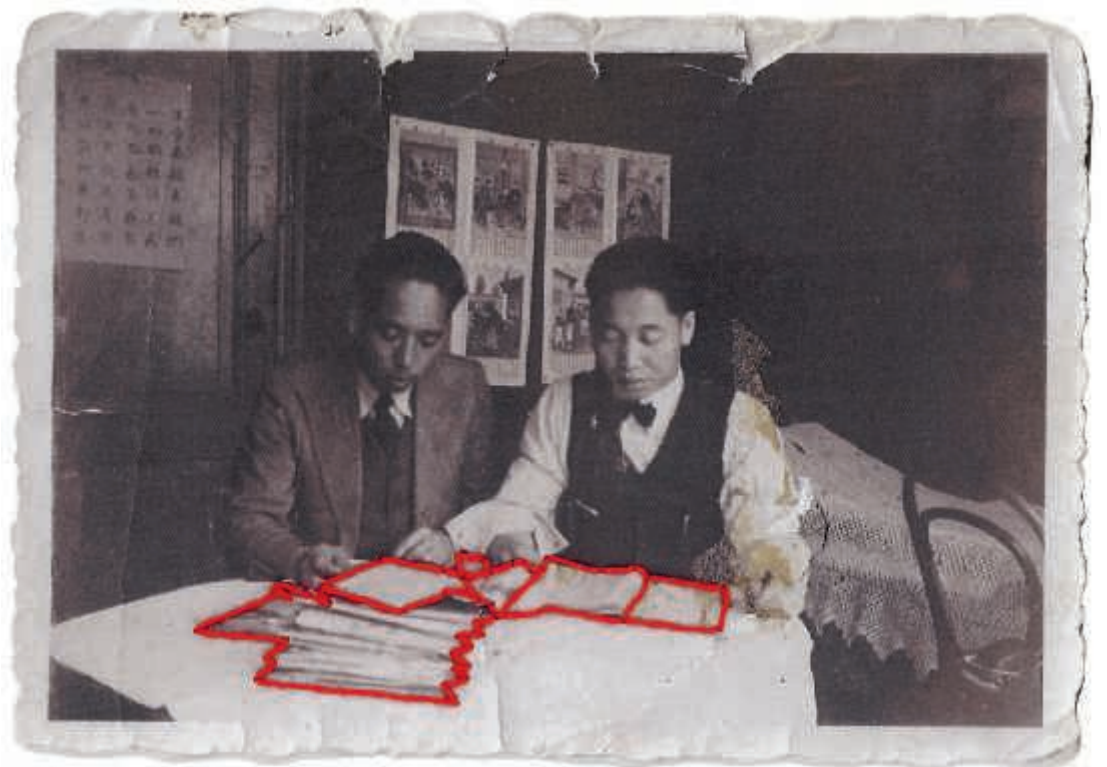
Commence alors un patient travail d'appropriation. Laura Chen se laisse attirer par certains clichés, qui parfois

se font écho à des décennies d'écart. Telle une couturière de l'image, elle imprime, découpe, colle, recouvre, superpose et rassemble les pièces d'un patchwork photographique aussi fascinant qu'énigmatique. Qui est, par exemple, cet homme (probablement un ami) qui pose aux côtés de son grand-père à différents moments de sa vie? Laura Chen ne le saura peut-être jamais. "Je me suis embarquée dans ce voyage en sachant que je ne pourrais probablement jamais arriver au bout."

Plutôt que de buter sur les blancs et les pièces manquantes, elle décide d'en jouer. Par exemple, elle s'empare de la métaphore du "fil rouge du destin" (une légende chinoise selon laquelle un lien invisible relie par les chevilles ceux qui sont destinés à se rencontrer un jour) en brodant littéralement les contours de certains motifs ou personnages sur les photos. Sur l'une d'elles, on voit le grand-père de Laura Chen jeune, tirant à la carabine lors d'une fête foraine. À côté de lui, la jeune femme a placé une image presque similaire de son père au même âge, prise elle aussi durant une fête foraine.

Résonances et transparences sont les maîtres mots de cette série : là, apparaît en palimpseste un acte de naturalisation; ailleurs, le menu ou la carte de visite du restaurant du grand-père de Laura Chen. Certains visages sont recouverts de rouge, avec de l'encre pour sceau chinois telle qu'en utilisait la famille disparue de ce grand-père. Autant de traces d'une mémoire dont les contours s'estompent mais ne disparaissent pas.

— **Courrier international**



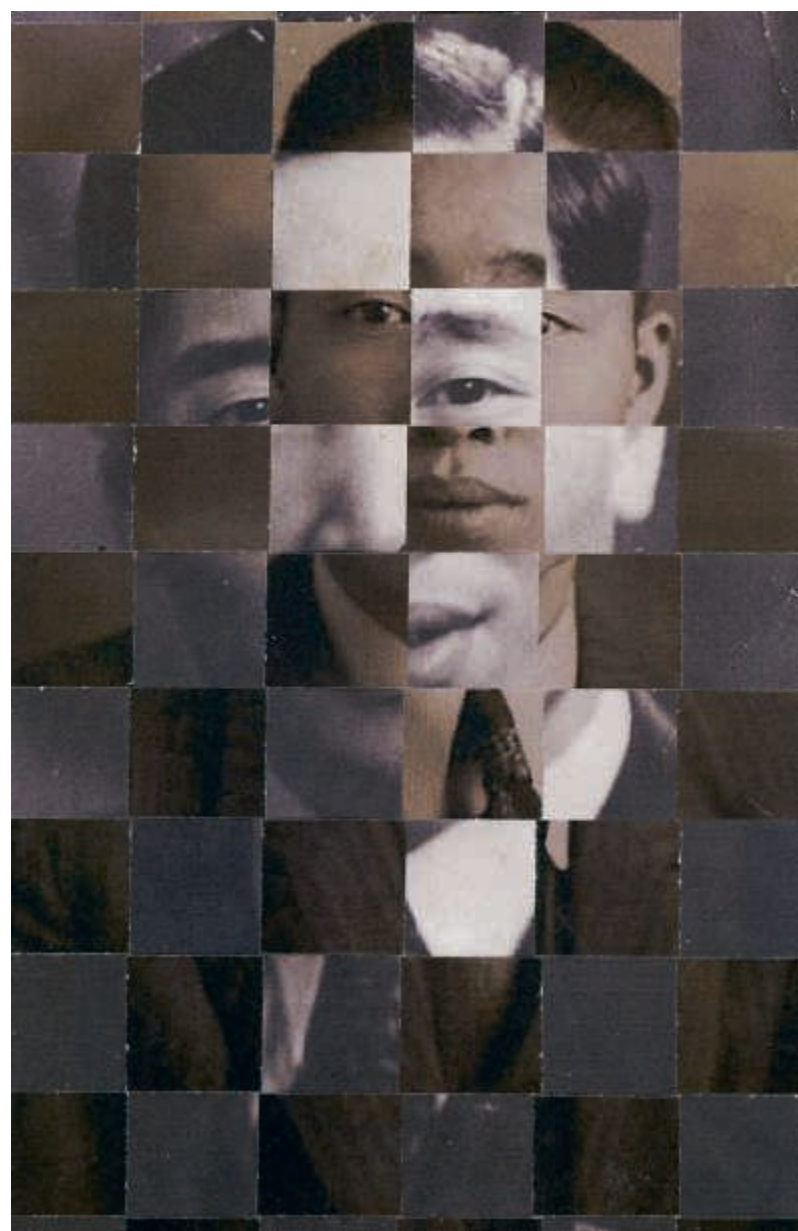
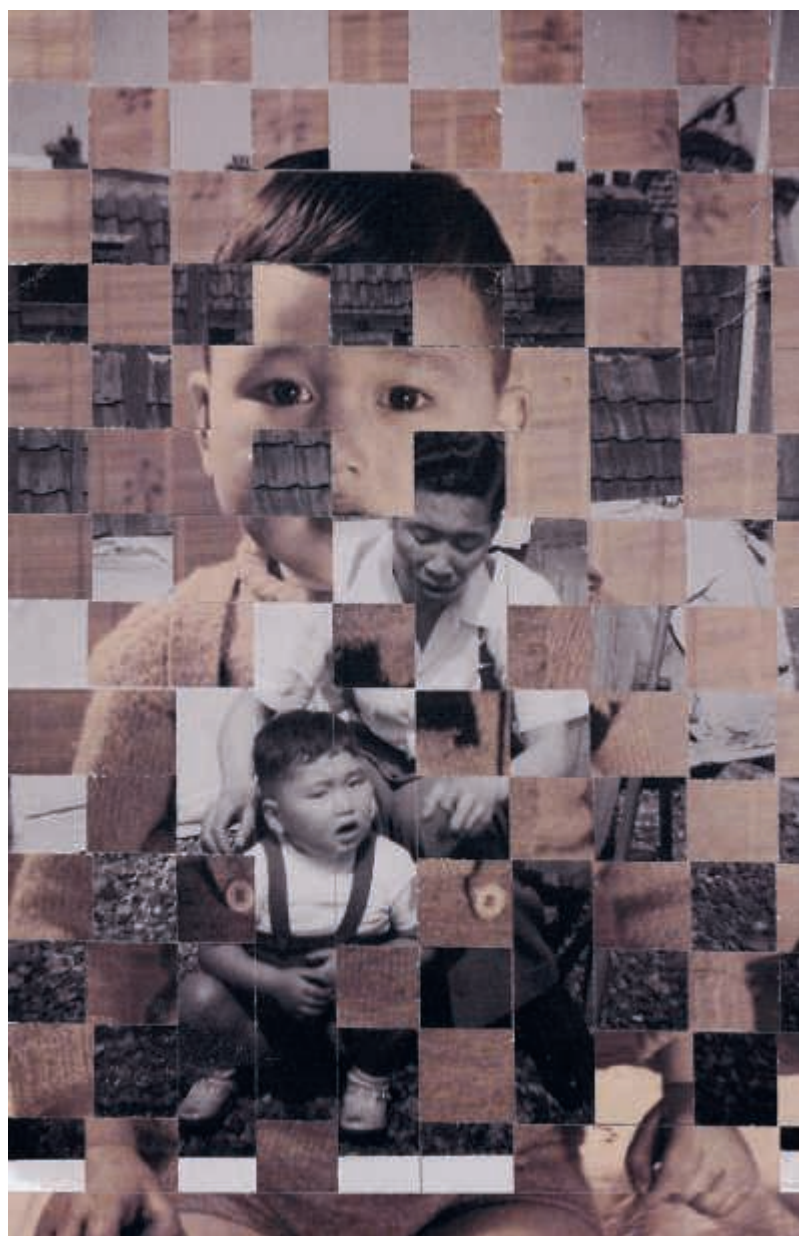


La photographe

LAURA CHEN

Née en 1997 à Voorburg, près de La Haye, aux Pays-Bas, Laura Chen a achevé en 2020 un premier cycle universitaire de photographie à l'université de Birmingham, au Royaume-Uni, qu'elle complète actuellement par une maîtrise de photographie à l'université de Westminster, à Londres. Sa série "Words From Dad", dont nous publions ici des extraits, a été sélectionnée dans le dernier numéro de *Foam Magazine* (une revue photographique éditée par le musée de la Photographie d'Amsterdam) consacré aux jeunes talents de la photo. Tous ses projets sont à retrouver sur son site, laura-chen.com.





plein écran.



—The New York Times
(extraits) New York

Il y a quatre ans, Ashley Lyle lisait un article évoquant une éventuelle adaptation de *Sa Majesté des Mouches*, de William Golding, ce classique de 1954 où des jeunes garçons d'un collège privé reviennent à l'état sauvage sur une île déserte. Dans cette nouvelle version, les garçons seraient remplacés par des filles. Ashley Lyle, productrice et scénariste, a été surprise par les commentaires sous l'article, qui bien souvent jugeaient peu crédible l'idée que les filles puissent sombrer dans la barbarie. Lors d'une interview en visio depuis la maison de Los Angeles qu'elle partage avec Bart Nickerson, son mari et partenaire en production, Ashley Lyle évoque le commentaire d'un homme qui disait : "Qu'est-ce qu'elles vont faire? S'écharper au sujet du partage des tâches?" Et elle a immédiatement pensé que ce type n'avait aucune idée de ce que pouvaient vivre des adolescentes.

Contrairement à Ashley Lyle. Elle se souvient très bien de cette période, et des relations qu'elle a pu nouer, "sans doute les plus importantes de [son] existence". (Elle s'interrompt ici, pour s'excuser auprès de son mari qui vient de rejoindre l'appel.) Elle n'a pas non plus oublié la dureté de certaines relations. "Il y avait une fille au lycée qui avait empoisonné l'assiette d'une

Écrasons-nous dans les bois

Sombre et riche en rebondissements, la série américaine *Yellowjackets* suit un groupe de lycéennes rescapées d'un crash d'avion. Ce tableau aussi juste qu'original de la sauvagerie de l'adolescence est à découvrir sur Canal+.

autre juste pour s'amuser, raconte-t-elle. *Ce qui montre bien que l'ambiance entre filles n'est pas toujours rose.*"

Et donc lors de promenades quotidiennes avec leur chien, en randonnée et à table, Ashley Lyle et Bart Nickerson ont imaginé *Yellowjackets*. Une série qui montrerait le côté obscur des amitiés féminines. (Elle et son mari sont les créateurs du programme, avec Jonathan Lisco.) L'histoire se passe à la fois en 1996 et dans le présent. *Yellowjackets* met en scène une équipe

de football féminine dont l'avion s'écrase alors qu'elles se rendent à un championnat. La partie de l'histoire qui se déroule en 2021 suit les survivantes de l'accident alors qu'elles abordent la quarantaine et restent hantées par leur passé.

C'est une série pour tous ceux qui se demandent ce qui se serait passé si l'expédition Donner [un groupe de pionniers américains coincés par la neige dans la Sierra Nevada à l'hiver 1846-1847, qui ont eu recours au cannibalisme] avait été uniquement

composée de femmes. *Yellowjackets* est un mélange de film d'horreur ésotérique, d'histoire de survie en milieu hostile et de mystère qui traverse le temps. C'est également, sur les deux périodes, un thriller psychologique démentiel.

Survivre. Cannibalisme, meurtre rituel, opération chirurgicale improvisée, folie sous toutes ses formes et tentatives d'empoisonnement, la série dissèque la cruauté féminine à l'adolescence – avec ou sans catastrophe d'avion – et les répercussions que cette cruauté a sur la vie des femmes. "Je voulais raconter la vie d'adolescentes d'une manière qui semblerait très réaliste", expose Ashley Lyle.

La télévision s'est toujours passionnée pour les histoires de rescapés et ce qui se passe quand un groupe de personnes sont isolées du reste du monde. *Yellowjackets* s'inscrit dans cette veine et propose une sorte de *Lost* en version féminine. Ces dernières années, plusieurs séries, dont *Orange Is the New Black* [sur Netflix] et *Y, le dernier homme* [sur Disney+], ont également exploré le thème d'une société exclusivement composée de femmes. Tout en offrant une alternative aux structures de pouvoir patriarcales, les personnages de ces séries n'échappent pas aux conflits et à la division. Qui croit encore que les femmes sont plus douces, plus généreuses et plus posées que les hommes?

← Taissa (Jasmin Savoy Brown) et Lottie (Courtney Eaton) dans une scène de *Yellowjackets*. Photo 2021 Creative Engine Entertainment, Entertainment One

Plus ou moins inspiré du crash d'avion survenu dans la cordillère des Andes en 1972 [et dont une équipe uruguayenne de rugbymen avait été victime], *Yellowjackets* explore ces thèmes. Il imagine la survie en milieu hostile et l'effondrement des conventions sociales à travers un prisme féminin. "Il y a une façon très féminine de faire du mal aux autres, explique Tawny Cypress, qui joue la version plus âgée de Taissa, l'intransigeante milieu de terrain défensive. Nous n'avons pas besoin d'armes pour être féroces."

Les filles s'emparent de ce don très tôt. Après une scène d'ouverture glaçante, où une jeune femme en chemise de nuit court dans la neige, les pieds en sang, et trouvera une issue fatale, *Yellowjackets* revient en arrière pour nous montrer la vie des jeunes filles avant le crash,

L'accident d'avion est une métaphore de l'adolescence, parfois vécue comme un traumatisme.

et leurs cris de joie lors de leur victoire au championnat du New Jersey. Mais le mal est déjà en train de ronger ce tableau de banlieue idyllique : une des protagonistes est confrontée à des violences domestiques, une autre trahit sa meilleure amie, une autre blesse grièvement une de ses coéquipières.

Malgré la fiction, *Yellowjackets* est une série qui prend l'adolescence au sérieux et la décrit sans sombrer dans les stéréotypes, ni l'instrumentaliser. On y voit peu de jeunes filles dénudées ni de bavardages insipides – ce qui est rare pour une série diffusée sur une chaîne payante où les femmes sont omniprésentes [aux États-Unis, *Yellowjackets* a été diffusée sur Showtime] – et rien qui puisse ressembler à du crépage de chignon. Les filles ont bel et bien un trouble alimentaire : elles s'entre-dévoient. L'avion qui s'écrase a une fonction narrative et est une sorte de métaphore du passage de l'adolescence à l'âge adulte, qui peut parfois être perçu comme une catastrophe.

Pour les jeunes filles qui ont eu une enfance sans souci, l'adolescence est parfois le premier traumatisme, explique Karyn Kusama, qui a réalisé le pilote. "Même avant le crash, les relations étaient

déjà tendues." Et après l'accident, l'atrocité progresse peu à peu. Cette noirceur ne s'apaise pas, même quand certaines retrouvent une vie plus ou moins normale et atteignent la quarantaine. En matière d'esthétique, le monde de 2021 n'a pas l'air bien différent de celui de 1996, une manière de suggérer la permanence des effets du passé.

Pour incarner la période de 2021, *Yellowjackets* a choisi les actrices Juliette Lewis (*Tueurs nés*), Melanie Lynskey (*Créatures célestes*) et Christina Ricci (*La Famille Addams*), qui ont accédé à la célébrité dans les années 1990 et ne s'en sont toujours pas tout à fait remises. "C'est très malin d'avoir tiré parti de l'esprit des années 1990", explique Juliette Lewis, qui joue la version adulte de Natalie, la rebelle de l'équipe, victime de violences familiales. Melanie Lynskey joue la personne que Shauna est devenue en 2021, cette excellente élève qui tenait son journal intime avec application. L'actrice voit un parallèle entre les filles qui survivent au crash et les actrices qui deviennent célèbres très jeunes. "On ne retrouve jamais la liberté d'être anonyme et de pouvoir faire ce qu'on veut, dit-elle. Cet aspect de l'histoire de Shauna a vraiment trouvé un écho en moi."

Leur expérience commune a nourri leurs personnages tout en tissant des liens entre les interprètes. "Si vous postulez que la célébrité est un traumatisme – et je pense que c'est le cas –, alors nous partageons toutes le même traumatisme, celui d'être devenues très célèbres trop tôt, confie Christina Ricci. Les actrices sont devenues très proches. "Nous connaissons nos failles, nos histoires, ce qui nous rapproche et ce qui nous singularise, raconte Melanie Lynskey. La dernière fois que j'ai eu ce sentiment, c'était en thérapie de groupe."

Une fois trouvées les quadragénaires, les producteurs ont ensuite dû dénicher leur version ado. Il fallait qu'elles se ressemblent un peu, mais ce n'était pas la priorité – l'objectif était d'obtenir ce que Kusama appelle "une même énergie ou une même sororité d'âme". Pour créer de la vraisemblance entre les générations, les jeunes actrices et les plus âgées ont passé de longs moments à discuter posture, gestuelle, personnalité et élocution. Le jeu d'actrices de Juliette Lewis et de Sophie Thatcher, qui incarnent toutes les deux Natalie, montre une continuité entre le passé et le présent. Tout en révélant

comment le crash a bouleversé ces femmes en profondeur. "Nous étions toutes les deux en phase sur notre façon de voir Natalie, de percevoir sa souffrance, commente Juliette Lewis. Et Sophie Thatcher d'aborder : "Nous étions sur la même longueur d'onde émotionnellement. Natalie est une sorte de version de nous-mêmes, en plus intense."

Viellir. Pour l'aider à se mettre dans la peau de son personnage, Juliette Lewis a fait une playlist pour Sophie Thatcher, très orientée vers les artistes féminines qui ont marqué les années 1990, comme Courtney Love et PJ Harvey. Mais écouter des succès de cette période à l'écran était plus compliqué – dans une scène où Natalie écoute une cassette, Ashley Lyle a dû apprendre à Sophie Thatcher comment se servir d'un magnétophone. "Je me suis sentie très vieille", plaisante la conceptrice de la série.

Pour Ashley Lyle et pour d'autres, assister à une reconstitution de leur jeunesse dans les années 1990, comme si c'était un film d'époque, n'était pas facile. "En soi, ça ne me dérange pas de vieillir, du moins sur le plan de l'apparence, mais l'idée de la mort me terrifie, confie Christina Ricci. Et donc de voir à quel point le temps avait passé a été affreux."

Pourtant, *Yellowjackets* marque aussi le passage du temps de manière plus optimiste. Toutes les actrices plus âgées étaient ravies et soulagées d'avoir à incarner des personnages assez peu amènes. "Même il y a encore dix ans, les personnages devaient forcément être sympathiques", analyse Christina Ricci. La série ne manque pas de personnages de femmes fortes, mais personne n'aurait envie d'aller boire un verre avec l'une d'entre elles.

À ce titre, *Yellowjackets* est encore une exception. Elle porte à la fois un regard lucide sur le chaos de l'adolescence et les ravages de la quarantaine, et si elle montre de la compassion pour ses personnages, elle n'en fait pas des personnes particulièrement exemplaires. Son propos est de dire que si l'adolescence est une période tourmentée, la quarantaine ne vaut pas mieux. "Les femmes à l'âge adulte sont ingénérables, s'exclame Christina Ricci dans un juron, avec de l'admiration dans la voix. Aucune n'est stable sur le plan émotionnel. Elles font n'importe quoi. Et c'est formidable."

— Alexis Soloski

Publié le 10 novembre 2021

Repères

LES INTERNAUTES SE RÉGALENT

Avant d'être proposés sur Canal+ à partir de ce jeudi 3 mars, les dix épisodes de *Yellowjackets* ont été diffusés sur la chaîne câblée américaine Showtime entre novembre 2021 et janvier 2022. "Sans qu'on puisse déterminer exactement quand, la série est passée du stade de réussite plutôt discrète à celui de véritable phénomène culturel", relevait le magazine américain **Wired** quand a pris fin la première saison. Quelques pistes d'explication à cette popularité soudaine : "Des critiques dithyrambiques, un très bon bouche-à-oreille et le fait que les téléspectateurs [américains] ont du temps, pendant la période des fêtes, pour rattraper leur retard [et avaler les épisodes]. Sans compter ceux qui étaient coincés à la maison à cause d'Omicron." Mais un ingrédient supplémentaire a poussé les internautes à tout passer à la loupe, pour échanger ensuite sur les forums et sur Twitter : "L'intrigue mystérieuse regorge de ces symboles, indices et clin d'œil qui font le délice des internautes, avides de se perdre en hypothèses", décrypte le mensuel. Ce qui ne manque pas de sel pour une œuvre qui surfe sur la nostalgie des années 1990, quand "aucun ado américain n'avait de smartphone", tranche **Wired**. Une deuxième saison a été commandée.



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

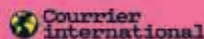
Retrouvez toute l'actualité du cinéma, des séries et des jeux vidéos.



SIX PIEDS SUR TERRE

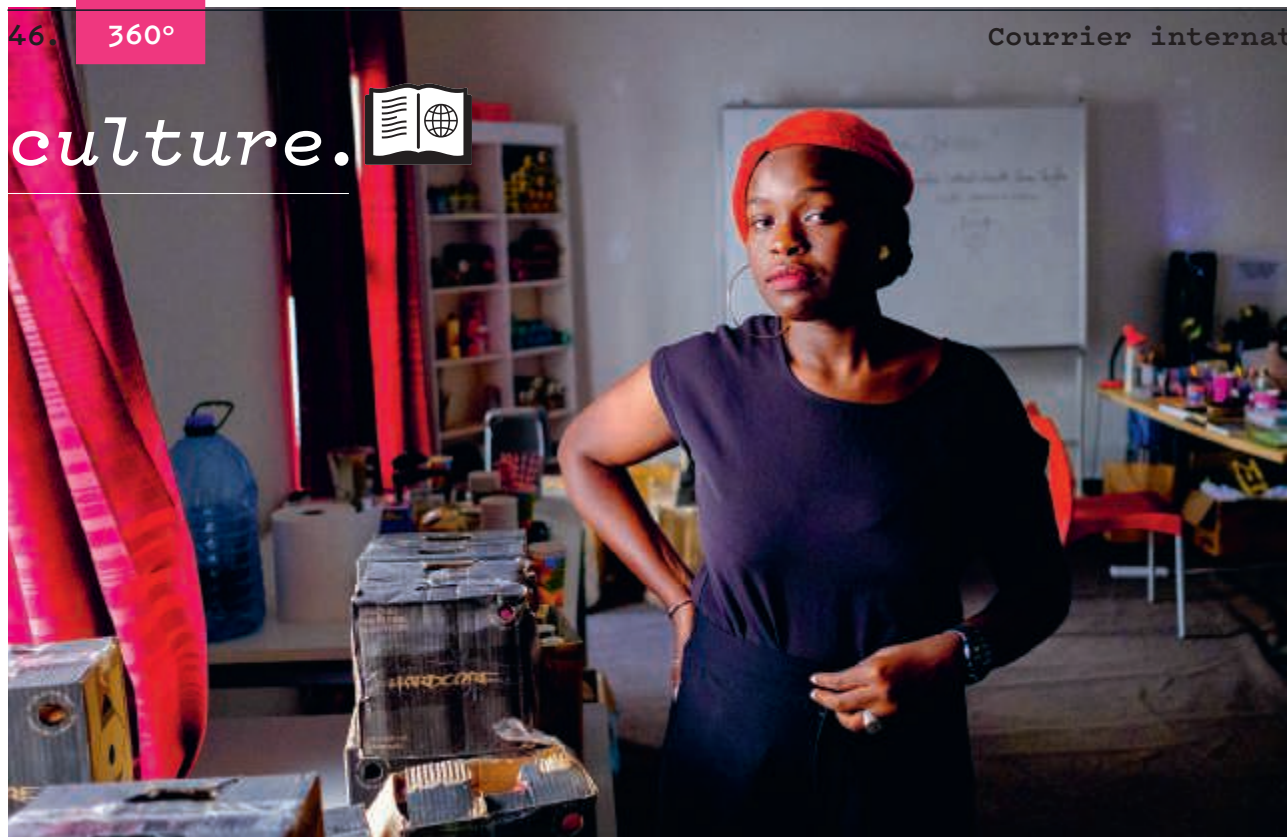
D'autres voix pour un monde durable

UN NOUVEAU PODCAST SIGNÉ



À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

culture.



↳ Dieynaba Sidibé dans son studio, à Dakar. Photo Guy Peterson/The Guardian/eyevine

novembre, six des quatorze participants étaient des femmes. “Il était primordial qu’elles constatent ma présence dans la salle très, très régulièrement, et qu’elles m’entendent, estime-t-elle. Ce milieu est encore très masculin, et les rares femmes qui en font partie ont bien souvent du mal à s’affirmer.” Zeinixx accomplit un travail colossal, se félicite Fatou Warkha Sambe, journaliste et féministe sénégalaise de premier plan. “Nous avons besoin de femmes dans tous les domaines. C’est une pionnière, j’ai une profonde admiration pour elle.” La jeune graffeuse a récemment organisé un autre atelier, intitulé Taaru Mbedd

“Je répète aux jeunes qu’ils ne doivent laisser personne choisir à leur place ce qu’ils feront demain.”

Dieynaba Sidibé

—The Guardian (extraits) Londres

Lorsque Dieynaba Sidibé a découvert le graffiti, ce fut un coup de foudre. Elle avait 17 ans et s’était déjà essayée à la peinture et au dessin. “J’étais devant la télé et j’ai vu ces images d’artistes en train de peindre de grands murs. Je me suis dit : ‘C’est ce qu’il me faut’, raconte l’artiste sénégalaise avec un rire qui fait trembler la créole accrochée à l’une de ses oreilles. Je n’aime pas ce qui est petit. Je peignais déjà sur de grandes toiles et je me suis rendu compte que les murs offraient des surfaces d’expression encore plus vastes.”

Ses parents voulaient qu’elle se concentre sur ses études, mais Dieynaba Sidibé, qui s’est depuis rebaptisée Zeinixx, est partie à la rencontre de la toute jeune communauté locale de graffeurs. Elle a fini par pousser la porte de l’association culturelle Africulturban – une association à but non lucratif de Pikine, dans la banlieue de Dakar, qui défend la culture urbaine en organisant des festivals et des formations. C’est là qu’elle a réussi à convaincre l’un des premiers graffeurs du pays, Oumar Diop, alias Afia Grafixx, de la former.

Longue tradition. “Grafixx m’a initiée au graffiti – comment écrire, faire du lettrage – et j’ai commencé à m’intéresser à la culture hip-hop, se souvient la jeune femme. Et voilà où j’en suis, quatorze ans plus tard.” Aujourd’hui âgée de 31 ans, Zeinixx est la première graffeuse professionnelle du Sénégal et l’une des figures emblématiques de la scène hip-hop nationale, essentiellement masculine. Elle est aussi slameuse, chanteuse et chef d’entreprise. En août 2021, elle a créé Zeinixx Entertainment, une entreprise qui organise des ateliers d’arts visuels à destination des jeunes.

La “première dame” du graffiti sénégalais

Dieynaba Sidibé, alias Zeinixx, est une figure de la scène hip-hop de Dakar. Au sein d’un milieu du graff très masculin, dans un pays conservateur, elle a su imposer son art pluriel et devenir un exemple pour ses consœurs.

“Je leur répète qu’ils ne doivent laisser personne choisir à leur place ce qu’ils feront demain, c’est ma devise”, explique l’artiste depuis le centre Africulturban, dont elle coordonne la communication.

Par bien des aspects, le Sénégal est un pays conservateur. Mais il dispose aussi d’une longue tradition artistique, musicale et poétique. Traditionnellement, dans cette région d’Afrique de l’Ouest, c’était la caste des griots qui se chargeait de transmettre les histoires par la musique, l’art oratoire et la danse. Le premier président sénégalais, Léopold Sédar Senghor, était d’ailleurs poète, et l’an dernier, le prestigieux prix Goncourt a été décerné à Mohamed Mbougar Sarr, un écrivain sénégalais. “C’est le point commun qui nous rassemble, qui nous unit, analyse Zeinixx, que ses collègues surnomment la “première dame” du graffiti. Le besoin de nous exprimer, de partager et de créer de belles choses, qu’il s’agisse d’œuvres audiovisuelles ou de performances physiques, comme la danse.”

Le hip-hop s’est implanté au Sénégal dans les années 1980, avec quelques influences américaines. Mais il a su conserver une

identité propre. “Cette culture repose sur de nombreux principes et valeurs comme la paix, l’amour et l’harmonie, explique la jeune graffeuse. Ici, au Sénégal, on pratique le tassou, le kebetu et le pekan [des formes de poésie orale traditionnelle en pulaar et en wolof]. Ce n’est pas du hip-hop, mais on retrouve des similarités.”

S’affirmer. Le graffiti, qui est l’un des quatre piliers de la culture hip-hop, est mieux accepté au Sénégal que dans d’autres pays. “Aux États-Unis, par exemple, il y a des brigades spéciales qui traquent les graffeurs, mais ce n’est pas comme ça ici, observe Zeinixx. Chez nous, les policiers s’arrêtent pour les féliciter et saluer leur travail.” Les graffitis sénégalais sont souvent engagés, explique-t-elle. “On s’adresse directement aux gens avec des messages comme ‘Arrêtez de jeter vos déchets dans la rue’, ou ‘thionou dou reer’ [“travailler dur porte toujours ses fruits”].” Des messages d’espoir, d’après la jeune femme.

Les messages de la graffeuse parlent souvent des femmes, et s’adressent à elles. Lors de son premier atelier, Graff’All, qui s’est tenu aux mois d’octobre et de

[“Beauté dans la rue”], au cours duquel elle a fait travailler 15 jeunes artistes en binôme avec des graffeurs confirmés. Après quatre jours d’échanges, ils ont peint les murs de l’Institut français de Dakar. Leurs œuvres, inspirées du thème djoko – “connexion” ou “communication” en wolof –, y sont exposées jusqu’au mois d’avril.

Zeinixx a demandé aux jeunes participants d’inviter leur famille à l’inauguration. Durant son discours, elle a désigné sa propre mère dans le public : “Si nous faisons quelque chose de mal, elle ne serait pas là.” C’est son statut de toute première graffeuse du Sénégal qui lui a ouvert les portes de l’Australie, de la Belgique, de la France, de la Suisse et des États-Unis, a-t-elle également rappelé à son auditoire. “Grâce au graffiti, j’ai représenté notre pays dans le monde entier.” Après l’inauguration, de nombreux parents l’ont appelée pour la remercier de les avoir rassurés.

“Depuis quelque temps, on voit des jeunes filles s’intéresser au graffiti grâce aux activités et aux ateliers qu’elle organise. Elle commence vraiment à influencer les filles”, se félicite Babacar Niang, alias Matador. Ce graffeur, danseur et rappeur fut l’un des premiers membres de la scène hip-hop sénégalaise. C’est lui qui a fondé Africulturban. “C’est super, parce que le graffiti n’est pas réservé aux hommes. Tous ceux qui ont ça en eux devraient pouvoir se lancer. Les filles ont besoin d’espaces où elles peuvent s’exprimer et s’épanouir”, poursuit-il. Zeinixx adresse aux jeunes filles un message sans détour : “Concentrez-vous sur ce que vous avez envie de faire, sur la femme que vous voulez devenir et fixez-vous des objectifs. Ne vous demandez pas si vous en êtes capables, car si vous vous répétez que vous allez y arriver, alors, normalement, vous en serez capable.”

—Portia Crowe

Publié le 10 janvier

L'OBSS

LES
HORS
SÉRIE
DE

L'ALGÉRIE COLONIALE

1830-1962



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

l'entretien.



“Donnons aux femmes le pouvoir d’avorter par elles-mêmes”

—Rebecca Gomperts

—The New York Review of Books (extraits)
New York

Le droit à l’avortement est gravement menacé aux États-Unis. La Cour suprême n’a pas invalidé une loi texane [en vigueur depuis septembre] qui permet à n’importe qui, n’importe où dans le pays, d’intenter un procès pour “complicité” d’avortement réalisé au Texas. C’est un texte qui, dans les faits, met hors la loi quasiment tous les avortements dans cet État. À l’été 2022, la Cour suprême va aussi se prononcer sur une affaire susceptible d’annuler ou de transformer radicalement l’arrêt Roe v. Wade, qui a légalisé en 1973 l’interruption volontaire de grossesse (IVG) sur tout le territoire des États-Unis.

Aujourd’hui, les militantes féministes doivent se préparer à un avenir dans lequel beaucoup moins de femmes américaines pourront accéder à un avortement légal et sans danger dans l’État où elles résident. Certaines cherchent des stratégies pour aider les femmes à interrompre leur grossesse en toute sécurité, en dehors du système de santé.

Elles peuvent s’inspirer de Rebecca Gomperts.

Gomperts compte parmi les militantes du droit à l’avortement les plus radicales du monde, même si ce n’est pas l’idée qu’elle se fait d’elle-même. Elle se présente comme une médecin qui a fait serment d’aider celles et ceux qui en ont besoin. C’est à ce titre qu’elle procure un avortement sans danger aux personnes qui en ont besoin, que leur État l’autorise ou non.

Née au Suriname, elle a grandi aux Pays-Bas et a fait des études d’art conceptuel avant de se réorienter vers la médecine. Pendant ses premières années d’exercice, elle a navigué autour de l’Amérique latine avec Greenpeace comme médecin et militante écologiste, et elle a été témoin du lourd tribut que paient les femmes en raison d’avortements dangereux. En 1999, elle a créé Women on Waves [“Les femmes sur les flots”], un centre mobile d’IVG installé sur un navire, qui se déplaçait au large de pays où l’avortement est strictement limité et qui distribuait des médicaments abortifs aux femmes démunies.

La possibilité d’avorter en ingérant de simples comprimés est une révolution libératrice pour les femmes, affirme **Rebecca Gomperts**. Cette militante pionnière et radicale évoque avec la journaliste Jill Filipovic ses combats et l’accès à l’IVG à travers le monde.



REBECCA GOMPERTS

Cette médecin néerlandaise de 55 ans a collaboré avec Greenpeace avant de créer Women on Waves, un centre mobile d’avortement installé sur un navire. Elle a fondé l’ONG Women on Web en 2005, qui s’appuie sur la télé-médecine pour prescrire un traitement permettant de déclencher une IVG. En 2018, Rebecca Gomperts a lancé Aid Access, une société qui travaille en coopération avec des prestataires aux États-Unis afin d’envoyer les médicaments abortifs par courrier.

Voulant aider plus de gens, elle a ensuite fondé l’ONG Women on Web en 2005, qui s’appuie sur la télé-médecine et Internet pour prescrire du misoprostol et de la mifépristone – le traitement en deux étapes qui déclenche un avortement sans danger – et indiquer la marche à suivre afin que tout se passe bien et que partout dans le monde il soit possible d’avorter en privé, chez soi. En 2018, Rebecca Gomperts a lancé une autre initiative, Aid Access, [une société installée en Autriche] qui travaille en coopération avec des prestataires d’IVG aux États-Unis afin d’envoyer les médicaments abortifs par courrier, dans le contexte de plus en plus restrictif de ce pays.

Aid Access a déclenché un conflit avec le gouvernement de Donald Trump et l’Administration fédérale de l’alimentation et du médicament (FDA). Quand la FDA a envoyé une mise en demeure à Gomperts, aujourd’hui installée en Autriche, elle a refusé d’obtempérer. Quand le ministre de la Santé américain Alex Azar a bloqué des versements à destination d’Aid Access et saisi ses colis, Gomperts a intenté un procès au ministre et à la FDA. Depuis que Joe Biden est au pouvoir, les relations avec la FDA ne sont plus les mêmes. En décembre 2021, cette administration a annoncé autoriser de façon permanente l’envoi de médicaments abortifs par voie postale.

JILL FILIPOVIC Comment êtes-vous passée de Women on Waves à Women on Web ? Pourquoi avez-vous fait ce choix ?

REBECCA GOMPERTS Après la première campagne maritime, surtout lors du passage en Irlande, nous avons reçu de nombreux courriels venus du monde entier, adressés par des femmes enceintes ; elles voulaient savoir quand le bateau passerait près de chez elles. Mais nous n’étions même pas propriétaire d’un navire, on se contentait d’en affréter un. On s’est dit qu’il fallait s’y prendre autrement : ce ne sont que des comprimés, les envoyer par voie postale était donc envisageable. Nous avons fait des recherches juridiques approfondies afin de trouver une méthode durable et légale, et nous avons identifié des brèches dans la législation. C’est comme ça qu’est né Women on Web, en 2005.

JF Quelles sont ces brèches, en général ?

RG Ce qui est intéressant, c’est que [le misoprostol et la mifépristone] sont de simples médicaments et qu’ils figurent sur la liste des médicaments essentiels tenue par l’Organisation mondiale de la santé [qui recense les médicaments auxquels les systèmes de santé devraient donner accès, partout dans le monde]. On peut vivre quelque part et commander des médicaments ailleurs, pour sa consommation personnelle. Ces comprimés ne sont pas illégaux, car ils peuvent être prescrits pour toutes sortes de motifs. Avaler ces comprimés n’est pas non plus contraire à la loi ; c’est seulement quand les femmes sont enceintes qu’elles font potentiellement quelque chose d’illégal.

Il est aussi très difficile de prouver que quelqu’un a volontairement fait une fausse couche. Or ces comprimés abortifs déclenchent pour ainsi dire une fausse couche, et dans les cas très rares où quelqu’un a besoin de soins médicaux dans cette situation, il n’est pas possible de prouver que c’était un acte délibéré. En revanche, nous savons que dans certains pays les médecins exercent une forte pression sur les femmes pour leur extorquer une “confession” et leur faire dire qu’elles ont pris des médicaments pour déclencher un avortement.

Sur le plan administratif, Women on Web a son siège au Canada, et il n'existe dans ce pays aucune loi sur l'avortement qui interdise ce que nous faisons. Les médecins qui travaillent pour Women on Web le font dans des pays où il est légal de prescrire ces médicaments à distance.

JF J'ai vu que vous étiez en conflit avec certains membres du gouvernement de Trump à ce sujet. Maintenant que la FDA a amendé sa réglementation sur les médicaments abortifs, est-ce que votre plainte contre la FDA n'a plus de raison d'être ?

RG Non, ça ne résout pas tout, mais ça résout en effet la question de la télé-médecine.

Je pratique les IVG par télé-médecine depuis maintenant seize ans. Nous avons été les premiers à le faire. C'est une incroyable aventure qui nous a menés à une reconnaissance officielle, attestant que c'est une intervention acceptable, sans danger et préférable pour les femmes. Il faut bien comprendre que les femmes qui font appel à la télé-médecine se trouvent dans deux types de situation : en position de force, ou en position de faiblesse.

Les femmes qui sont en position de force préfèrent la télé-médecine, car elles savent que tout peut se passer chez elles ; elles veulent être dans un environnement familier et avec la personne de leur choix au moment où la fausse couche a lieu. Mais celles qui sont en position de faiblesse ne peuvent pas accéder aux services de proximité. Les obstacles peuvent être financiers, liés à des violences intrafamiliales ou à tout autre facteur très concret. Et la télé-médecine répond aux besoins de ces deux catégories de personnes.

JF Pouvez-vous expliquer en quoi l'accès généralisé au misoprostol a changé les services proposés par les militantes du droit à l'avortement et les prestataires d'IVG ?

RG C'était vraiment très fort de participer à cette révolution depuis le début. Mon travail a commencé en 1999. Le misoprostol était à disposition dans certains pays, notamment en Amérique latine, mais très peu de femmes savaient qu'il servait à l'avortement. À cette époque, il y avait une fracture entre les professionnels de santé et les féministes : de nombreux médecins n'étaient pas favorables au misoprostol – en particulier des médecins féministes, car beaucoup étaient convaincues que c'était décharger les praticiens de toute responsabilité. Selon ces médecins, il fallait procurer des avortements au lieu de rejeter la responsabilité sur les femmes.

Nous avons raisonné autrement. D'après nous, il pouvait être libérateur pour les femmes de se prendre en charge. Les organisations féministes étaient du même avis. Les formations réalisées par les organisations féministes ont vraiment changé la donne : elles ont transmis la connaissance aux femmes, comme il se doit. Il a été fascinant d'assister à cette révolution, qui s'est développée et amplifiée dans toute l'Amérique latine. De très nombreux groupes en ont formé d'autres, et le réseau clandestin qui achète les comprimés et les fournit aux femmes s'est aussi développé. En Afrique, ça s'est passé un peu différemment, mais dans des pays comme l'Indonésie et le Pakistan, où nous avons aussi formé des organisations de femmes, nous avons observé la même transformation.

“Ces comprimés ne sont pas illégaux. Les avaler n'est pas non plus contraire à la loi.”

VERS UN DROIT À DEUX VITESSES AUX ÉTATS-UNIS

Le 1^{er} décembre 2021, la Cour suprême des États-Unis a entendu les arguments sur une loi adoptée dans le Mississippi interdisant quasi systématiquement l'interruption volontaire de grossesse (IVG) au-delà de quinze semaines de grossesse, même en cas de viol et d'inceste. Un texte en contradiction flagrante avec la jurisprudence, qui autorise l'IVG jusqu'à vingt-trois à vingt-quatre semaines de grossesse. Les juges de la Cour, en majorité conservateurs, ont semblé enclins à revenir sur ce délai et peut-être même

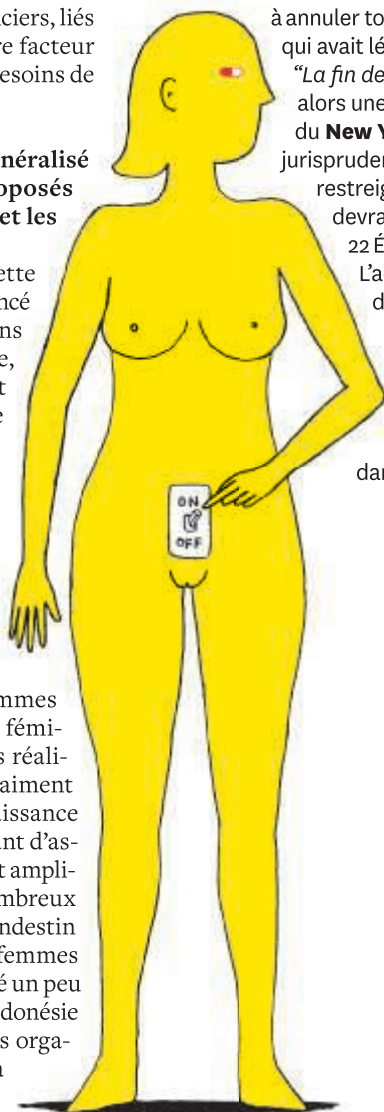
à annuler totalement l'arrêt *Roe v. Wade*, qui avait légalisé l'avortement en 1973.

“*La fin de Roe arrive, et vite*”, estimait alors une juriste dans les colonnes du **New York Times**. wSi la jurisprudence change, des lois

restreignant ou interdisant l'IVG devraient entrer en vigueur dans 22 États, explique le quotidien.

L'accès à la procédure serait donc bien plus compliqué

“dans de larges pans du *Middle West et du Sud*”, surtout pour les femmes qui n'ont pas les ressources nécessaires pour se rendre dans un autre État.



← Dessin de **Walenta**, paru dans **Dziennik**, Varsovie.

JF J'imagine que, même parmi les Américains qui défendent le droit à l'IVG, beaucoup pourraient avoir des réserves sur l'idée de “mettre l'avortement entre les mains des femmes”. Pourquoi pensez-vous que la transition vers la télé-médecine et l'avortement médicamenteux est sans danger, efficace et nécessaire ?

RG C'est sans danger. Des millions de femmes ont suivi cette procédure. Elle comporte moins de risques que les antidouleurs en vente sans ordonnance. On recense plus de décès à cause d'overdoses ou d'allergies au paracétamol que de décès liés à des avortements médicalisés. C'est une combinaison de médicaments très, très bien tolérée. Les femmes accouchent seules ou avec l'aide d'une autre femme depuis des siècles, et l'avortement précoce est moins difficile et dangereux que de donner naissance, ça ne fait aucun doute – c'est vraiment beaucoup plus sûr. Aux Pays-Bas, une femme sur 20 000 meurt des suites de l'accouchement ; lors d'une fausse couche, c'est moins d'une femme sur un million.

JF Avec la nouvelle loi texane, qui autorise tout citoyen des États-Unis à porter plainte contre les “complices” d'un avortement, craignez-vous une responsabilité ou une vulnérabilité juridique ?

RG Je ne travaille pas aux États-Unis. Je suis une médecin immatriculée en Autriche, c'est en Autriche que je pratique la médecine. Je respecte toutes les lois en vigueur en Autriche et, surtout, je respecte le serment que j'ai prêté. C'est très simple : quand des personnes ont besoin de soins médicaux impératifs et urgents, le médecin n'a pas le luxe de répondre “*Je ne vais pas vous aider*”. C'est tout le sens de notre formation. Il existe de nombreux traités internationaux relatifs aux droits fondamentaux qui protègent l'accès des femmes aux soins, et l'avortement sans danger y est expressément mentionné. Ces textes prévalent sur les lois locales si elles sont contraires au droit qui protège les droits humains. C'est tout ce que je suis tenue de respecter.

JF Dans quelles régions du monde observez-vous des avancées en matière de droit et d'accès à l'avortement ?

RG Il y a honnêtement des avancées partout, sauf aux États-Unis. Non, ce n'est pas tout à fait vrai : il y a d'autres pays qui posent de vraies difficultés. La Pologne, par exemple, mais aussi la Hongrie, la Turquie et la Russie. Et ils ont en commun des problèmes avec l'État de droit et plus généralement la démocratie. Ce sont des pays où la démocratie est mise à mal dans tous les domaines.

Quand la démocratie est plus solide ou que la tendance politique est à la démocratisation, ainsi que dans les pays plus respectueux des droits humains, il y a toujours un mouvement vers la légalisation de l'avortement – c'est ce qu'on voit en Irlande, en Irlande du Nord, à Gibraltar, en Thaïlande. La Corée du Sud a légalisé l'avortement, l'Argentine a légalisé l'avortement, le Mexique a légalisé l'avortement [et la Colombie récemment, voir encadré]. C'est aussi symptomatique d'une tendance dans ces pays. Les droits des femmes sont un indicateur caractéristique de la direction qu'emprunte une société.

JF Quel est le lien entre les droits des femmes et un mouvement démocratique ou, au contraire, antidémocratique et autoritaire ?

RG Dans les pays limitant l'accès à l'avortement, tous les droits sont enfreints ou sapés. En Hongrie, il n'y a plus

de presse indépendante. L'ensemble des médias est sous le contrôle de personnes ou d'entreprises favorables au pouvoir en place, ou directement sous la mainmise du gouvernement. Ça ne se limite donc pas aux droits des femmes, ce sont toutes les libertés qui sont concernées.

En Russie, en Pologne et en Hongrie, on observe aussi l'influence de mouvements eurocentristes et pronatalistes : ils veulent la naissance de plus de bébés blancs et ils cherchent à y parvenir en contrôlant le corps des femmes, qu'ils instrumentalisent à des fins politiques. S'ils forcent les femmes à avoir des enfants contre leur gré, ils maintiennent des gens dans la pauvreté. Et les pauvres n'ont pas de voix, ils n'ont pas leur mot à dire.

JF En ce qui concerne l'accès à l'avortement aux États-Unis, avez-vous une idée de ce qui risque d'arriver, surtout dans les États conservateurs ?

De nombreux Américains n'ont pas forcément en tête que les problèmes d'accès existaient déjà. L'IVG a un coût, c'est parfois 650, 800, 900 dollars. Et pour une personne qui vit sous le seuil de pauvreté, ce sont des sommes inaccessibles. Et même s'il y a des fonds d'aide, ils ne couvrent qu'une partie du déplacement ou de l'intervention, et jamais 100 % des frais réels. L'accès à l'avortement était déjà très problématique, en particulier chez les populations vulnérables.

RG Interdire l'avortement a d'autant plus accentué l'injustice sociale, car les femmes qui peuvent se le permettre iront dans un autre État, et celles qui n'en ont pas les moyens subiront les conséquences de la loi. Il existe déjà aux États-Unis un immense marché clandestin [de médicaments abortifs], que ce soit par l'intermédiaire d'organisations féministes ou par d'autres moyens. On trouve du misoprostol sur Internet. Les femmes peuvent déclencher un avortement médicamenteux par elles-mêmes, et ce n'est pas dangereux, c'est pourquoi je ne pense pas que l'on reviendra à la situation d'avant *Roe v. Wade*, c'est-à-dire des femmes qui mouraient à cause d'un avortement réalisé avec un cindre ou dans d'autres conditions sordides.

Le problème, ce sont plutôt les avortements tardifs. Les avortements médicamenteux peuvent avoir lieu facilement et en toute sécurité, à domicile, pendant le premier trimestre. Après douze semaines, le risque est un peu plus élevé, mais même dans ce cas il est possible de réaliser un avortement sans danger avec des médicaments. Dans les courriels que nous recevons, nous avons surtout noté la difficulté de trouver les médicaments à temps, afin de les prendre avant treize semaines.

Les algorithmes de Google, par exemple, changent tout le temps et font que les services comme *Aid Access* et *Women on Web* sont plus difficiles à trouver, car Google met d'abord en avant les sites officiels des pouvoirs publics. Par conséquent, nous avons déjà vu des personnes chercher à déclencher des avortements en se laissant tomber dans les escaliers, en prenant des surdoses de vitamine C ou d'autres médicaments, ce qui ne fonctionne pas et peut être funeste. Ça existe déjà.

JF Avez-vous connaissance d'initiatives pour faire pression sur des entreprises comme Google et Facebook, afin qu'elles mettent mieux en avant les informations médicales exactes et utiles sur l'avortement médicamenteux ?

RG Absolument. YouTube et Facebook ont banni *Women on Web* à de nombreuses reprises, mais nous l'avons toujours contesté, et comme nous avons accès aux

“Les droits des femmes sont un indicateur caractéristique de la direction qu'emprunte une société.”

L'AMÉRIQUE LATINE EN MARCHÉ AVANT

“L'histoire s'écrit en Colombie !”

se réjouissait le quotidien **El Universal**, en Colombie, le 21 février, après la décision de la Cour constitutionnelle de dépénaliser l'IVG. *“Dès demain, aucune femme ne pourra aller en prison pour un avortement”*, écrivait le journal, soulignant que la plus haute juridiction colombienne est allée assez loin en dépénalisant l'IVG sans aucune condition jusqu'à vingt-quatre semaines de gestation, *“c'est-à-dire jusqu'à six mois de grossesse”*. Les législateurs devront désormais adapter le Code pénal ; de quoi susciter des débats dans un pays en pleine campagne électorale. Cette décision *“renforce la tendance régionale”*, note **The New York Times**.

Elle *“s'inscrit dans un profond changement de toute l'Amérique latine, porté par des mouvements féministes citoyens et par une jeunesse plus détachée de la religion”*. La Cour suprême mexicaine a dépénalisé l'IVG en septembre 2021, et l'Argentine l'a légalisé fin 2020. Ainsi, *“trois des quatre pays les plus peuplés d'Amérique latine ont ouvert la voie à un accès plus large à l'avortement”*, alors que les États-Unis vont dans la direction opposée. En France, le Parlement a adopté le 23 février l'allongement du délai légal pour l'IVG de douze à quatorze semaines de grossesse.

SOURCE



THE NEW YORK REVIEW OF BOOKS

New York, États-Unis

Bimensuel

143 000 exemplaires

nybooks.com

La grande revue littéraire et politique de l'intelligentsia new-yorkaise. Créée en 1963, elle doit sa renommée au prestige et à la diversité de ses grandes signatures : Joan Didion, V. S. Naipaul, Vladimir Nabokov ou Tony Judt, entre autres, ont compté parmi ses contributeurs. Articles fouillés, authentiquement critiques et... très longs sont sa marque de fabrique.

médias, nous avons pu trouver des solutions. C'est le cas le plus simple. L'algorithme de Google est un peu plus mystérieux et n'est problématique que depuis la pandémie de Covid-19 : ils cherchaient à rendre plus difficiles d'accès les informations non scientifiques sur le Covid. Mais c'est extrêmement compliqué à combattre, car personne ne comprend vraiment comment fonctionnent les algorithmes. Ce sera peut-être le sujet d'un futur procès. Les gens ne se rendent pas compte que Google filtre notre accès à l'information.

Se renseigner sur ces médicaments est moins compliqué que savoir où les trouver. Le fonctionnement des algorithmes fait qu'il est très difficile de savoir où obtenir ces médicaments.

JF Quel type de surveillance ou de supervision médicale est nécessaire pour réaliser soi-même un avortement médicamenteux ?

RG Il n'en faut pas beaucoup, mais il faut avoir les bonnes informations : comment prendre les médicaments et quand solliciter une prise en charge médicale, s'il y a des complications. C'est tout. Et c'est très facilement accessible – ce sont des connaissances très précises que nous avons cumulées au fil des ans et que l'on ne lit pas sur les sites Internet qui vendent ces médicaments. De bons renseignements et une supervision médicale peuvent, dans certains cas exceptionnels comme les grossesses extra-utérines, sauver des vies. Mais ce traitement médicamenteux ne devrait pas être uniquement disponible sur ordonnance. Il devrait être vendu librement.

JF Dans des pays comme les États-Unis et la Hongrie, que doivent faire les femmes aujourd'hui pour se préparer, se protéger et se défendre ?

RG Les gens doivent bien sûr se mobiliser pour contester ces régimes, mais ce n'est pas si facile et leurs mesures sont déjà en place. Selon moi, il faut veiller à diffuser le plus possible d'information sur l'avortement médicamenteux et à faire des stocks de comprimés. Procurez-vous le plus possible de comprimés. Et accrochez-vous pour la suite.

JF Vous voulez dire que les femmes devraient avoir du misoprostol et de la mifépristone chez elles, qu'elles soient enceintes ou non ?

RG Absolument. La durée de conservation de la mifépristone est très longue. Donc oui, achetez-en et gardez tout ça à portée de main.

JF Quels enseignements les féministes et les défenseurs du droit à l'avortement aux États-Unis peuvent-ils tirer de votre travail ?

RG Ce que j'ai trouvé très intéressant, au fil de notre travail avec des organisations dans le monde entier, c'est qu'il y a au départ beaucoup d'autocensure et de craintes, car les lois sont souvent peu claires et les gens ont peur des procédures judiciaires – surtout aux États-Unis. Se débarrasser de cette autocensure est crucial. C'est quand on conteste publiquement ces lois qu'on se rend compte qu'il n'y a pas de raison d'avoir si peur. Les personnes qui sont généralement visées par la loi sont les plus vulnérables, celles qui n'ont pas de réseau pour les soutenir. Mais si vous êtes entourées et que vous travaillez ensemble, vous pourrez accomplir beaucoup de choses qui paraissent inimaginables.

— **Propos recueillis par Jill Filipovic**

Publié le 11 janvier

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE



**Courrier
international**

Hors-série Février-mars 2022
8,50 €



IL, ELLE, IEL...

LES RÉVOLUTIONS DU GENRE

De #MeToo aux nouvelles masculinités, des droits des LGBTIQI à leur visibilité dans la culture, les débats sur le genre et la fluidité passionnent la presse mondiale.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

 **Courrier
international**

BIENVENUE DANS UNE AUTRE GRANDE-BRETAGNE

©VisitBritain/Jacob Niblett



[visitbritain.com](https://www.visitbritain.com)